





## Dates

### RENDEZ-VOUS

- Lundi 10 février**  
- **Palerme** : Ouverture du procès de la Mafia.
- Mardi 11 février**  
- **Berlin** : Echange probable d'espions.
- Mercredi 12 février**  
- **Cantorbéry** : Rencontre **Mitterrand-Thatcher**. Signature du traité sur le tunnel sous la Manche.
- **Londres** : Assemblée générale de la compagnie **Westland**.
- Dimanche 16 février**  
- **Portugal** : Deuxième tour de l'élection présidentielle.
- **Inde** : Réunion de la congrégation sikh à Amritsar.

## IL Y A CINQUANTE ANS, LES JEUX OLYMPIQUES DE BERLIN

### Les « gladiateurs de Hitler »

La neige, si longtemps attendue, est au rendez-vous ce jeudi, 6 février 1936, pour l'ouverture solennelle des quatrièmes Jeux olympiques d'hiver à Garmisch-Partenkirchen. 40 000 personnes sont assemblées — on en attend un million pendant les dix jours de compétition — dans la fièvre station des Alpes bavaroises, pour saluer ces 1 563 athlètes venus de vingt-huit pays qui vont concourir pour la plus grande gloire, celle de l'idéal olympique de M. de Coubertin.

Mais un étrange outsider domine la foule : M. le chancelier Hitler savourant sa première victoire, avant que son armée, un mois plus tard, n'envahisse la rive gauche du Rhin, en violation délicate du pacte de Locarno. Sa voix « profonde et grave » a séduit le reporter de l'Auto, après que von Halt, le délégué allemand au Comité olympique international, eut prononcé les inévitables paroles de paix : « Le Führer, dans un silence impressionnant, s'avance devant le micro et proclame l'avènement de l'année sportive nouvelle. L'arrivée du chancelier Hitler fut bien entendue saluée par de retentissants « Heil Hitler ». L'hymne national fut écouté le bras tendu. »

Tout a été fait, « bien entendu », pour que le national-socialisme prenne la meilleure part de la gloire olympique. 40 000 travailleurs de son organisation « La Force par la joie » ont aménagé les pistes. L'armée est omniprésente, doublée par des milliers de SA et de SS. La Gestapo veille dans l'ombre, bien décidée à éviter toute « bavure » qui ternirait ces festivités dédiées à la paix. L'accueil est *gemütlich* — plaisant, confortable — de l'Allemagne nazifiée ne va pas jusqu'à tolérer que les images retransmises puissent ne pas être germaniques, mais les braves spectateurs oublieront assez vite que le village olympique a été édifié sur un terrain raflé à un sous-homme juif. Est-ce si grave, après tout, que le salut olympique, bras tendu, ressemble si fort au salut nazi ? Et peut-on interdire aux délégations de défilé au pas cadencé ?

#### Les démocraties battues

Au soir du 16 février, les pays du Nord sortent grands vainqueurs au classement officiel des médailles remportées : la Norvège, qui domine, la Suède et la Finlande en ont décroché vingt-huit sur quarante-sept. Mais l'Allemagne est seconde, avec six médailles et la gloire pour ses patineurs Maxi Herber et Ernst Baier. Les démocraties sont loin derrière. La France a tout juste sauvé l'honneur avec la médaille de bronze d'Emile Allais au combiné alpin. Les arabesques inoubliables de la Norvégienne Sonja Henie masquent mal l'évidence : ces Jeux d'hiver ont été un triomphe de l'efficacité nazie.

L'Auto, tous comptes faits, les a bien aimés, « organisés par un peuple qui a su prendre ses responsabilités, un peuple qui a retrouvé une foi neuve ». Trois semaines plus tard, ayant paisiblement digéré la Rhénanie, Hitler confirme. A Garmisch, déclare-t-il, « je me suis efforcé d'éveiller parmi notre jeunesse la compréhension pour l'idéal d'une réconciliation » entre la France et l'Allemagne. Dans les brumes alpines de Bavière, olympisme et propagande totalitaire ont fait

bon ménage. Aux accents du *Horst Wessel Lied*, on s'est donné rendez-vous pour l'été à Berlin.

Faut-il y aller, dès lors que ces Jeux d'hiver ont crûment confirmé toutes les craintes antérieures ? Berlin, à l'évidence, sera une fête nazi, un Nuremberg sportif. Au printemps de 1936, le débat rebondit donc avec violence. Tout a commencé pourtant paisiblement, en 1931, quand le Comité olympique international (CIO), bien « travaillé » par ses membres allemands, a confié l'organisation des Jeux de 1936 à la puissance vaincue, écartée de la joute à Anvers en 1920 et à Paris en 1924. Hélas ! sur ces entrefaites, Hitler a pris le pouvoir en mars 1933.

Fort habile, M. le chancelier a aussitôt rassuré Carl Diem, son compatriote — passablement nazi — qui préside le comité d'organisation : l'Allemagne nouvelle ne trahira pas l'idéal olympique, mais elle se sentira honorée si la présidence du comité de patronage des Jeux pouvait être confiée à son Führer et si son ministère de

1933, quand un joueur juif avait été écarté de la sélection allemande en Coupe Davis. Le mouvement de lassitude, nombre d'antifascistes se laissent prendre. Le *Figaro* du 26 juillet résume l'assentiment général : « A une époque où la liberté a renoncé à éclairer le monde, laissons la flamme olympique y brûler encore et gardons-nous d'écartier de ses rayons purifiants une jeunesse qui veut quand même retrouver sa foi. »

Au Canada, en Europe, à coups de brochures et de meetings, nombre d'antifascistes — et d'abord allemands — ont eux aussi amorcé une mobilisation : tandis que depuis Moscou est mis en alerte le mouvement communiste international. Rien, toutefois, n'a pu convaincre le CIO, que Diem rassure depuis Berlin et qu'Avery Brundage — son futur président — tempère aux Etats-Unis. Au reste, Coubertin lui-même ne s'était-il pas porté caution de la pureté des intentions de l'Allemagne « dorienne » ?

Tout se joue donc à la deuxième manche d'été. Dans le

olympique ? Et la pérennité de l'idéal de Coubertin vaut bien une messe un peu noire. A ces arguments de lassitude, nombre d'antifascistes se laissent prendre. Le *Figaro* du 26 juillet résume l'assentiment général : « A une époque où la liberté a renoncé à éclairer le monde, laissons la flamme olympique y brûler encore et gardons-nous d'écartier de ses rayons purifiants une jeunesse qui veut quand même retrouver sa foi. »

#### L'« auxiliaire nègre »

Là-bas, pourtant, la Gestapo protège la flamme à sa manière, très « korrekts ». Son chef en Prusse, le Dr Best, lui a intimé par circulaire d'avoir à éviter les rafles voyantes et les « grands convois publics », pour ne pas donner à ses hôtes l'impression d'une surveillance policière. Ce qui est fait, avec l'arrestation discrète d'une centaine des derniers communistes du mouvement sportif allemand et un quadrillage systématique « en civil » de tous les

cette ambition. Après un défilé militaire et le parade des organisations nazies dans Berlin en liasse, Hitler et les siens investissent l'immense stade de cent mille places — le plus grand du monde — édifié pour la circonstance. Survolée par le dirigeable *Hindenburg*, enflammée par le *Deutschland über alles* et le *Horst Wessel Lied*, dispensés par un orchestre et des chœurs dirigés par Richard Strauss, électrisés par l'appel de la cloche, la foule ovationne les délégations. Quand l'équipe de France, en bérêt basque, paraît et tend le bras olympiquement vers le Führer, c'est le délire. L'équipe allemande, elle, est l'objet d'un enthousiasme indescriptible. Après un lâcher de pigeons et d'impeccables démonstrations gymniques ponctuées par l'hymne à la joie de Beethoven, c'est au son de l'Alleluia du *Messe* de Haendel que le berger grec Spiridon Louys, le premier vainqueur du marathon olympique en 1896, remet au Führer l'humble rameau d'olivier symbole d'amour et de paix. Derrière sa canif de la tribune officielle, Leni Riefenstahl filme déjà ses *Dieux du stade*.

Plus de 4 000 athlètes de quarante-neuf pays rivalisent ainsi. Pour la plus grande gloire de l'Allemagne, qui rasle quatre-vingt-neuf médailles loin devant les Etats-Unis, seconds officiels avec cinquante-six sportifs hissés sur le podium. Dès le premier jour, le hasard ayant voulu que les concours de poids et du marteau aient été remportés par des Allemands, Hitler les fait monter dans sa loge et leur serre la main, après le salut réglementaire. Mais il quitte le stade avant que le Noir américain Cornelius Johnson n'eut empêché sa médaille d'or au saut en hauteur.

Le lendemain, prudents, les responsables du CIO lui font entendre que le règlement olympique ne permet guère à un chef d'Etat de distinguer les gagnants. Ainsi donc, le Führer n'a pas à subir l'avanie d'avoir à féliciter l'« auxiliaire nègre » de l'équipe américaine, le grand champion Jesse Owens, trois fois vainqueur et qui ne dissimule pas sa satisfaction de voir démontrer la supériorité d'un « nègre » sur les aryens et d'avoir contraint l'olympisme nazifié à jeter le masque. Jusqu'au 16 août pourtant, à la clôture des Jeux, l'autosatisfaction des « Heil Hitler ! » ira crescendo.

A lors, Hitler grand vainqueur à Berlin ? L'opinion sportive, assurément, envie la fortune des athlètes allemands. L'opinion tout court, pourtant mobilisée à posteriori par les images très « aryennes » du film de Riefenstahl, n'a sans doute pas crédité le nazisme du succès sportif des Jeux et de leur impeccable organisation. La grande parade hitlérienne a plutôt sensibilisé les innocents au danger imminent. Mais les démocrates ont été bousculés sur le stade par la détermination totalitaire, avec la complicité des héros de l'idéal olympique. L'histoire des JO en sera ternie. L'écrivain Heinrich Mann, au nom des antifascistes allemands, dit la souillure : « Les sportifs olympiques gladiateurs de Hitler. »

JEAN-PIERRE RHOUL.

\* On lira avec profit le seul ouvrage d'ensemble en langue française : Jean-Marie Brohm, *1936, Jeux olympiques à Berlin*, Editions Complexe, 1983.



ROUL

convois schématisant les spectateurs.

Le village olympique de Doeberitz est protégé comme un bunker, tous les diplomates et journalistes étant de leur côté accablés d'attentions « rapprochées ». L'ordre ainsi assuré, la propagande nazie offre à l'olympisme ses trouvailles. Des convois de camions Mercedes portent la « signification spirituelle » de l'événement aux masses allemandes. Un affichage mêle sans vergogne les anneaux olympiques et la croix gammée. Une immense cloche sonnant « pour la jeunesse du monde » est exhibée partout, encadrée par les SS et les Jeunesses hitlériennes du cru. Toutes les grandes arrières de Berlin sont pavées de banquettes nazies et olympiques alternées. Enfin, Carl Diem a l'idée d'avenir : un relais d'Olympie à Berlin, à travers sept pays, transmettra une flamme, de la vestale grecque à l'athlète aryen. La « fête de la paix » révélera au monde les vertus de l'organisation allemande et de la symbolique nazie.

L'ouverture des Jeux, le 1<sup>er</sup> août 1936, est à la hauteur de

la propagande, dirigé par Goebbels, pouvait soutenir l'entreprise.

Le CIO s'obstinera à maintenir jusqu'au bout ce contrat de dupes. De commissions d'enquête assez improvisées en pudiques détours du regard face à la montée du racisme en Allemagne, on débouche sur une ultime entrevue, en novembre 1935, entre Hitler et le comte de Baillet-Latour, président du CIO.

#### Mendès France pour le boycottage

Elle a lieu quelques semaines après l'annonce des lois de Nuremberg, en pleine chasse aux Juifs sur tout le territoire du Reich, et y compris au sein de la future équipe olympique allemande. Baillet-Latour, bien « chambré », conclut que rien ne peut s'opposer à la tenue en Allemagne de la XI<sup>e</sup> Olympiade des temps modernes.

Les partisans du boycottage avaient donc perdu la première manche. Aux Etats-Unis, où avait été lancée la bataille, le *New York Times* avait protesté, des

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
570.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Woutas.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

### Le Monde

#### PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0393-2037

#### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE : 384 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE : 687 F 1 377 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGÈRE (par messageries)

1. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS : 309 F 762 F 1 085 F 1 388 F

2. SUISSE, TUNISIE : 564 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ou chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les noms propres en capitales d'impression.

#### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 170 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 140 sh. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,380 DL ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,80 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Singapour, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 ml.

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

# SIMONE VEIL

dimanche 18h15

en direct sur  
**RTL**

animé par  
Henri MARQUE  
André PASSERON  
et Jacques AMALRIC (Le Monde)  
Paul Jacques TRUFFAUT  
et Gilles LECLERC (RTL)



# Etranger

## La chute du régime Duvalier à Haïti

Les communistes haïtiens à l'étranger ont accueilli avec une joie souvent mêlée d'inquiétude sur l'avenir de leur pays l'annonce du départ en exil de « président à vie » Jean-Claude Duvalier. Aux Etats-Unis, la chute du régime a été saluée avec jubilation dans plusieurs villes — New-York, Miami, Boston — où la foule est descendue dans la rue pour manifester. A Boston, les démonstrations ont failli mal tourner, un groupe d'opposants à la dictature ayant réussi à pénétrer dans le consulat de leur pays brûlant des drapeaux haïtiens et arrachant des murs les portraits de Baby Doc.

La satisfaction de l'opposition toutefois n'est pas sans mélange. A Miami, plusieurs respon-

sables ont qualifié d'« inacceptable » le geste militaire-civil qui a pris le pouvoir à Port-au-Prince. A New-York, où plusieurs groupes d'exilés d'Europe et d'Amérique sont réunis pour examiner la situation, un membre du conseil exécutif du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes d'Haïti a déclaré : « C'est du durabilisme sans Duvalier. Ce n'est pas acceptable pour le peuple haïtien, qui a fait sa révolution ».

A Paris, on indique de source proche du gouvernement que l'acte accompli par la France au président haïtien déchu est d'une durée maximale d'une « huitaine de jours ». Il n'est pas question

que Baby Doc s'installe en France, précise-t-on de même source. M. Jean-Claude Duvalier devra avoir trouvé un pays d'accueil d'ici à l'expiration de ce délai, ajoute-t-on.

L'arrivée en Savoie, dans la station de villégiature de Talloires, au bord du lac d'Annecy, a provoqué diverses réactions de la part des personnalités politiques. M. Raymond Barre a estimé « satisfaisant » le rôle joué par la France, ajoutant : « Il est tout à fait normal que les grands pays, qui portent intérêt à la situation de Haïti, aient pris les dispositions nécessaires pour faciliter le changement de régime ». M. Michel Noir, député (RPR) du Rhône, s'est exprimé dans le même sens déclarant : « Si la France a dû accep-

ter d'accueillir Jean-Claude Duvalier pour qu'une solution soit trouvée à une situation qui devenait explosive, je dis que la France a bien fait et que le gouvernement a eu raison ».

En revanche, M. Alain Carignon, maire (RPR) de Grenoble, a émis des réserves. « Certes, notre pays a une tradition d'accueil, mais de là à accorder un asile politique de fait à M. Duvalier, il y a un pas difficile à franchir », a-t-il dit. Quant au maire de Talloires, M. Joseph Bardeyron (div. opposition), il a assuré qu'il n'avait pas été consulté.

## Les Américains se félicitent d'avoir crevé l'abcès

De notre correspondant

Washington. — Les membres de la cellule de crise qui, depuis plusieurs jours, vivaient dans une salle du département d'Etat allaient se séparer. M. Duvalier voguait vers son destin dans un avion militaire américain. La nuit avait été longue et, dans la bonne humeur et l'épuisement, l'un des diplomates de la « task force » a lancé : « La prochaine fois qu'on se retrouvera, ce sera pour Pinochet ».

Eclat de rire, interrompu d'un rectifiant : « Non, il y aura Marcos avant ». Cela ne valait, bien sûr, que pour le plaisir de bons mots, mais n'en était pas moins significatif d'un état d'esprit assez général à Washington. On est content d'être arrivé, estime-t-on, à crever l'abcès avant qu'une fièvre révolutionnaire ne se soit emparée d'Haïti ; content d'avoir, dans l'ombre, poussé non pas à l'établissement, mais à l'effacement d'une dictature ; content, donc, de n'avoir guère à dissimuler un rôle d'autant plus bénéfique à l'image des Etats-Unis que le département d'Etat déclarait, vendredi, que c'est à la lumière « de clarifications » sur la position du (nouveau) gouvernement haïtien en ce qui concerne le respect des droits de l'homme et l'organisation d'élections libres qu'il examinera « attentivement » une éventuelle demande d'aide financière d'urgence.

Ce n'est pas là une position moralement inconfortable au moment même où la diplomatie américaine dénonce « la fraude et la violence » électorales aux Philippines, autre pays de dictature pro-américaine vieillissante. Et puis, on n'est pas mécontent, enfin ou peut-être surtout, d'avoir réaffirmé, en « facilitant » le départ du clan Duvalier, l'influence et le poids prédominant de Washington dans la zone caraïbe, qui est, au même titre que l'Amérique centrale, considérée comme un élément-clé de la sécurité nationale des Etats-Unis.

### Une action bien préparée

Rien d'étonnant à ce que la première déclaration du porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, ait, en conséquence, été dure que : « La décision de M. Duvalier (de se retirer) était la bonne », car il n'aurait pu se maintenir au pouvoir que « par la force et la répression ». Peu après, comme il lui était demandé si les Etats-Unis avaient exposé cette analyse à M. Duvalier pour le convaincre de quitter Haïti, le porte-parole du département d'Etat rétorquait qu'il ne tenterait pas de détourner les journalistes de cette idée.

M. Speakes avait commencé sa conférence de presse en lançant aux journalistes : « Vous avez devant vous un prophète ! ». Une allusion au jour où il avait, exactement une semaine plus tôt, annoncé à tort que le départ du « président à vie » était déjà chose faite. Toute la journée, les responsables américains ont aussi oscillé entre d'une part l'obligation de nier toute ingérence dans les affaires haïtiennes (M. Reagan : « Nous observons, dans l'attente et l'espoir... ») et, de l'autre, la tentation de laisser entendre cette cape de Superman, dont le même M. Reagan sera certainement ceint, le 20 février prochain, quand il ira se faire acclamer et complimenter à la Grétade — démocratisée, il y a deux ans et demi, par l'armée américaine.

Pour autant qu'on puisse la cerner jusqu'à présent, la vérité est pour-

tant que l'Amérique a, en l'occurrence, moins agi que réagi à une situation de fait : l'irréversible montée de la tension à Haïti. Certains voyages à Washington, des avant Noël, de personnalités prenant leurs distances vis-à-vis du régime Duvalier, la rapidité avec laquelle le département d'Etat pouvait fournir, vendredi matin, des biographies des nouveaux dirigeants de l'île, la précision avec laquelle on pouvait décrire, dès lundi dernier dans les milieux dirigeants américains un scénario en effet prophétique (le *Monde* du 5 février) — tout cela laisse penser à une action occulte d'une exceptionnelle ampleur.

Pourtant, à en juger par certains moments de pagaille et de flottement, on est plutôt tenté de croire que, jeudi après-midi encore, les Etats-Unis n'étaient toujours pas certains d'arriver à faire partir M. Duvalier dans la nuit. « Si nous sommes très reconnaissants à Paris de lui avoir rapidement accordé le droit d'asile, dit un haut fonctionnaire, c'est qu'il fallait qu'il parte le jour même, avant que ne débute le carnaval et les mouvements de foule dans les rues, alors que chaque instant qui passait diminuait de nouvelles chances aux membres de son

## Le marasme économique a gonflé les rangs de l'émigration depuis dix ans

On a chanté et dansé dans les communautés haïtiennes d'Europe et d'Amérique à l'annonce, vendredi 7 février, de la fin de la dynastie Duvalier. Ce même jour, les garde-côtes américains récupéraient au large de la Floride quatre-vingt-dix réfugiés venus de l'île caribéenne à bord d'un voilier de fortune. Compte tenu des circonstances politiques, le sort de ces « boat people » n'a pas été déterminé immédiatement. Jusqu'à présent, la règle voulait que les fugitifs, évidemment dépourvus de visas d'entrée aux Etats-Unis, soient rapatriés en Haïti. Autrement dit, rendus à la dictature.

Hier, la peur pour certains, l'incertitude ou la précarité pour beaucoup, aujourd'hui, la joie : en quelques jours, la diaspora haïtienne a changé radicalement de sentiments. Pour combien de temps ? Et avec quelles chances, retour au pays ou pas, de voir sa situation s'améliorer ?

Très dispersée, la communauté haïtienne à l'étranger compte actuellement de un million à un million cinq cents mille personnes (pour environ six millions d'habitants en Haïti). Les colonies les plus importantes se trouvent aux Etats-Unis et au Canada, ainsi qu'en Guyane française. Le record est détenu par New-York, où le nombre des immigrants, illégaux inclus, est estimé entre quatre cent mille et cinq cent mille personnes. Viennent ensuite Miami, avec cinquante mille à cent mille exilés vivant dans un quartier appelé « Little Haïti ». Montréal, avec quarante mille personnes, et Cayenne, où la population haïtienne n'a cessé d'augmenter ces dernières années pour atteindre environ quarante mille personnes sur un total de soixante-douze mille habitants.

La grande immigration aux Etats-Unis et au Canada date de la fin des années 50 et de l'avènement au pouvoir de François Duvalier. Premiers à fuir le pays pour échapper aux redoutables « volons macoutes », les opposants politiques ont été suivis par plusieurs vagues d'intellectuels et de représentants des professions libérales. Toutefois, à partir de la fin des années 70, la misère a

poussé dehors un nombre toujours plus grand de réfugiés économiques. L'afflux en masse des « boat people » vers les côtes de Floride a conduit le président Reagan à prendre des mesures pour stopper cette vague d'émigration. Le 30 septembre 1981, il signait un décret autorisant les garde-côtes américains à arraisonner les embarcations de réfugiés haïtiens et à les renvoyer vers l'île.

### Des situations dramatiques

Le sort de ceux qui sont parvenus, ces dernières années, à toucher le sol américain n'est souvent guère plus enviable : considérés comme des illégaux, ils doivent subir une longue détention dans un camp d'internement situé dans la banlieue sud de Miami et n'ont que peu de chances d'obtenir le statut de réfugiés politiques. En 1984, l'administration américaine n'a donné un avis favorable qu'à 6 % des demandes.

Les difficultés économiques traversées par certains pays de la région les ont amenés à prendre des mesures encore plus radicales contre l'émigration haïtienne. Ce fut le cas des Bahamas, qui, au début de 1981, décidèrent d'expulser trente mille Haïtiens « illégaux » considérés comme des « voleurs d'emplois ». En République dominicaine voisine, les quelque trois cent mille Haïtiens utilisés comme travailleurs agricoles dans les plantations de canne à sucre vivent dans des conditions proches de celles de l'esclavage.

En France, la communauté haïtienne est estimée à environ dix mille personnes en métropole, auxquelles il faut ajouter six mille à huit mille personnes installées à la Guadeloupe et autant à la Martinique. La composition sociale de cette émigration a beaucoup évolué depuis dix ans. Aux intellectuels et aux enfants de la bourgeoisie venus faire leurs études à Paris, Strasbourg, Lille, Marseille ou Montpellier, sont venus s'ajouter depuis 1976-1977 des réfugiés du monde rural et d'un niveau d'éducation plus bas. Cette nouvelle émigration, dont une bonne part est concentrée dans la banlieue parisienne, cherche à s'employer dans des travaux manuels, le bâti-

ment par exemple, ou le gardiennage d'immeuble. L'insertion dans le milieu français ne semble pas poser trop de problèmes. Elle est favorisée par l'action de plusieurs groupements, comme l'Association des travailleurs haïtiens immigrés en France ou le Collectif des réfugiés haïtiens, qui organisent des cours de formation et d'alphabétisation ou apportent une aide pour régulariser les situations administratives.

### A GRENOBLE

## Une arrivée discrète noyée dans le brouillard

De notre correspondant

Grenoble. — L'avion de l'armée américaine transportant l'ancien président à vie d'Haïti, Jean-Claude Duvalier, atterrit, à sa suite, forte d'une vingtaine de personnes, s'est posé, vendredi à 21 h 15, sur l'aéroport de Grenoble-Saint-Geoirs. Noyés dans le brouillard de cette région dite des Terres froides, les passagers de l'appareil, rangés en bout de piste, ont défilé discrètement pour prendre place dans une dizaine de voitures immatriculées en Suisse et appartenant à la société Globe de Genève, spécialisée dans le transport des personnalités. Le convoi quittait peu

après l'aéroport par une voie de service. Les forces de gendarmerie en tenue de combat qui boulaient l'aéroport, arrivées quelques minutes avant l'avion transportant M. Duvalier, n'ont pas permis aux journalistes d'approcher de l'appareil. Une centaine de manifestants de la Ligue communiste révolutionnaire étaient venus accueillir M. Duvalier aux cris de « Pas d'asile pour les tyrans ! », « Duvalier hors de France ! » et « USA complices ! ».

Jean-Claude Duvalier séjournera probablement pendant quelques jours sur les bords du lac d'Annecy, à une quarantaine de kilomètres de la frontière franco-suisse, dans l'hôtel de l'Abbaye, à Talloires, un ancien monastère de bénédictins transformé en hôtel de luxe.

Le ministre de la coopération et du développement, M. Christian Nucci, dont la circonscription électorale englobait, lorsqu'il était député, la commune de Saint-Geoirs, a déclaré que le venue de M. Duvalier n'est « en aucun cas un exil en France, mais un transit vers une destination encore inconnue ». Il a précisé peu après sur l'antenne de Radio-France-1 qu'il s'agissait d'une mesure prise « avec un certain nombre de nos amis ». Il a ajouté : « Je crois que le peuple haïtien, qui, ce soir, est dans la rue, apporte lui aussi sa contribution aux efforts de la France pour éviter le bain de sang et essayer d'entamer un processus d'instauration de la démocratie dans ce pays. C'est un transit de quelques jours afin de permettre à Duvalier de trouver un pays d'accueil. Les effusions de sang n'ont que trop duré. C'est, et de loin, ce qui a orienté le choix de la France ».

### Le précédent de Toussaint Louverture

A Talloires, Jean-Claude Duvalier va momentanément connaître le climat froid en revanche principalement d'eux et du lest qu'ils seront disposés à lâcher face à l'énigmatique montée en puissance de forces de gauche à Haïti. Jusqu'à aujourd'hui, on a finement agi, mais les véritables tests sont encore à venir. Encore un petit effort.

BERNARD GUETTA.

M. L.

CLAUDE FRANCLION.



**Le cœur à gauche, il vote à droite et ça le fait marrer.**

**Grand jeu-test politique**

On peut voter à gauche et penser à droite (et réciproquement). Vous-même, êtes-vous un révolutionnaire qui s'ignore, un conservateur rétro, un nouveau Machiavel ou un vrai conformiste ? Confrontez votre vote à vos opinions... et découvrez-vous. Un grand jeu-test politique en exclusivité sur Funitel.

Faites le 36.15.91.77, tapez FUNITEL

**FUNITEL**

Morrez-vous avec votre Minitel.



# Étranger

## LA CHUTE DU RÉGIME DUVALIER À HAÏTI

### L'armée va jouer un rôle central dans la période de transition

**« A bas Duvalier ! Vive l'armée ! »** En s'appliquant avec la multiplication des manifestations contre le régime de « Baby Doc », ce slogan a fini par s'imposer. A défaut d'autre choix dans l'immédiat, c'est bien une solution militaire qui a été retenue, du moins provisoirement. Le nouveau conseil de gouvernement de cinq membres, immédiatement mis en place à Port-au-Prince dès le départ de Jean-Claude Duvalier, comprend certes deux civils, mais les militaires y occupent une place prépondérante. De plus, un conseiller, lui aussi militaire, complète la nouvelle équipe.

A l'exception de l'un des deux civils, M. Gérard Gourgue, président de la Ligue haïtienne des droits de l'homme, qui l'anime depuis que le régime l'a toléré en 1978, les membres de la junte ont tous exercé de hautes charges dans le régime déchu, certains ayant été ouvertement duvaléristes. A la tête du conseil se trouve le général Henri Namphy, chef d'état-major de l'armée, qui assume dorénavant les fonctions de chef de l'Etat. Relativement modéré, le général Namphy s'était efforcé de tenir l'armée à l'écart de la répression des dernières semaines, en en laissant la responsabilité aux « tontons macoutes » et aux corps spécialisés relevant directement de l'autorité de Jean-Claude Duvalier. Officier de carrière, âgé de cinquante-trois ans, il avait été promu chef d'état-major en mars 1984, en même temps que le colonel William Regala devenait inspecteur général des forces armées.

#### Les premières manifestations de jeunes

Le troisième militaire du conseil de gouvernement, le colonel Max Valles, était depuis avril 1983 commandant de la garde présidentielle. Egalement officier de cette garde, le colonel

Prosper Avril, après avoir été momentanément en disgrâce, avait regagné la confiance du président Duvalier et portait une part de responsabilité dans l'intervention des forces de l'ordre contre les premières manifestations de jeunes, fin novembre, à Gonaïves.

Ancien membre du gouvernement et conseiller de Jean-Claude Duvalier, M. Alix Cincas avait été ministre des travaux publics, des transports et des communications de 1979 à mai 1984. Il avait été limogé pour avoir mis en garde le président devant les conséquences possibles de la pénurie alimentaire. Il avait été rappelé au même poste en novembre dernier. Le second civil de la junte M. Gérard Gourgue, âgé de soixante ans, a été professeur de droit constitutionnel à l'université de Haïti avant de prendre la défense des prisonniers politiques et de dénoncer les excès de la répression. A diverses reprises, comme en 1979, quand, avec sa femme, il fut battu par des policiers, il se mit à parler avec le régime.

L'armée, que François Duvalier avait cherché à mettre sur la touche par crainte qu'elle ne lui porte ombrage, revient donc au premier plan. Entraînée par les Etats-Unis, elle s'est peu à peu modernisée pour devenir un corps professionnel d'environ sept mille hommes. En même temps qu'elle accroissait son influence par rapport aux « tontons macoutes », à la garde présidentielle et aux « loupards », un corps antillé, elle ne pouvait plus complètement ignorer les réalités sociales et politiques du pays. Cette évolution avait été sanctionnée par la nomination au début de l'année d'un nouveau ministre de la défense et de l'intérieur, le général Pierre Merceron. Les Etats-Unis n'avaient pas été étrangers au retour de cet officier supérieur, écarté de l'armée vingt-trois ans plus tôt par « Papa Doc ».

JEAN-CLAUDE BUIHIER.

(Suite de la première page.)

Il y a seulement quelques heures, les dizaines de milliers de personnes rassemblées sur le Champ de Mars ne savaient rien de l'étonnant ballet qui a précédé cette extraordinaire mobilisation. Il est minuit. Alors que les difficultés s'accumulent dans le réseau téléphonique et télévisuel international, la rumeur s'aggrave : « Il est parti ou sur le départ. Dans tous les hôtels, c'est le branle-bas de combat. La centaine de journalistes étrangers présents s'agitent, courent de l'ambassade américaine à celle de France puis à l'aéroport international François Duvalier. Le blocage de toutes communications vers l'étranger semble confirmer le bouche-à-oreille local. Peu de temps après, un premier cortège de voitures arrive à l'aéroport, dont les pistes sont éclairées et où règne une atmosphère inhabituelle.

Un officier de l'armée a beau expliquer qu'il s'agit de « manœuvres courantes », plus personne n'est dupe. Le président est sur le point de quitter le pays. Déjà, en milieu de semaine, les demandes de visa adressées à plusieurs pays étrangers avaient intrigué. D'autres voitures familiales arrivent, suivies de véhicules militaires remplis de bagages. Ce n'est pas un départ mais une fuite, pas un voyage, mais l'exil. Dans la bousculade qui suit l'arrivée de chaque voiture, chacun s'efforce de reconnaître les occupants. Jean-Claude Duvalier et sa femme, Michèle, arrivent vers 3 h 30 du matin (10 h 30 heures françaises) alors que se sera déjà posé l'avion américain C-141 qui doit acheminer la trentaine de personnes de la suite présidentielle vers la France. Le couple présidentiel passe en trombe, Jean-Claude Duvalier pour une fois au volant, en lieu et place de sa femme, sur une route qu'il ne

revera sans doute jamais. Les traits du couple sont tirés, mais l'ancienne première dame conserve son attitude arrogante des derniers jours, cigarette aux lèvres et air de défi devant les caméras.

Le couple présidentiel est suivi par un cortège d'officiers de l'armée et de volontaires de la sécurité nationale en grand uniforme. Peu après, alors que l'avion s'apprête à prendre son envol, une modeste Lada rouge franchit dans l'autre sens la grille qui sépare l'aéroport de la route. L'homme qui la conduit semble vouloir s'arrêter devant les journalistes, qui se désintéressent dans un premier temps de ce véhicule banal contrastant avec les puissantes limousines précédentes. Par la vitre baissée, sur un ton presque d'excuse, il perçoit une émotion réelle, il annonce : « Je suis le frère du président. » Les photographes se ruent.

#### La tombe de Papa Doc profanée

Avec une grande gentillesse, il répond aux questions, l'air visible-ment choqué. « Cela s'est décidé ce soir. Non, je ne connais pas exactement la composition de la junte. Il y a des civils, le chef d'état-major. Le président reviendra peut-être, non, je ne sais pas. » Il repart vers Port-au-Prince, alors que déjà l'agitation se porte vers d'autres acteurs.

« Si l'on vous annonce que le président de la République est parti lorsque vous rentrez chez vous, serez-vous surpris ? », demandait-on, dans la soirée de mercredi, au directeur général du ministère de l'Information. « Personnellement, non, pas trop », disait-il. « Nous sommes complètement dans le noir, je n'y comprends rien », affirmait peu après

un officiel généralement bien informé.

La clarté est venue. Même si les problèmes demeurent. Car, si la grande fête populaire de vendredi augure d'un carnaval peu ordinaire, la tournure violente qu'ont prise les manifestations au fin de matinée a conduit la junte au pouvoir à décréter un cessez-le-feu dans la capitale. Le dérapage a eu deux origines : La première, c'est le « défilé », comme s'explique le nouveau directeur général du ministère de l'intérieur. Mais aussi et peut-être surtout la « revanche ». Le magasin d'importation de voitures de marque Lada et BMW a été complètement détruit, ainsi que l'agence de location Hertz les deux établissements appartenant à M. Ernest Bennett, le père de Michèle, l'épouse du président déchu. Les véhicules Lada ont été « réquisitionnés » et un agent d'une firme de location est venu récupérer une voiture, sous prétexte de réparation, pour quelques heures... Il n'a pas réapparu.

Cibles de la colère populaire, les « tontons macoutes » ont à plusieurs reprises dû leur survie à l'intervention de l'armée, qui a souvent, mais pas toujours, évité des lynchages ou des meurtres. Un climat de peur a ainsi bien vite remplacé celui de liesse populaire. Aux quarante véhicules complètement mis en pièces du garage Bennett s'ajoutent ceux des différents garages Toyota qui bordent le boulevard Dessalines, l'artère principale de la capitale. De même, les symboles de l'ancien pouvoir ont été détruits de façon privilégiée par certains manifestants. Le poste des « tontons macoutes » de Gressier, sur la route du Sud, une bourgade où vécut François Duvalier, a été complètement saccagé. De même, sa tombe a été profanée et ses ossements brûlés sur la place publique près du cimetière de Port-au-Prince. « Nous avons été à l'école de la violence pendant vingt-neuf ans, et maintenant nous ne faisons que répéter nos leçons », disait l'un des manifestants à Gressier.

Dans un tel climat, à l'approche de la fête du carnaval qui doit durer trois jours, dans tout le pays, la tâche de la junte militaire-civile ne sera pas aisée, d'autant que dans son discours préliminaire le président du conseil gouvernemental a largement mis l'accent sur le respect des droits de l'homme, excluant toute

répression massive. Le président de la Ligue des droits humains haïtiens fait d'ailleurs partie de la junte. « Un gage de retour à la démocratie dans ce pays », estimait un officiel. Mais d'importants règlements de comptes, au demeurant compréhensibles, ne sont pas à exclure. A la morgue de Port-au-Prince, vendredi en fin d'après-midi, on faisait état de nombreuses exécutions de ce type, sans toutefois préciser le nombre de morts recensés lors de cette première journée.

#### Le rôle modérateur de l'Eglise

Un élément de stabilisation pourrait apparaître avec l'Eglise dont la station Radio-Soleil a repris ses émissions avec l'autorisation au moins tacite du gouvernement. Les évêques, qui avaient décidé de suspendre la conférence épiscopale prévue pour le 7 février en présence d'évêques américains, se sont pourtant réunis en comité restreint. Ils auraient décidé de limiter leur intervention « politique » pour se concentrer sur la défense des droits de l'homme en restant le plus souvent possible dans leur province afin d'éviter de trop nombreux débordements.

Dans l'état actuel des choses, la junte militaire-civile a remarquablement contrôlé la situation. Sa jeunesse — ses membres ont entre quarante-six et cinquante-trois ans —, l'affirmation maladroite répétée que l'armée ne souhaite pas prendre le pouvoir mais seulement assurer un retour au calme et une plus grande stabilité dans le pays, ont facilité sa tâche. Mais il faut déjà penser à l'avenir. Même si l'échéance n'est pas officiellement fixée, elle devra intervenir dans un laps de temps relativement court pour garder toute son efficacité à l'actuel « gouvernement de transition ». Dans l'opposition d'hier un nom revient souvent. Il s'agit de celui de M. Marc Bazin, ministre de l'économie sous Jean-Claude Duvalier au début des années 80 ; il est considéré comme le tenant d'une certaine orthodoxie financière, comme bénéficiant du soutien des Etats-Unis. Lors de son passage au gouvernement, il s'était tenu à l'écart des intrigues, et il y avait gagné le surnom de « M. Propre ».

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

## LE PAPE DANS LE SUD DE L'INDE

### Un « signe d'avenir » pour les syro-malabars

De notre envoyé spécial

Après quarante-huit heures dans l'extrême Sud indien, le pape devrait gagner, dimanche 9 février, à l'aube, Bombay, dernière étape d'un voyage de dix jours à travers le sous-continent, qui n'a été marqué, jusqu'ici, que par un seul grave incident, vendredi, quand un mur s'est écroulé à Trichur sur un groupe de spectateurs, tuant une personne et en blessant dix-huit autres.

Cochin. — Les quelques moments que le pape a passés dans l'extrême sud de l'Inde sont sans doute ceux qui ont rassemblé les foules les plus compactes. Pour n'être « que » quatre millions, les catholiques du Kerala sont en effet concentrés dans

un mouchoir de poche dans le sud-ouest du pays, certains districts regroupant les populations les plus denses de l'Inde.

A Trichur, traditionnelle métropole religieuse du Kerala, Jean-Paul II est resté, vendredi matin, un peu plus de deux heures et demie pour une « rencontre de prière », préparée ici pendant près d'un an. Chaque famille chrétienne a contribué pour au moins 3 roupies (un peu plus de 2 francs). L'immense estrade, sur laquelle a pris place le pape, et les barrières de sécurité ont coûté au moins 700 000 roupies. Un effort accepté « joyeusement », assure un prêtre, car on parlait de ce voyage des heures durant et l'enseignement des catholiques, ainsi que les sermons des prêtres et les lettres des évêques, s'en inspirent longtemps.

#### Philippines

### Mme Aquino revendique la victoire

(Suite de la première page.)

« Nous avons victorieusement franchi un premier cap : celui du vote. Malgré l'achat des voix, les intimidations, les menaces et les meurtres, nous avons gagné, comme le porte-parole de Cory Aquino, Lupita Kashiwahara. // nous reste à passer un second cap : le triage des résultats. »

M. Marcos a décidé ces élections pour les gagner. Mais, compte tenu du passé, il s'est trouvé dans une situation inconfortable : de toute façon il serait soupçonné d'avoir triché. Il a donc joué son va-tout, cherchant à obtenir une victoire lui permettant de faire taire les critiques. Notamment celles des Américains. Les « bavures » qui ont marqué ces élections risquant de priver de crédibilité une « victoire-plébiscite », l'hypothèse d'une victoire modérée semble se préciser. Reste que la réaction populaire à une non-défection de M<sup>me</sup> Aquino demeure la grande inconnue. Les Philippines ont eu des élections dans la tête : dans la nuit de vendredi, dans le quartier Passay-City, à Manille, où des irrégularités électorales ont été nombreuses, la rue a recommencé à gronder.

La seule chose qui paraît certaine au lendemain du scrutin, c'est que le pouvoir a utilisé tous les moyens pour le gagner et qu'il conti-

nue vraisemblablement en manipulant les résultats. Il est symptomatique que la série de meurtres qui a marqué le jour du vote ait commencé au moment où les bureaux de vote fermaient : à deux heures de l'après-midi, à Roxas, dans les Visayas, un observateur de NAMFREL qui défendait une urne que des inconnus voulaient emporter était froidement abattu. En quelques heures le nombre des morts augmentait brutalement (dix-neuf au moins dans la seule province de Tarlac, berceau de la famille Aquino), les actes de violence se multipliaient : l'enjeu était clair, le contrôle des urnes.

Serrant l'urne dans ses bras comme s'il portait une relique, un homme fendait la foule qui se pressait vendredi soir aux portes du siège de NAMFREL : dans son bureau de vote de Passay on venait de découvrir des urnes illégales et il voulait mettre au moins celle-ci en sécurité, la soustraire au chef du quartier. Déjà l'on savait que ces élections avaient, sans doute, été pliées les plus truquées qu'aient connues les Philippines.

Dans le quartier populaire de Calocan, des urnes avaient été placées en sûreté dans le dispensaire de l'église de Notre-Dame de Grâce. Dans l'après-midi cinq hommes mas-

qués de camouflages de Marie-Immaculée, dans une ruelle un peu retirée d'Ermital, la plus populaire des cités, aujourd'hui intégrée dans le « Grand Cochin », a une maison supplémentaire de se réunir. Ce samedi 8, en effet, Jean-Paul II bénit, à Kottayam, le fondateur de l'ordre, Ciriano Elias Chavara, mort en odeur de sainteté en 1871. Pour les quelques deux millions de catholiques de rite syro-malabar, c'est la consécration tardive — et d'autant mieux venue — de leurs efforts en vue d'une égale dignité avec leurs frères de rite latin.

#### Inculturation

La folle galopade à travers le sous-continent s'est interrompue une matinée : la messe de bénédiction du Père Chavara — et de Sœur Alphonsa, une sorte de sainte Thé-

rese de Lisieux malabar — a duré pas moins de trois heures ! « C'est parce que nous croyons en catholiques orientaux à la vertu mystique de la répétition des litanies, des formules et des gestes lors des cérémonies pour conduire l'âme à l'avantage d'intériorité », explique le Père Joseph Silvester Thekkumkai, vicaire général des catholiques de Marie-Immaculée. C'est un point que nous partageons d'ailleurs avec les hindous dans la culture a contribué à nous façonner.

Le Père Joseph Silvester nous explique un autre élément d'« inculturation » spécifique des catholiques syro-malabars. La tradition veut que les premiers convertis par Thomas aient été quatre brahmines. Leurs descendants ne souffrent pas de cette réputation de souillure qui s'attache inévitablement en milieu hindou aux chrétiens latins — instinctivement ressentis à la fois comme « étrangers », « infidèles », « barbares » et « impurs ». « C'est pourquoi nous réussissons si bien notre travail de conversion dans le Nord, là où il est possible, nous déclarait le vicaire général. Les gens, là-bas, nous respectent comme des brahmines ».

Le Père Joseph Silvester, tout en reconnaissant que le recrutement des syro-malabars demeure en général plus élevé socialement que celui des « latins », assure que l'on s'efforce de combattre la persistance du phénomène des castes dans le christianisme. Les syro-malabars, en revanche, ont avancé à grands pas dans l'application de certaines décisions du concile Vatican II, en particulier l'abandon du syriaque comme langue d'Eglise au profit du malayalam, parlé au Kerala. Toutefois, se plaint à demi-mots le vicaire général, Rome n'a pas appliqué Vatican II sur un point capital à ses yeux : faute d'un patriarcat institué à l'échelle du pays (il n'existe qu'un archevêché couvrant le seul Kerala), les syro-malabars ne peuvent pas officiellement célébrer leur rite hors de leur étroite limite locale. Leurs prêtres, leurs religieuses et leurs fidèles qui, pour le moment, sont le Nord, doivent donc se plier au rite latin et ne peuvent pas faire de nouveaux adeptes hors de la petite patrie d'origine. Les syro-malabars avaient donc d'autant plus de raisons de voir « un signe d'avenir » dans la messe célébrée par le pape, pour la première fois dans leur rite.

JEAN-PIERRE CLERC.

## A travers le monde

### CAMBODGE

#### Les désaccords au sein de la résistance

Bangkok. — Des difficultés persistent au sein des deux mouvements de résistance non communistes khmers. Le prince Sihanouk a mis un terme, à la suite de l'ANS (Armée nationale sihanoukiste), au désaccord entre son fils, le prince Ranariddh, commandant suprême, et le général Teap Ban, chef d'état-major, en démettant ce dernier de ses fonctions. Il lui était reproché une attitude brutale à l'égard de la troupe et des détournements de fonds destinés aux réfugiés. Le prince Ranariddh prend la direction de l'état-major.

D'autre part, des divisions subsistent à la direction du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer), dont M. Sam Sann demeure, pour l'instant, le président. Son principal adversaire, le général Sak Sutsakhian, pourrait cependant conserver ses fonctions de commandant en chef des forces armées. — (Corresp.)

### CORÉE DU SUD

#### Inculpation de 189 étudiants à Séoul

Séoul. — Cent quatre-vingt-neuf étudiants ont été inculpés pour avoir participé, mardi, à une manifestation antigouvernementale à l'université nationale de Séoul, a annoncé le police, vendredi 7 février. Soixante-trois autres étudiants, qui avaient été interpellés après cette manifestation, ont été relâchés jeudi. D'après les autorités, les organisateurs de la manifestation de mardi, à laquelle un millier d'étudiants de quinze universités ont participé, sont des opposants de gauche partisans de l'abolition de la Constitution mise en place en 1980 et qu'ils qualifient de « fasciste ». Quelques sept cents étudiants sud-coréens sont actuellement emprisonnés ou en cours de procès pour leurs activités contre le régime du président Chun Doo-hwan. — (AFP.)

### PÉROU

#### Etat d'urgence à Lima

Lima. — Le président Garcia a décrété, vendredi 7 février, l'état d'urgence et un couvre-feu dans la capitale péruvienne, ainsi que dans la ville portuaire voisine de Callao. Il a, par ailleurs, annoncé que les forces armées étaient chargées d'assurer le maintien de l'ordre dans la région. Ces mesures, a précisé M. Garcia dans un message à la nation, sont destinées à permettre aux autorités d'enrayer la vague d'attentats terroristes qui frappe la capitale depuis le début de l'année, et qui vient encore de coûter la vie à trois officiers. — (AFP.)



## LE PROCÈS DE LA MAFIA A PALERME

## Ceux qui croient à la justice et ceux qui n'y croient pas

De notre envoyée spéciale

Palermo. — Pour Luigi le monde comme s'arrête aux limites de son quartier, le Borgo. C'est là que vit sa famille; c'est là qu'il joue au « tottonero » (les paris clandestins); c'est là qu'il sait — ou plutôt qu'il sent — à quel point il est aimé et à quel point il est craint. Le bras de la femme pendait à la portière. Quand j'ai vu la baguette de diamants qu'elle avait au doigt, j'ai compris que c'était grave, et je me suis sauvé.

pressé, de rétoriquer, et penser que tout ce spectacle est monté pour que rien ne change.

A deux reprises, ces dernières semaines, les chômeurs ont manifesté pour réclamer à la fois du travail et la Mafia. Vendredi, quelques milliers de lycéens manifestaient contre elle; des jeunes gens de milieux apparemment aisés, qui ne parvenaient pas plus à donner l'illusion d'une simple mobilisation que ce tract distribué par un groupe anti-Mafia, et appelant, pour lundi, à un arrêt de travail... d'une minute.

## L'Eglise fait machine arrière

Le traumatisme provoqué en septembre 1982 par l'assassinat du général Dalla Chiesa n'a pas eu les suites que certains avaient pu espérer. Dans une magistrale homélie, le cardinal Papalardo, évêque de Palerme, avait alors exprimé mieux que personne la violente émotion qui secouait la ville, et lancé la croisade contre la Mafia. Puis le pape est venu, et il n'a pas daigné prononcer ce mot qu'on guettait sur ses lèvres.

Et voilà maintenant que celui qu'on avait baptisé le « cardinal anti-Mafia » réécrit l'appellation: « Je ne suis pas contre la Mafia, car un prêtre ne peut être contre personne, il est contre le mal », répète-t-il à l'envi depuis quelques semaines. Dans une déclaration qui a choqué plus d'un catholique, il faisait, dimanche dernier, un parallèle entre l'avortement et le crime organisé: « Il n'y a pas que des délits imputables à la Mafia; il y a des

centaines de milliers de victimes innocentes, que l'on ne peut ignorer au nom du prétendu progrès de l'humanité ». Tout ce que l'Eglise fait machine arrière; et que cela, une fois de plus, sent très fort la magouille.

Depuis six mois, la Mafia ne tue plus à Palerme. Mais la ville, en même temps, n'a jamais connu un tel accès de criminalité. Tout le monde a encore à la bouche l'exploit de la bijoutière qui, la semaine dernière, a dégainé plus vite que les jeunes voyous venus lui voler sa caisse. Chaque jour apporte son lot d'attaques à main armée. On tue pour quelques dizaines de milliers de lires, et c'est comme une espèce de démonstration: quand la Mafia n'impose pas sa loi, personne n'est en mesure d'en imposer une autre.

A cela s'ajoute une sorte d'accoutumance blasée aux déploiements de police tonitrueuses qui, depuis près de deux ans, accompagnent les « petits juges » dans tous leurs déplacements. Du spectacle, Palerme en a eu. Et des bavures aussi, comme à l'automne dernier quand une voiture d'escorte a fait une embardée et fauché un groupe de gamins à la sortie de l'école, laissant derrière elle trois morts sur le trottoir.

Les sceptiques auraient raison si le franc publicitaire fait autour de ce procès n'avait pour effet que de le présenter comme un abaissement. La lutte contre la Mafia n'en est qu'à ses débuts. Et il faudra longtemps encore pour qu'on sache qui avait raison, de ceux qui croyaient à la justice ou de ceux qui n'y croyaient pas.

CLAIRE TRÉAN.

## République sud-africaine

## Démission du chef de l'opposition blanche libérale

De notre correspondant

Johannesburg. — La première semaine du débat au Parlement du Cap consacré à l'examen de la question de confiance s'est achevée, vendredi 7 février, par deux spectaculaires rebondissements. D'une part, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a publiquement désavoué son ministre des affaires étrangères, M. « Fik » Botha. D'autre part, M. Frederik van Zyl Slabbert, dirigeant de l'opposition et du PFP (Parti fédéral progressiste), a annoncé, à la surprise générale, qu'il renonçait à ses fonctions après un violent réquisitoire contre le gouvernement et le constat amer d'un « immense sentiment d'absurdité ».

Ces deux événements survenant au terme de débats particulièrement houleux au cours desquels plusieurs membres du gouvernement ont mis un sérieux bémol aux propos réformistes du président de la République lors de son discours d'ouverture du 31 janvier, M. Frederik de Klerk, ministre de l'éducation nationale, a d'abord clairement indiqué que l'habitat, l'éducation et les institutions resteraient séparés. Il s'agit d'un incontestable retour aux anciennes positions confirmées, deux jours plus tard, par le ministre de l'éducation et du développement, M. Gerrit Viljoen, qui a réaffirmé le principe de la ségrégation dans le domaine de l'enseignement.

A propos des déclarations du ministre des affaires étrangères sur le caractère « inéluctable » de l'élection, un jour, d'un président sud-africain de race noire (le Monde du 8 février), M. Pieter Botha a dit: « Aucun membre du

cabinet n'a le droit de compromettre le parti de cette manière, toute spéculation à propos des futurs présidents est purement hypothétique et n'exprime pas la politique officielle ». M. « Fik » Botha en était parvenu à convenir le matin même dans une lettre, après avoir été reçu par le chef de l'Etat. Il continuera d'exercer sa tâche malgré ce canon-flet public.

M. Slabbert, de son côté, a estimé qu'il avait fait sa part de travail, et que le moment était venu pour quelqu'un d'autre de prendre la relève. Il s'est dit convaincu que ce qu'il voulait le gouvernement c'était de créer « un apartheid de seconde classe ». « Vous ne pouvez utiliser des mots que le monde entier comprend d'une certaine manière, alors que vous leur donnez un autre sens. Le gouvernement ne devait pas convaincre seulement les Blancs et les banquiers étrangers que toutes les formes d'apartheid étaient pé-

mises. Il était plus important que ceux qui avaient souffert des pratiques de l'apartheid fussent convaincus. Cela ne devait pas être fait par des publicités dans les journaux ni par des discours ambigus, mais en abolissant des lois qui affectent la vie quotidienne des gens et leur rappellent de manière tangible qu'ils vivent sous le régime de l'apartheid ». Le chef de l'opposition blanche libérale, contestataire infatigable du régime, a finalement baissé les bras, bien qu'il déclare vouloir continuer « à explorer les politiques de négociations du mieux qu'il peut ».

M. Pieter Botha, lors de son intervention au Parlement, a annoncé que l'état d'urgence était désormais levé dans sept circonscriptions judiciaires de la province du Cap. Il reste maintenant dans vingt-trois autres.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## Liban

## Le chef d'état-major appelle l'armée à « respecter la neutralité »

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — La campagne de l'opposition pour obtenir la démission du président Amine Gemayel s'est accentuée, vendredi 7 février, avec l'appel à la neutralité de l'armée libanaise lancé depuis Beyrouth-Ouest (secteur à majorité musulmane) par son chef d'état-major. Dans une proclamation adressée au général Michel Aoun, commandant en chef de l'armée — un maronite — le général Abou Dargham — un druze — a demandé que « l'armée respecte la neutralité en évitant de s'immiscer dans les conflits politiques et se retire des lignes de front internes afin de sauvegarder son rôle qui doit dépasser les intérêts personnels et les entités artificielles ».

Le général Abou Dargham, entouré de treize officiers supérieurs musulmans, a déclaré avoir l'appui de trois officiers chrétiens, dont le commandement se trouve, il est vrai, en zone géographique sous contrôle syrien. Dans la pratique, le clivage, déjà réel, est encore accentué entre le commandement de l'armée — qui garde sous sa coupe la totalité des effectifs chrétiens, à l'exception des cadres stationnés en zone contrôlée par la Syrie — et les brigades musulmanes, qui échappent aux ordres de Yazr (ministère de la défense).

Cinq brigades sous commandement chrétien, environ dix mille hommes bien équipés, défendent le « territoire » chrétien où elles font face, suivant les fronts, aux milices alliées de la Syrie ou à l'armée syrienne elle-même. Depuis le refus du président Gemayel d'autoriser en l'état l'accord intermilices de Damas, les fronts du nord, nord-est de Beyrouth, notamment celui de Bickfaya, se sont réanimés: des combats s'y sont déroulés immédiatement après le 15 janvier, et l'armée y a nettement renforcé sa présence.

L'impression politique qui dure va, en tout cas, de pair avec une dégradation progressive de la sécurité sur la ligne de démarcation qui sépare les deux Beyrouth, chrétien et musulman. Vendredi, les voies de passage entre les deux secteurs de la capitale ont été fermées pendant plusieurs heures en raison de tirs nourris. Dans la nuit, des affronte-

ments ont repris tout au long de la ligne « verte ».

Pour sa part, le président Gemayel a convoqué les ambassadeurs des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité pour dénoncer l'annexion par Israël d'une partie du territoire libanais comprenant notamment les sources du Wazzani et une partie de l'oléoduc Arabie saoudite-Zabran.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Libye

## LE COLONEL KADHAFI MENACE DE FAIRE INTERCEPTER DES AVIONS CIVILS ISRAËLIENS

Le colonel Kadhafi a annoncé, vendredi 7 février, qu'il avait ordonné à son aviation « d'intercepter les avions civils israéliens au-dessus de la Méditerranée tant qu'ils seraient à portée des bases aériennes libyennes ». Les avions israéliens seront forcés de se poser en territoire libyen et leurs passagers fouillés afin que soient démasqués « des terroristes libyens », tels que l'ancien premier ministre israélien, M. Menahem Begin, et l'ex-ministre de la défense Ariel Sharon. Le dirigeant libyen a indiqué qu'il s'agissait là d'une riposte à la « piraterie » pratiquée par Israël dont la chasse avait intercepté, mardi, un avion civil libyen.

A Jérusalem, un porte-parole de la compagnie aérienne El Al a souligné que « les couloirs aériens empruntés par l'aviation civile israélienne n'étaient pas dans le rayon d'action de l'armée de l'air libyenne ». Au ministère des transports, on fait valoir que certains plans de vol de l'aviation civile ont déjà été modifiés.

A Washington, des sources au Pentagone ont annoncé que les porte-avions américains Sea Coral et Saratoga et leurs bâtiments d'escorte avaient quitté Trieste et Naples et faisaient route vers la Méditerranée centrale. — (AFP, AP.)

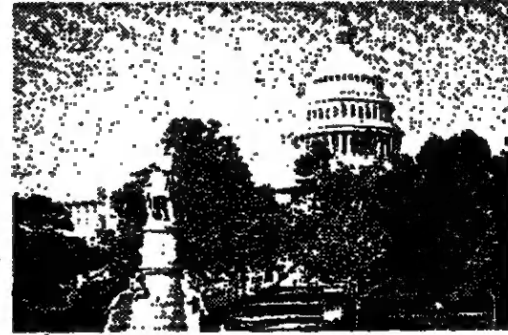
## Toute l'Amérique avec un seul billet: 2.290 F.



Las Vegas pour le Grand Canyon.



St-Louis - Porte de l'Ouest américain.



Washington pour la Maison Blanche.



San Francisco pour le Golden Gate.



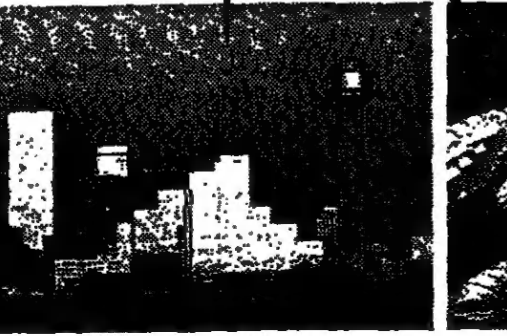
Dallas pour nos amis texans.



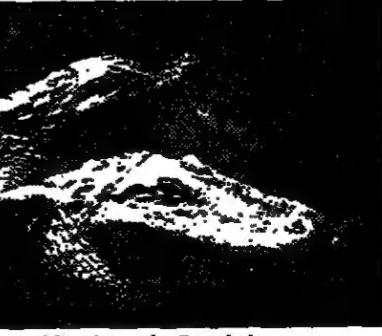
New York pour New York tout simplement.



Los Angeles pour les stars d'Hollywood.



Dallas pour nos amis texans.



Miami pour les Everglades.

## Le nouveau TWAIRPASS TWA.

Il vous suffit d'acheter le vol transatlantique pour bénéficier du nouveau TWAIRPASS TWA à 2.290 F. Il vous donne droit à 8 escales. Sur n'importe quelle ligne TWA, à l'intérieur des USA, pour n'importe quelle distance. Et pour la semaine moyenne de 287 francs par vol. Pensez donc! Un voyage aux États-Unis qui vous emmène où vous avez

toujours rêvé d'aller: Hollywood... les Montagnes Rocheuses... le Grand Canyon... la Floride... l'Ouest sauvage... le Vieux Sud... la Nouvelle Angleterre... le cœur du Texas... Toute l'Amérique. TWA dessert plus de 60 villes aux USA, vous n'avez que l'embarras du choix. Tirez le meilleur parti de votre voyage en le planifiant à l'avance: souvenez-

vous que plus d'un vol peut être nécessaire pour aller d'une ville à l'autre. Contactez votre agent de voyages ou appelez TWA au 47.20.62.11. Conditions: Achat du billet 21 jours à l'avance. Date limite d'achat 1<sup>er</sup> mars 1986. Validité du billet: 60 jours à partir du début du voyage.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

Best Company

communiqué que le 10 Octobre 1985 la collection complète homme/femme Best Company printemps/été 1986 a été volée dans notre bureau de Paris.

Cette collection a été présentée à Paris pendant le Sehm qui s'est tenu du 7 au 10 Septembre 1985.

S'agissant de modèles exclusifs tant en ce qui concerne les tissus utilisés que leur confection ils sont très facilement reconnaissables par leur créativité.

Best Company

met en garde quiconque reproduira, commercialisera ou utilisera sous quelque forme que ce soit les modèles mentionnés sous peine de poursuites judiciaires en tout lieu nécessaire.

BEST COMPANY SpA



# Étranger

## RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

### La fin de l'« ausweis racial »

**Que de détresse dans ce petit geste ! Dans son propre pays, face à un policier, un Noir cherche son passeport intérieur, le « pass lav ».**

**Gare à lui s'il est dépourvu ou si un tampon manque ! Mais, c'est juré, promis, ce sinistre « ausweis racial » a vécu...**

De notre correspondant

Johannesburg. — Le chef de l'Etat sud-africain a été catégorique : « D'ici au 1<sup>er</sup> juillet, le système des « pass » sera aboli. Le ministre adjoint de l'information, M. Louis Nel, a ajouté : « Il sera aboli complètement et il ne sera remplacé par aucune autre forme de contrôle. » Les Noirs ont cru rêver. Une semaine après, ils se demandent encore si tout cela est sérieux, si cette réforme fracassante n'est pas de la poudre aux yeux, un autre « coup tordu » du pouvoir afrikaner.

Il est difficile d'imaginer ce que représente, pour un Noir sud-africain, la fin de ce système humiliant qui oblige chacun, dès l'âge de seize ans, à porter en permanence un laissez-passer : le « pass-book » ou « reference book », un petit livret marron où figurent, outre les renseignements d'identité, la situation familiale, la race, le nom des employeurs successifs, l'acquisition des taxes et sur tout les autorisations nécessaires pour vivre et travailler dans les zones blanches. Un vivat indisputable pour le défaut de présentation ou l'absence d'un tampon quelconque conduisait la personne contrôlée devant les tribunaux.

Plus de treize millions de Noirs ont été arrêtés parce qu'ils n'étaient pas en règle avec la législation réglementant la liberté d'aller et venir, introduite

en 1916, dont huit cent mille entre 1981 et 1984. En moyenne, une arrestation toutes les trois minutes !

Chaque membre de cette communauté de vingt-cinq millions de personnes vit dans la crainte permanente d'être appréhendé si son « pass », comme ils l'appellent, n'est pas en règle. Les arrestations peuvent se terminer tragiquement, comme pour Kimo Moyo, qui s'est empalé sur une barrière en fuyant la « brigade des pass ». Avec amusement, des Blancs racontent qu'un jour un Noir a franchi prestement le mur d'enceinte de leur maison, s'est emparé tout aussi prestement du tuyau d'arrosage et, nonchalamment, s'est mis à arroser les fleurs en tournant le dos aux policiers.

#### Le précieux tampon

Evidemment, ce carcan administratif a suscité des vocations chez les escrocs, qui monnayent très cher l'acquisition du tampon convoité ou utilisent la naïveté de certains Noirs fraîchement débarqués dans les villes. David Xulu a ainsi payé 300 rands (900 francs), soit 80 % de son salaire mensuel, à un faux employé de l'administration afin d'obtenir l'autorisation nécessaire pour exercer l'emploi qu'il avait trouvé à Johannesburg. Il ne connaissait pas la procédure à utiliser mais, en revanche, savait de quoi il était possible s'il n'était pas en règle. La cour, bonne mère, l'a acquitté, mais a condamné à

300 rands un autre accusé qui, en connaissance de cause, avait frauduleusement acquis un faux tampon.

Tous ceux qui sont arrêtés, après trois ou quatre jours, parfois plus, passés dans les locaux de la police, se retrouvent devant les tribunaux. A Johannesburg, ceux-ci ont pour nom : « commissioners courts », les cours des commissaires devant lesquels comparaissent ceux dont le seul crime est d'être noir et d'avoir été « épinglé » en zone blanche non munie de l'autorisation ad hoc, passé le délai de tolérance de soixante-douze heures.

#### Au suivant

Une disposition qui est aggravée par un couvre-feu imposé dans cent vingt-cinq villes (mais qui, selon M. Piet Koorhof, ne serait plus appliqué que dans dix d'entre elles), qui est une reminiscence du temps où, à la nuit tombée, la cloche sonnait pour avertir les Noirs qu'il était temps pour eux de regagner leurs cités. Bien que cette très ancienne réglementation soit tombée en désuétude, onze mille Noirs ont encore été poursuivis en 1983 pour infraction au couvre-feu.

Une moyenne journalière de trois cents cas sont examinés par les six « commissioners courts » de Johannesburg. Depuis quelques mois, le flux a pour ainsi dire diminué. D'abord parce que ces tribunaux d'exception ont été placés sous l'autorité directe du ministère de la justice, alors qu'auparavant ils étaient sous la tutelle du ministre de la coopération et du développement (ex-affaires bantoues). Ensuite et surtout depuis que le conseil présidentiel a proposé à l'automne dernier l'abolition du système législatif réglementant la liberté d'aller et venir (influx control).

Débat février, Market Street, au troisième étage du tribunal.

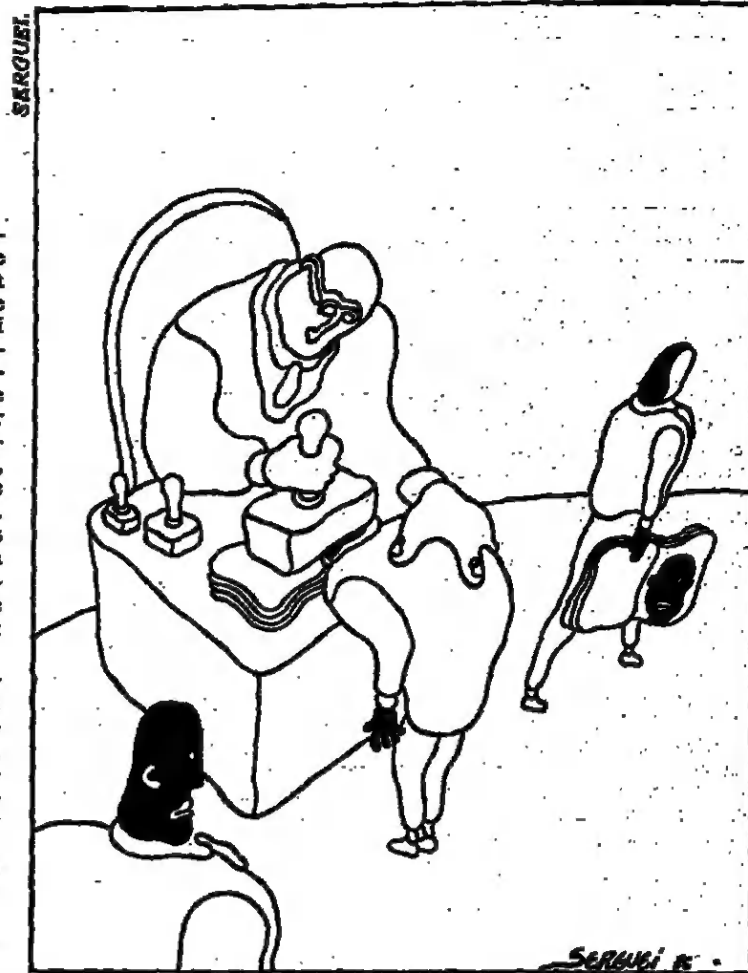
Un immeuble moderne, gris, hostile, qui abrite six cours, dont une seule fonctionne encore. Un petit train-train subéiste, qui offre une pâle image de ce qui se passait ici l'an dernier : des salles encombrées débattant à la chaîne des prévenus comprenant à peine « le pourquoi et le comment » de leur présence dans ces lieux. Une justice « machine à saucisses » à qui, en moyenne, il fallait une minute pour exposer, examiner, trancher. Et la sentence tombait : 50 rands (150 francs) ou trois mois au maximum. Le condamné cherchait si un membre de sa famille ou ami était présent et pouvait payer. On passait au suivant...

Tout cela se déroulait en présence d'un interprète, mais sans avocat (moins de 1 % des prévenus sont assistés), ni témoin. Sans réclamation, sans protestation possible, le condamné disparaît. Des gens venus à la ville voir un ami, la famille, chercher du travail, fuyant les « homelands », se sont fait « coincer » pour avoir enfreint les lois qui leur imposent de rester dans les bantoustans de leur groupe ethnique.

#### Les chaises longues du « Titanic »

Si tout cela doit entièrement disparaître comme l'a promis le président Botha, un grand pas aura été franchi dans la longue lutte des Noirs pour leur dignité. Personne ne le nie, car, comme le dit M. Nic Olivier, député progressiste, « le pass-book règle et conditionne l'existence quotidienne des Noirs. Il est responsable pour une large part de leur emprisonnement et il reste indiscutablement l'une des causes principales de revendications et de colère ».

La disparition signifiera la fin d'une peur que chaque Noir portait en lui depuis des générations, celle d'être arrêté parce qu'il



avait osé se trouver dans une zone déclarée blanche, pour un autre motif que celui de louer sa force de travail. L'abolition des « pass-books » signifiera que les Noirs pourront se déplacer comme ils l'entendent sur un territoire qu'ils revendiquent comme leur, sans aucune restriction. La prophétie du député conservateur Connie Mulder, selon laquelle un jour viendra « où plus aucun Noir ne possèdera la citoyenneté sud-africaine », ne se réalisera-t-elle donc pas ?

Si le président Botha tient ses promesses, accorde la citoyenneté sud-africaine à tous les Noirs et n'impose plus aucune entrave à leur liberté de mouvement, un progrès indéniable aura été accompli. Eclatés à plusieurs reprises, les Noirs attendent la

réalisation des promesses avant de s'emballer. « C'est vrai, reconnaît l'un d'eux, Botha l'a dit, mais il m'importe certainement quelque chose ». Le professeur Willem Kleyhans, qui dirige la faculté des sciences politiques de l'Unisa (University of South Africa), place son scepticisme dans cette formule : « Est-ce qu'on va simplement changer les chaises longues de place sur le pont du Titanic ? »

A Pretoria, les autorités laissent entendre qu'il faudra près de dix ans pour que l'opération d'attribution d'un document uniforme d'identité à tous, Noirs, Blancs, métis et Indiens, soit achevée. Plus de temps qu'il n'en faudra pour apprécier la sincérité du « réformiste Botha ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

## CHINE

### Famille aisée cherche bonne à tout faire...

**Dans la mythologie marxiste, la bonne à tout faire, ou plus précisément la « cuisinière », était appelée à une haute destinée. En Chine communiste, on assiste au retour en force des employés de maison, mais exclusivement aux fourneaux.**

De notre correspondant

Pékin. — M<sup>me</sup> Zhao Ju, jeune femme fraîche émoulee de l'Université, enceinte de huit mois, est la directrice du plus gros bureau de placement de Pékin. Située dans deux pièces minables, près de la gare où arrivent chaque jour par milliers les sans-travail venus des campagnes, la « corporation générale des services domestiques de Pékin 8 mars », a placé, en deux années d'existence, 11 800 bonnes à tout faire dans des foyers de la capitale. Elle vient d'acheter un micro-ordinateur pour mieux gérer son « parc » dans un secteur économique en flèche.

En ce début d'année, les « bonnes » se jouent à guichets fermés à Pékin. Interdites pendant la révolution culturelle comme « réactionnaires », après des millénaires d'une existence plus ou moins facile — on se souvient des servantes-esclaves à tout faire des romans ou du théâtre chinois —, les domestiques ont été autorisées en 1979. Elles sont officiellement 36 000 à Pékin actuellement, soit 3,5 fois plus qu'il y a vingt ans. La demande est pourtant estimée à 90 000 pour cette ville de 5 000 000 d'âmes.

Chaque jour des dizaines d'ouvriers, de cadres, d'intellectuels, mais aussi de paysans et de « personnalités » (1) se présentent dans le bureau exigü et mal chauffé par un poêle à charbon pour présenter leur demande, faire connaissance avec leur nou-

veau aide familiale et signer le contrat qui les lie pour quelques mois ou quelques années. On a parfois du mal à distinguer la future patronne de sa nouvelle servante. Si ce n'est par les joues rouges de cette dernière, fraîchement arrivée de son village. La « corporation » a même fourni des bonnes à deux membres du bureau politique du PCC, MM. Li Peng et Peng Zhen, nous a confié M<sup>me</sup> Zhao. Le premier est l'économiste qui monte, l'autre, ancien maire de Pékin, fut la première victime de la révolution culturelle et préside actuellement le Parlement. Des garanties minimales sont prévues pour les contractants : les futurs patrons doivent présenter une lettre de leur unité de travail qui servira de garantie en cas de non-paiement des gages. Ceux-ci sont en moyenne entre 25 et 30 yuans par mois (11 yuans valent environ 2,40 F) ; en outre, les bonnes sont nourries, logées — étonnamment, car les appartements chinois ont en moyenne deux à trois pièces — et ont deux jours de congé par mois.

#### Des paysannes sans emploi

L'amélioration du niveau de vie explique leur actuelle vogue. Beaucoup de Chinois gagnent plus, veulent mieux vivre et prendre davantage soin de leur enfant unique ou de leurs vieux parents. Ainsi 90 % des bonnes sont recrutées pour s'occuper des enfants. En effet, les crèches officielles sont rares, chères. Il faut parfois « payer » pour y entrer, et il y a peu de maisons de retraite. Un récent sondage montre que les Pékinoises veulent enfin prendre du bon temps, « bien s'habiller » et « faire les boutiques ». Elles sont lassées des travaux domestiques, qui leur prennent entre deux et cinq heures par jour, des courses, et près des deux tiers veulent

poursuivre leurs études, qui amélioreront leur statut social ou leur revenu.

En raison de la pénurie, nombre de bonnes, venues en majorité de régions rurales où la main-d'œuvre est excédentaire, deviennent très vite plus exigeantes, refusent de travailler dans de vieilles maisons mal chauffées, demandent que le patron ait un



appartement moderne, la télévision en couleur, un réfrigérateur, une machine à laver, un lecteur de cassettes... Les « yeux » ont en général moins de vingt-cinq ans, n'ont aucune formation professionnelle et viennent de villages ruraux des provinces du Hebei (qui entoure Pékin), de l'Anhui, du Henan, du Shandong ou du

Jiangsu, où existe un important « surplus de main-d'œuvre ».

Bien que M<sup>me</sup> Zhao nous dise qu'elles sont la plus souvent traitées « comme des membres de la famille », le sort des aides ménagères a été longtemps assez incertain pour qu'elles s'organisent en « bandes » avec des « payes » venues du même district — en particulier ceux de Wuwei, dans

pas la reconnaître officiellement. La « corporation du 8 mars » a été créée par l'Association des femmes de Pékin. Elle n'a eu jusqu'à présent qu'un succès très relatif, admettent ses responsables. On ne supprime pas d'un trait de plume des sociétés secrètes dont l'origine remonte parfois à la nuit des temps.

#### Un marché parallèle

D'autant que la demande excède l'offre et que les garanties légales accordées aux bonnes ne sont pas toujours une protection efficace contre les abus des patrons. Il existe même un marché parallèle des bonnes. Ainsi, sur le parvis de la gare centrale, certains Pékinois attendent au petit matin les jeunes paysannes qui débarquent du train à la recherche d'un travail et les engagent sans contrat, avec le risque que, peu de temps après, elles partent « à la cloche de bois » chez un autre patron plus généreux ou à l'appartement mieux équipé.

Tout au fond d'un Autong (ruelle) près de la rue Liulichang, bien connue des amateurs d'antiquités, dans une vieille maison, M<sup>me</sup> Yan Hongzhen est une petite paysanne rougeaud de dix-neuf ans, récemment arrivée du Shandong. Comme sa famille avait trop de bras et que son village était surpeuplé, elle a été envoyée avec une vingtaine d'autres par les autorités locales travailler à Pékin. Elle entend y rester plusieurs années pour « voir du pays ». La plupart de ses collègues entendent surtout se constituer une dot avant de rentrer au « pays » chercher mari, car il leur serait très difficile d'obtenir un permis de résidence permanent en ville, surtout à Pékin. Certaines sont cependant prêtes à rechercher par tous les moyens le hukou (permis) tant désiré. Plus âgée que la moyenne (seize à dix-huit ans), M<sup>me</sup> Yan a fait comme beaucoup d'autres le premier cycle du

secondaire. Mais, selon M<sup>me</sup> Zhao, le niveau d'éducation de ces paysannes demeure très bas. « L'une d'elle rangeait l'appareil de photos dans le frigo », raconte-t-elle.

M<sup>me</sup> Yan dort avec la maîtresse de maison dans un grand lit, s'occupe de la mère impotente, du fils de dix ans, du ménage et de la cuisine. Devant son patron, elle nous dit se plaire dans son nouvel emploi, bien qu'elle trouve Pékin « un peu bruyant et surpeuplé ». Son patron, M. Wu Yunqing, est fonctionnaire de justice, chargé de la « rééducation des criminels ». Il se définit comme chef d'une « famille moyenne » dont le revenu a assez augmenté pour pouvoir s'offrir une bonne, nouveau symbole du confort, et aussi, il faut le dire, du statut social. Mais « cela nous revient à un tiers de notre revenu familial ». N'empêche, il se dit prêt à signer avec sa nouvelle employée un contrat de trois ans.

L'explosion du marché des bonnes dépasse Pékin. Elles sont demandées dans les autres villes, et même par des paysans enrichis qui rêvent d'une aide familiale libérant des bras pour la production. La « corporation du 8 mars » s'est même lancée dans le travail itinérant : elle a dans ses dossiers des femmes de ménage, des installateurs de bombes de gaz, des déménageurs et même des précepteurs, qui donnent des cours pendant les vacances aux enfants que les parents veulent « pousser ». Mais la concurrence est rude sur ce dernier marché avec les universités et les associations d'étudiants.

PATRICE DE BEER.

(1) 12 % des employés sont des familles d'ouvriers, 31,6 % de cadres, 18,9 % d'intellectuels, 7,2 % de travailleurs indépendants, 4,5 % de paysans et 2,2 % de « personnalités ». Le pourcentage d'intellectuels ayant des bonnes a diminué de plus de moitié en deux ans, car ils sont plus mal payés et moins bien logés.

## M. MITTERRAND

### « Je dem...

M. François Mitterrand a été élu à un rassemblement de la gauche dans la pré-compagne législative du 17 janvier. M. Laurent Fabius est adjoint.

M. Pierre Mauroy, ancien ministre, a participé à ce rassemblement. Il a été élu député. Plusieurs autres ministres ont été élus. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.

Le rassemblement a été organisé par la gauche. M. Mauroy a été élu député. M. Mauroy a été élu député.



# France

M. MITTERRAND SUR LES TERRES DE M. MAUROY

## « Je demande à ce peuple de préserver ses conquêtes »

M. François Mitterrand a présidé vendredi 7 février à Lille, à un rassemblement de quelque vingt mille personnes. C'est la deuxième intervention de ce type du président de la République dans la pré-campagne électorale, après une réunion analogue, le 17 janvier, au Grand-Quevilly, ville dont M. Laurent Fabius est adjoint au maire.

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre et maire de Lille, participait à ce rassemblement, dont M. Mitterrand a été le seul orateur. Plusieurs collaborateurs du président, plusieurs ministres, dont M. Jack Lang, ministre de la culture, étaient présents, ainsi que M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand, et plusieurs personnalités des arts, des lettres ou du spectacle, dont, notamment, M<sup>me</sup> Régine Deforges, Annie Girardot, Françoise Sagan, Danièle Delorme, Sapho et MM. Michel Colucci, dit Coluche, Guy Bedos, Jean-Marc Thibault, Yves Robert, Pierre Barouh. Parmi les invités personnels du président, on comptait également plusieurs journalistes : Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean Daniel, Max Gallo.

### De notre envoyé spécial

Lille. — Le président de la République précise d'abord que, si certains Français se situent « dans des camps », tel n'est pas son cas. Mais, ajoute-t-il, « comment pourrait-on imaginer que le président de la République élu en 1981 par une majorité populaire pourrait à l'heure des grands choix se taire ? »

Il invite ses auditeurs à comprendre aussi « les besoins des autres, leurs aspirations, leurs soucis ». Si ces « autres » s'opposent à la politique du gouvernement, « ils ont leurs raisons, et ces raisons sont bonnes ». Pour M. Mitterrand, « dans notre communauté nationale, chacun se sent à l'aise ».

Le président de la République parle de ceux « des centaines, des milliers et même des millions, qui souffrent ». Il est bon, dit-il, qu'ils sachent pourquoi. Il évoque « la France qui avance, et qui avance aussi parce que nous avons agi pour cela ».

Pour juger du point d'arrivée, dit le président de la République, encore faut-il connaître le point de départ. Il poursuit : « N'exagérons rien, c'était la France avant, c'était la République française avant.

Nous ne les avons pas inventées. Simplement, nous avons voulu leur donner un contenu nouveau pour être mieux ensemble. » Selon M. Mitterrand, la gauche a voté à son arrivée au pouvoir « une société bloquée, une classe dirigeante repliée sur elle-même et sur les privilèges du pouvoir et de l'argent », et « des inégalités qui allaient croissant ».

En 1981, a-t-il poursuivi, régnait « un état autoritaire, centralisé, bureaucratique ». Ce n'était « ni la planification ni le libre marché », mais « quelque chose d'indéfinissable à quoi s'applique ce mot : dirigisme ». L'économie était « en déclin » et « d'immenses secteurs étaient perdus pour l'industrie ».

En 1981, toujours selon M. Mitterrand, il y avait « des libertés compromises et des libertés refusées ». La politique étrangère « a été certaine, à travers le temps, doit être considérée comme devant être continuée », « dans certains domaines parfois, était sans voix », ou alors « elle en avait deux : le double langage ».

« Nous avons voulu bâtir une société ouverte, chaque jour plus ouverte », déclare M. Mitterrand. Il continue : « Nous avons depuis crié justice contre les inégalités

sociales. Il rappelle les principales mesures prises en 1981 et 1982 en faveur des catégories les plus défavorisées. « Ce n'est pas assez ? », demande-t-il. « C'est beaucoup. Ce n'est pas suffisant ? Ce n'est pas suffisant, mais la direction est la bonne. » Le chef de l'Etat évoque ensuite les dispositions prises en faveur des familles et celles concernant les travailleurs (droit à la retraite, durée du travail et droits dans l'entreprise). « Est-ce que la France, demande-t-il, ne se sent pas mieux lorsque les travailleurs sentent que cette société, c'est la leur ? » Il observe que l'opposition « n'ose même pas songer à révoquer les dispositions » que la gauche a prises et qu'elle avait combattues.

Le président de la République rappelle ensuite « justice pour les assurés sociaux », justice pour les modestes contribuables, justice pour les mesures prises en matière sociale et fiscale. « Il serait dangereux, déclare-t-il, pour la paix sociale et pour la paix civile de vouloir revenir sur cela. Est-ce que la France ne se sent pas mieux qu'un peu de justice ait pénétré ce secteur un peu trouble qu'on appelle la fiscalité ? »

M. Mitterrand parle ensuite des décisions prises en faveur des épargnants et aussi en faveur des femmes. Il en vient enfin aux immigrés, pour dénoncer ceux qui s'emploient à « exciter les passions les moins nobles » et à agir « comme si les immigrés étaient venus nous prendre notre travail, alors qu'ils sont venus ici pour faire le travail que d'autres ne voulaient pas faire ». « Est-ce que la France, demande-t-il, ne se sent pas mieux d'avoir été conforme à ce qu'elle est ? » Il dénonce ceux qui « se bornent à compter les suffrages dans les urnes en oubliant que l'essentiel, c'est ce qui en sortira pour la France ».

### « Le garant de la cohésion nationale »

« Présentement président de la République, dit-il, pour le temps qui m'a été confié », M. Mitterrand

affirme qu'il se considère comme « le garant de la cohésion nationale ». Il continue : « Je demande à ce peuple qui m'a élu de préserver ses acquis, ses conquêtes. » Il rappelle que les quatre ou cinq dernières années ont été « la période la plus calme en matière de conflits sociaux ». « Je dois élever la voix pour alerter, pour mettre en garde, pour dire aux Français, au peuple de France : attention ! Préservez ces acquis. Si le peuple, dans sa majorité, manque à l'heure du rendez-vous, qui donc le fera à sa place ? »

### « Il suffit de continuer »

M. Mitterrand observe en passant que, s'agissant « des plus faibles et des plus pauvres, l'Etat n'a pas assumé tous les devoirs qui sont les siens ». Il rend hommage aux mouvements individuels qui se sont manifestés en faveur de ces catégories, mais il souligne que « la France, c'est-à-dire l'Etat, se doit d'être là » pour aider les plus démunis.

La majorité au pouvoir depuis 1981, à son actif, « une économie qui avance », souligne ensuite M. Mitterrand. « Ce n'est pas là qu'on attendait ce type de majorité, je veux dire une majorité de progrès. » Il souligne aussi que « ce n'est pas suffisant, mais qu'il va falloir continuer ». Continuer, dit-il, à ouvrir la société, à protéger ou à redistribuer les responsabilités, à faire avancer l'économie par plus d'égalité. Sur ce dernier sujet, il souligne que la poursuite de la politique actuelle permettra à la France de se situer à la fin de l'année avec 2 % d'inflation. « Depuis trois ou quatre mois, dit-il, nous faisons aussi bien que l'Allemagne fédérale. Il suffit de continuer. S'il suffit de continuer, pourquoi rebrousse-t-on chemin ? »

Le chef de l'Etat affirme qu'il est faux de dire que « la France est un pays qui a perdu le plus d'emplois depuis quatre ans ». Si elle en a

perdu, selon lui, « environ 400 000 », l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne en ont perdu « plus d'un million ». « Nous sommes, dit-il, le seul pays de l'Europe industrielle à avoir vu le chômage diminuer depuis le début de l'année 1985 ». Il ajoute : « Mais, quand il reste plus de 2 millions de chômeurs qui ont moi pas ! — dit que nous avons réussi ? Qui pourrait penser qu'avant de penser aux 100 000 chômeurs de moins, je ne pense pas d'abord aux 2 300 000 chômeurs de trop ? » Il souligne que « une économie qui avance suppose une plus grande égalité dans la répartition du profit ».

Au chapitre des libertés, le président de la République s'étend longuement sur le nouveau droit de l'audiovisuel, la création de 1 500 radios privées et de 3, bientôt 4 chaînes de télévision privées. Au sujet de ces dernières, il déclare : « Il est possible que sur bien des points il faille améliorer, corriger les contrats de base ». Il estime néanmoins que les Français sont favorables à la création de ces chaînes, et il souligne : « Nous avons épousé l'allure de notre temps. » M. Mitterrand insiste ensuite sur la nécessité de « préserver le secteur public » de l'audiovisuel. Celui-ci est nécessaire à ses yeux pour équilibrer sur le plan de la qualité les chaînes commerciales privées.

### « Je ne suis pas chef de parti »

Les Français, continue M. Mitterrand, « ont le droit de préférer la majorité de leur goût. Moi, je préfère une majorité de progrès ». Il répond à ceux qui lui reprochent de se comporter dans cette campagne en chef de parti : « Eh non ! dit-il, je ne suis pas chef de parti. Je l'ai été, ce n'est plus moi, vous l'avez peut-être appris. Si les Français qui viennent m'entendre sont plutôt enclins à approuver ma politique, pourquoi voudriez-vous que je m'en plaigne ? » Il affirme que ceux qui lui font ce reproche sont aussi ceux qui veulent remettre le pouvoir au

Parlement « tout en prétendant « ne pas être chefs ou hommes de parti ». Il estime d'ailleurs que les hommes de parti « parlent encore plus en chef de parti que les chefs de parti ». « Que ceux-ci, dit-il, régent leurs affaires purement. Pour sa part, poursuit-il, ce n'est pas pour rien que j'ai organisé avec beaucoup d'autres Français la montée du socialisme en France », avant de préciser : « L'orgueil de ma vie publique, c'est que, en exerçant la plus haute charge en France, aucun individu n'a été amené à souffrir dans sa liberté par l'exercice d'un tel injuste. » Il ajoute : « En profondeur, et non de préférence, ce que j'aime, c'est la France ».

M. Mitterrand évoque enfin sa politique européenne et sa politique de coopération avec le tiers-monde. Si les Français le suivent, dit-il, « ça ira mieux pour la France ». « Mais pour moi, ajoute-t-il, ça va bien ! » Évoquant « les desseins qu'on [lui] fait » au sujet de son rôle à venir, il y voit « un labyrinthe ».

Four en sort, dit-il, « il y a un fil d'Ariane, c'est la loi, c'est la Constitution ». Avec ce fil d'Ariane-là, dit-il, ne vous faites pas de soucis, je ne me perdrai pas ».

« N'est-il pas raisonnable, demande-t-il, de dire aux Français de réformer certaines de leurs lois ? » Il s'agit, non seulement de continuer, mais de « faire mieux », ajoute-t-il. « Le président de la République que je suis n'aura jamais un mouvement de rejet et dira à toutes et à tous : « Rassemblez-vous ! » Il estime « pouvoir dire en toute conscience : « Français et Françaises, ne rebroussez pas votre chemin ! »

PATRICK JARREAU.

## Groupies

### De notre envoyé spécial

Lille. — A la droite du président, le carré des échappées tricolores : les drapeaux du Nord. A sa gauche, le carré du beau linge : ses invités personnels. Et puis, derrière, sous le hangar immense et glacé, quelques dizaines de milliers de sans-grade, qui s'interpellent avec le rude accent d'ici. Les salves d'applaudissements naissent au pied de la tribune, traversent comme une vague le long bâtiment aux murs tendus de tissus gris, et viennent mourir enfin, aux derniers rangs, plusieurs minutes après. On a mélangé entre les chaises une allée centrale qui n'en finit plus. Quant François Mitterrand, au moment des adieux, empruntera cette voie triomphale, on verra pleurer une femme, au milieu des militants qui ovationnent le président.

Ploqués aux premiers rangs, à quelques mètres seulement de la tribune, les invités de marque sont les seuls à saisir la moindre inflexion de la voix, le plus petit jeu de physionomie. Ils sourient avec le président quand il s'adresse, rient avec un bonheur évident quand M. Mitterrand badine et plaisante.

L'éclatisme des goûts présidentiels a mis côte à côte des invités dont le voisinage tient un peu du mariage de la carpe et du lapin. Une chaise avait été retenue pour M. Charles Horu, qui n'est pas venu. A sa place, on a eu Coluche. En anorak de cuir rouge vif, M. Jacques Attali est coincé entre Guy Bedos et Michel Colucci. Difficile, pour le conseiller spécial auprès du président de la République, qui ne pourra s'empêcher, pris en sandwich entre les deux larrons, d'être surpris à rire pendant la Marseilleise...

Coluche, dans l'ensemble, reste très digne, approuve de la tête les propos présidentiels, applaudit aimablement. Aux côtés d'un Pierre Mauroy imperturbable, M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand, enfouie dans son manteau, rit comme tout le monde aux bons mots de son époux. Parmi les invités, l'engourdissement du froid vit la dispute parfois à l'anthousisme. M. Mitterrand, lui, en costume sombre derrière son pupitre, semble très à l'aise et tout à fait content d'être là.

Il est soit au moins deux dans cet état d'esprit : Sapho, elle aussi, a l'air ravie. La chanteuse rock applaudit à tout rompre, rigole sans arrêt, sourit le reste du temps. C'est à elle que revient, sans conteste, la palme de la plus belle et de la meilleure groupie...

J.-L. A.

## De Lille à... Verdun-sur-le-Doubs

« Le président de la République n'est pas un partisan. Il n'est pas un chef de parti. Mais il ne peut pas non plus rester indifférent au sort de la France (...) Que penserait-il de ceux, disent les Français si, dans cette circonstance, leur président se taisait ? »

C'est du Mitterrand, à Lille, dit-on. Eh bien non, c'est du Giscard d'Estaing, le 27 janvier 1978, à Verdun-sur-le-Doubs, à moins de deux mois des élections législatives, devant vingt mille personnes, dont Karen Cheryll et Gérard Lanenman, qui étaient passés en « vedettes américaines ».

A Lille, vendredi soir, devant vingt mille personnes aussi, il ne manquait plus que Thierry Le Luron pour mettre en valeur, devant Coluche et Guy Bedos, les phrases prononcées huit ans plus tôt par le président de l'époque. On s'y serait trompé : M. Mitterrand utilise les mêmes mots. Mais à chaque son « bon choix » pour M. Giscard d'Estaing, c'était le refus du programme commun de la gauche, l'autour à coup sûr de « désordre économique » ; pour M. Mitterrand, c'est le refus de « rabrousser chemin » et la continuation « en mieux » d'une politique de redressement économique et de justice sociale.

L'un comme l'autre jouant sur la peur de l'autre, M. Giscard d'Estaing brandissait la menace d'une application du programme commun — « ne croyez pas que le président de la République ait, dans la Constitution, les moyens de s'y opposer » — et M. Mitterrand met en garde les Français contre la mise en œuvre de la plate-forme UDF-RPR. Pour autant, la conclusion qu'en tire l'actuel chef de l'Etat, « présentement président de la République » et pour le temps qui lui a été « donné » en 1981, n'est pas la même.

M. Mitterrand agit aussi l'épouvantail. Mais il ne dit pas s'il laissera la croque-mitaine dévorer les petits Français si ces derniers n'écoutaient pas ses sages recommandations. Il appelle le « peuple » à préserver ses

« acquis » — ceux d'hier, de 1981 et la suite, et ceux d'aujourd'hui — et pose la question, sans y répondre, contrairement à ce qu'avait fait M. Giscard d'Estaing : « Si le peuple, dans sa majorité, manque à l'heure du rendez-vous, qui donc le fera à sa place ? » M. Mitterrand se veut « garant de la cohésion sociale » du pays, mais ne dit pas comment il l'assurera face à l'application d'une plate-forme qui, selon lui, serait « dangereuse » pour la « paix sociale et la paix civile ».

Cette ambiguïté revient à dire que tout est affaire de confiance. M. Mitterrand renouvelle l'invitation lancée au Grand-Quevilly, le 17 janvier, chez M. Fabius, et qui peut se résumer en un : votez pour moi et je m'occupe du reste. Il affirme ainsi le tour très personnel qu'il donne à cette campagne législative, dans laquelle il s'est engagé ni plus ni moins que ses prédécesseurs, mais en prenant infiniment plus de risques qu'eux.

« Le général de Gaulle, Pompidou et maintenant Valéry Giscard d'Estaing se sont considérés comme les chefs de la majorité », notait M. Mitterrand au lendemain du discours de Verdun-sur-le-Doubs. « Mais l'actuel chef de l'Etat, ajoutait-il, est minoritaire dans sa propre majorité, et il risque de l'être dans le pays lors des élections législatives. » Bien qu'il ne soit pas seulement majoritaire au Parti socialiste et que son électoral — ou du moins sa cote dans l'opinion — dépasse largement celui du PS, M. Mitterrand est encore en plus mauvaise situation que son prédécesseur si l'on s'en tient à son raisonnement d'aujourd'hui.

L'engagement du chef de l'Etat — « avec le président », proclament les affiches socialistes — a ses limites, celles des analyses passées de celui qui, en 1978, était premier secrétaire du PS et que M. Raymond Barre accusait à l'époque de « mettre en question les institutions », de courir au devant d'une « crise de régime ». Sans rien retrancher à sa louange du

bilan des socialistes, à sa dénonciation de l'action de la droite au pouvoir et de ses projets pour l'après-1985, M. Mitterrand a procédé à une sorte d'explication de texte de son discours du Grand-Quevilly.

### « Monsieur tiers »

Le « programme des riches contre les pauvres » (Grand-Quevilly) fleurait bon la lutte des classes. M. Mitterrand, à Lille, répète, au fond, la même chose, pourtant au passage les « privilèges » mais évite le manichéisme. Il insiste sur la nécessité de prendre en compte les aspirations « des autres » et de les respecter. Il affirme qu'il « considère l'intérêt des autres comme plus exigeant encore que l'intérêt des nôtres ». Et il y revient, patiemment, longuement, au risque de diluer son discours, d'en amoindrir la musculature. Puisqu'il « aime la France » et tous les Français, il ne sera pas dit, après le 16 mars, qu'il ne représente plus que — un peu plus, un peu moins — 30 % d'entre eux.

Le président de la République ne veut pas être ce « monsieur tiers » dont parlait naguère un journaliste du Figaro et dont les dirigeants de l'opposition aimeraient bien lui enlever, de force, le costume. A Lille, il s'est efforcé de savonner le discours de ses adversaires de droite et de gauche.

MM. Chirac, Barre, Léotard, Marchais le voyaient vendredi soir dans la peau du premier secrétaire du Parti socialiste. M. Marchais est le plus gentil. Les socialistes, selon lui, « veulent transformer la victoire en véritable plébiscite au service du président de la République ». Plébiscite ? M. Mitterrand sans doute ne dirait pas non si les rapports de forces politiques s'y prêtaient, bien que ce mot-là, dont il usait naguère contre de Gaulle, ne lui dise rien qui vaille...

JEAN-YVES LHOMEAU.

## Propos et débats

### M. Barre : le chef du PS

Évoquant le meeting de M. François Mitterrand à Lille, M. Raymond Barre a déclaré, le vendredi 7 février, dans l'Ain, que le président de la République « est redevenu le chef du Parti socialiste ». Le député du Rhône a revendiqué sa place de « cible » de M. Mitterrand : « Il s'est engagé, il est une cible comme les autres, et, puisqu'il me prend pour cible, ce n'est pas moi qui vais manquer de le prendre pour cible. »

### M. Léotard : le patron

Pour M. François Léotard, M. François Mitterrand est « le seul véritable patron du PS, les autres socialistes [n'ont] que des comparses, des complices, des hallebardiers de seconde zone ». Le secrétaire général du Parti républicain, qui était le vendredi 7 février à Palavas-les-Flots (Pyrénées-Orientales), a dénoncé l'« audace » du président de la République, qui se dit « garant de la cohésion nationale », alors qu'il n'est que « le gérant de la division des Français ». S'adressant au chef de l'Etat, il a ajouté : « Vous mettez à vos poignets les menottes du PS, ne vous étonnez pas, demain, d'être enfermés dans la prison de la défaite ! »

### M. Jospin : le président

Dans une interview publiée par l'Express datée 7-13 février, M. Lionel Jospin juge « tout à fait normal » que M. François Mitterrand « dise ce qu'il pense avant une échéance législative qui concerne le pays ». Pour le premier secrétaire du PS, c'est moins le président qui soutient le PS que les socialistes qui soutiennent le président. Selon lui, « la capacité du chef de l'Etat, après le 16 mars, dépend plus du rapport de forces créé par le scrutin que des attitudes adoptées pendant la campagne ».

### M. Marchais : plébiscite

Après avoir affirmé que M. François Mitterrand « considère toujours le PC comme son ennemi numéro un », M. Georges Marchais, qui était, le vendredi 7 février, à Toulouse, a accusé le PS de vouloir « transformer les élections en véritable plébiscite au service du président de la République ».

### M. Fabius : ces gens-là s'adorent

A Auxerre, où il participait à un meeting, le vendredi 7 février, M. Laurent Fabius a fait applaudir le président de la République. « Le successeur, a-t-il dit, de Léon Blum et de Jean Jaurès ». Le premier ministre a ironisé sur les dirigeants de l'opposition. « Ces gens-là s'adorent », a-t-il dit, mais ils « ne sont pas capables, quand ils sont dans l'opposition, de figurer sur une photo commune [n] de se rencontrer pour discuter. »

### M. Gattaz : dans le bon sens

Interrogé, le vendredi matin 7 février, au micro d'Europe 1, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a indiqué que la plate-forme RPR-UDF « va dans le bon sens, dans le sens des idées libérales que [le CNPF] avance et des recommandations qu' [il] fait ».



# France

## M. BADINTER DANS LA CAMPAGNE

### Statufié, déjà...

M. Robert Badinter a ouvert la campagne électorale du PS, le vendredi 7 février, à Marseille, par un grand discours-bilan de son action à la tête du ministère de la justice. Ovationné à plusieurs reprises par un public de plus de 1 500 personnes, le garde des sceaux a également consacré un long développement au terrorisme et la forme la plus crue de la grande criminalité organisée. A quel, a-t-il estimé, « c'est à la conscience des jurés populaires de répondre ».

La venue de M. Badinter à Marseille avait une valeur de symbole dans une ville où les problèmes d'insécurité et d'immigration se posent avec une acuité particulière et où le front national a acquis l'une de ses plus fortes audiences en France (28 % des suffrages exprimés aux dernières élections cantonales).

La seule figure mythique du gouvernement de la gauche, elle aussi, mène campagne. « A ma place », précise M. Robert Badinter, « c'est-à-dire à distance des yeux d'affiche : « De toute façon, je n'aime pas me voir sur les murs. » Il lui est « complètement égal » de ne pas figurer sur la photo de groupe des premiers de la classe du gouvernement Fabius. « Vous seriez directeur de campagne, vous me mettriez sur les affiches ? Je ne crois pas avoir un assez bon coefficient électoral. Je ne rapporte pas au-delà de ceux qui partagent mes convictions », reconnaît-il sans ironie ni amertume. A sa place : dans le cœur du peuple de gauche. « Tous mes collègues ou presque m'ont demandé de venir les soutenir. Je ne suis pas en manque d'amitié. »

La défense et la peine, qui si longtemps lui firent cortège, se sont comme estompées. « A l'instar de la gauche, tout est maintenant clair par rapport à ma politique judiciaire. Au début, certains pensaient que c'était coûteux électoralement. Je ne le leur ai jamais reproché. Maintenant, c'est fini. » Et à l'extérieur, où est passé M. Le Pen ? « On l'entend fort peu. Cela me surprend beaucoup. Vous avez une explication, vous ? »

On se l'explique. La chancellerie a enregistré plus de deux cents invitations à venir battre campagne. « Je ne répondrai qu'à très peu, car je redoute le risque de l'autisme. Il faut garder une sorte de fraîcheur. » Jusqu'au 18 mars, il présidera une douzaine de meetings dont un déjeuné à Crémil avec Laurent Fabius. Il doit, vendredi 7 février, à Marseille

trois premiers rangs de cet amphithéâtre.

Les étudiants lui font présent de deux gros livres cartonnés simplement intitulés *Merci, monsieur Badinter*. Deux livres d'or, qui ont circulé dans les amphithéâtres d'une semaine. Ferveur et adoration à chaque page. « Une bulle d'oxygène », a simplement écrit un signataire. « Badinter, c'est super », réplique une publicitaire en herbe. « Et dire qu'on repart de la peine de mort ! », s'indigne un troisième. Comme Mendès, dont le souvenir le poursuit jusqu'en cette université baptisée Pierre-Mendès-France, les louanges qu'il suscite aujourd'hui sont à la mesure des insultes qu'il déchaîne.

Quelque chose est né qui, ne lui en déplaise, ressemble déjà à un culte. Le président de l'université loue « votre fermeté, votre énergie, votre capacité à tenir le cap ». « Votre action prouve qu'avec du courage et encore du courage le rêve peut devenir réalité », lui lance un étudiant, tout ému. La veille, lors d'un meeting à Pantin, il était consacré par les candidats du département comme « une des fiertés de la gauche française, une des fiertés du pays des droits de l'homme ». On s'essouffait à porter aux nues « l'homme inflexible entouré de respect », « il est le dernier rempart qui nous reste de voter à gauche, malgré la rigueur et malgré Fabius qui se déclare d'accord avec Chirac sur les immigrés », reconnaît une étudiante de Tolbiac.

Ces louanges, Robert Badinter ne se refuse pas le plaisir d'en goûter le savoir. « Une grande récompense pour moi. Après tout ce qui s'est passé... » Mais d'être ainsi, de son vivant, quasi statufié le lui paraît étrange. C'est dit en deux mots : « Je suis réservé, vous savez. Enfin, de leur part, cela vient d'un bon sentiment. Et, statufié ou pas, le talent est intact qui envoie les salles, déclenche les enthousiasmes. Cette voix à cette voix qui fit frissonner des présidents d'université, pleurs de gens d'âge et qui, de meeting en meeting, s'enfonça aujourd'hui au cœur de la tradition française des libertés, s'en va exhaler Condorcet, Jaurès, Hugo, Camus, pour les ramener à la jeunesse sous les vivres du peuple de gauche défilant, serré de mythes et d'images.

Vient ensuite la trauante attente à l'égard de la plate-forme de l'opposition : « Il n'y est question que de prévention, de travaux d'intérêt général, trousse le ministre. Du Badinter à toutes les lignes. Gommé le rétablissement de la loi antiterroriste et des juridictions d'exception, alléguant l'instauration d'une peine de substitution à la peine de mort. En fait, ils n'ont pas capitulé mais ils sont totalement divisés. Du y a-t-il de commun entre Bernard Stasi et Jean-Claude Gaudin, l'athlète sécuritaire marseillais ? Quand on est en désaccord sur tout, la seule commune dimension devient le zéro. »

« Et si on rétablissait la peine de mort pour les crimes odieux ? », lui demande un étudiant hardi sous les huées. La réponse, cinglante, devant l'ample qui applaudit à tout rompre : « Pour moi, c'est une page tournée, un sujet effacé de ma pensée, tellement elle me paraît lointaine. » Parlez-lui de la misère de son ministère : « Pourquoi seulement 2 % du budget de l'Etat ? », lui demande un étudiant. « Mon pauvre ami, j'avais 2 %, ce serait Byzance. Plus minuscule que moi, vous ne trouvez pas. La table du garde des sceaux est la plus mauvaise de tous les ministères. »

Rires encore. Court instant de grâce. Mais soudain, on lui passe un billet l'informant de l'attentat du Forum des Halles. La mine se rembrunit : « La vraie menace, c'est le terrorisme. » Et de réclamer la plus ferme répression à l'encontre de « ceux qui s'octroient la peine de mort contre des passants ». Mais toujours « dans le respect de l'état de droit ». Fin de la leçon.

Retour chez lui, dans cet immeuble du quartier Latin où — on n'échappe décidément pas à l'histoire — habite Blum, alors jeune maître des requêtes au Conseil d'Etat au moment de l'affaire Dreyfus. N'est-il pas tanté par la pensée de se présenter lui-même aux élections ? « Il faut faire des choix. J'ai d'autres priorités. La politique dévore tout, y compris les week-ends avec les siens. » Quatre ans et demi de ministère lui ont déjà dérobé beaucoup de temps. Le lendemain, il sera à Bordeaux, devant les élèves magistrats : « Je leur parlerai de justice, évidemment. » Evidemment.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

## LES PROJETS DU RPR CONTRE L'INSÉCURITÉ

### « Il est temps que la peur change de camp ! »

« Une politique pour la sécurité. » Tel est le titre de la brochure de soixante-huit pages que le RPR a rendu publique vendredi 7 février à Paris. Préfacée par M. Jacques Godfrain, secrétaire national du mouvement à la sécurité, cette brochure est beaucoup plus précise que ce qu'on connaissait jusqu'à présent des projets de M. Jacques Chirac et de ses amis, le « Pacte RPR pour la France » et la plate-forme commune à l'UDF et au RPR. En présentant ce document, M. Jacques Toubon, secrétaire général, a estimé qu'il était temps que « la peur change de camp ! ».

Voici les principales mesures que le RPR préconise pour améliorer la sécurité des Français, mesures que MM. Toubon et Godfrain ont commentées, vendredi, en présence d'élus et de candidats de leur mouvement. MM. Alain Devaquet, Jacques Féron, Jean Foyer, Claude Labbé et Robert Pandaud.

#### LE RÔLE ET LES MOYENS D'ACTION DE LA POLICE.

Le RPR veut « recréer les conditions d'efficacité de la police nationale ». Pour ce faire il mettra en œuvre les mesures qu'il avait détaillées il y a deux ans dans sa proposition de loi d'orientation relative à la police (le Monde, du 25 janvier 1984) : création d'un conseil de sécurité intérieure analogue aux conseils de défense existant dans certains pays ; mise en place au Parlement d'une commission de la sécurité intérieure ; institution d'un conseil supérieur de la fonction policière rattaché au ministère de l'Intérieur et nomination de directeurs régionaux de la police nationale entraînant la suppression des préfets délégués pour la police. Le RPR promet aussi de renforcer les effectifs de la police et de mieux coordonner l'action de celle-ci avec celle des gendarmes.

Il préconise la restauration du « contrôle de l'Etat sur les polices municipales au triple niveau de leur recrutement, de leur formation et de leurs missions ». Enfin, il prendra des mesures pour « éviter aux policiers des incriminations hâtives » et leur permettre d'audier leurs armes dans les mêmes conditions légales que les gendarmes.

#### RESTAURER LA SIGNIFICATION DE LA PEINE.

Sous ce titre, le RPR annonce l'extension de la procédure de jugement en flagrant délit à tous les faits « simples et étendus ». Il veut ainsi désencombrer les cabinets d'instruction. La fonction de juge d'instruction devra « faire l'objet d'une réflexion approfondie (...) en concertation étroite avec les professionnels ». Derrière cette formulation se cache la volonté déjà exprimée par M. Toubon de confier la supervision des enquêtes judiciaires aux magistrats du parquet (le Monde du 6 janvier). La fonction de juge d'instruction sera réservée aux magistrats ayant « quelques années d'ancienneté ». Le placement en détention « pourrait donner lieu à un recours exercé dans les vingt-quatre heures devant le président du tribunal » selon la formule du réferé pénal.

En matière d'exécution des condamnations, le RPR préconise « l'institution d'une peine incompressible de vingt-cinq ans en cas de condamnation à perpétuité et des trois quarts de la peine en cas de condamnation à temps ». La peine incompressible de dix-huit ans que peuvent prononcer aujourd'hui les cours d'assises sera maintenue.

#### DE NOUVELLES PRISONS.

Le RPR veut relancer le « programme de construction des prisons interrompu en 1981 » et rétablir dans les établissements pénitentiaires des unités de contrôle médical « analogues aux anciens quartiers de haute sécurité. Il promet d'instituer une « partie matérielle » entre les surveillants de prison et les « autres corps chargés dans l'Etat d'une mission de sécurité publique ». Le RPR reconnaît que ces mesures et quelques autres supposent des « moyens financiers importants » et plaide pour « la nécessité de consacrer un tel effort ».

#### LUTTER CONTRE LA TOXICOMANIE.

Une série de mesures seront prises dans ce domaine : « fermeture (des frontières) aux populations à risque » ; expulsion automatique, une fois leur peine purgée, des trafiquants ; « répression sévère des usagers-revendeurs » ; réduction de peine en faveur des informateurs de la police ; développement de l'information et de la prévention, et obligation faite aux toxicomanes de se soigner.

#### LES ÉTRANGERS SOUS SURVEILLANCE.

Le RPR veut combattre « l'immigration de masse » et estime que « la surdétermination de la population immigrée (...) impose des solutions particulièrement énergiques » : visa obligatoire pour les étrangers non membres de la Communauté européenne ; carte d'identité infaillible pour ceux qui résident en France ; création d'une police de l'immigration au sein de la police de l'air et des frontières ; retour aux expulsions administratives à la place de la procédure judiciaire instituée en 1981 ; filtrage plus sévère des candidats au statut de réfugié politique, etc.

#### CONTRÔLE D'IDENTITÉ POUR TOUS.

Comme c'était le cas avant 1983, « l'identité de toute personne pourra être contrôlée en toute circonstance et en tout lieu public par les officiers de police judiciaire et sous la responsabilité de ceux-ci par les agents de police judiciaire ». La carte d'identité sera rendue infaillible.

#### COMBATTRE LE TERRORISME.

Le RPR estime nécessaire de créer « un comité permanent et interministériel de lutte contre le terrorisme rattaché au premier ministre » et annonce le regroupement, sous une seule grande direction du ministère de l'Intérieur, des fonctionnaires de la DST, des renseignements généraux et de la police judiciaire. « Une juridiction permanente, unique et spécialisée dans les faits de terrorisme et plus généralement dans toutes les atteintes à la sûreté de l'Etat » sera créée. M. Toubon a expliqué que sa préférence allait à une chambre spécialisée de la cour d'appel de Paris. Contrairement à la Cour de sûreté de l'Etat, cette nouvelle juridiction ne serait composée que de civils. On réviserait « à des délais plus réalistes en matière de garde à vue » et à une centralisation des poursuites et de l'instruction. Le RPR pense enfin qu'il faudra « étudier la possibilité d'accorder des réductions de peine aux « repentis » ; cette mesure ayant largement fait ses preuves en République fédérale d'Allemagne et en Italie ».

#### PEINE DE MORT.

Le RPR étant divisé sur le rétablissement de la peine de mort, cette question est traitée en annexe de la brochure. Une politique pour la sécurité. Deux solutions y sont envisagées : le retour à la peine capitale ou l'institution d'une peine de substitution.

B. L. G.

## PARIS VAUT BIEN UN PRIX

LA RATP A DÉCIDÉ D'ATTRIBUER UN PRIX ANNUEL POUR RECOMPENSER UN OUVRAGE SUR LE THEME « LES TRANSPORTS, L'HOMME ET LA VILLE »

Nature de l'ouvrage : thèse de doctorat, terminée et soutenue, ou ouvrage équivalent rendant compte d'une recherche originale faisant appel aux Sciences de l'Homme et de la Société, effectuée (ou terminée) en France au cours des trois dernières années (de 1983 à 1985).

Jury : un jury constitué d'universitaires, de chercheurs et de responsables de la RATP procèdera au choix du lauréat parmi les auteurs qui auront présenté leur candidature. Il choisira en fonction de la valeur de l'ouvrage présenté et de son originalité (approches ou domaines nouveaux, proposition d'idées) ; les ouvrages purement descriptifs ou de

simple compilation ne seront pas retenus.

Dépôt de candidatures : les candidatures devront être adressées avant le 28 février 1986 au secrétaire du jury à l'adresse suivante :

Monsieur Jean DEKINDT  
53 ter, Quai des Grands-Augustins  
75271 PARIS CEDEX 06.

Le jury procèdera à l'examen des candidatures, en vue d'une attribution du prix fin avril 1986.

Nature du prix : le prix consistera en une somme de 15 000 francs. De plus, la RATP et les membres du jury apporteront, dans la mesure du possible, leur appui au lauréat pour obtenir la publication de l'ouvrage primé.

**RATP**

LA VILLE EST SAISSANTE, SAISISSEZ LA.

## LE TERRORISME

### M. Mitterrand dénonce leurs affaires avec

A l'occasion du discours qu'il a prononcé vendredi 7 février à Marseille, M. Mitterrand a évoqué le terrorisme.

« Je ne suis pas un homme de la peur », a-t-il déclaré. « Mais je suis un homme de la responsabilité. Je ne puis pas laisser à d'autres le soin de gérer les affaires de la France. Je ne puis pas laisser à d'autres le soin de gérer les affaires de la France. Je ne puis pas laisser à d'autres le soin de gérer les affaires de la France. »

Le président de la République a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».

Le ministre de l'Intérieur, Jacques Foccart, a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».

Le ministre de la Justice, Robert Badinter, a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Marie Le Goff, a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».

Le ministre de l'Économie, Jacques Delors, a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».

Le ministre de l'Environnement, Jean-Pierre Chevènement, a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».

Le ministre de l'Énergie, Jean-Benoît Lévy, a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».

Le ministre de l'Industrie, Jean-François Mattei, a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».

Le ministre de l'Agriculture, Jean-Marie Le Goff, a déclaré que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ». Il a souligné que le terrorisme est une « maladie de la civilisation ».



# PR CONTRE L'INSÉCURITÉ

## ips que la peur camp !

● **RESTAURER LA SIGNIFICATION DE LA PEINE.**  
Sous ce titre, le RPR annonce l'extension de la procédure de jugement en flagrant délit à tous les faits « simples et érudits ». Il veut ainsi désencombrer les tribunaux d'insécurité. La fonction de juge d'une affaire doit être confiée à des juges professionnels. Derrière cette proposition se cache la volonté de confier la supervision des enquêtes judiciaires aux magistrats du parquet (le Monde du 6 janvier). La loi de 1958 sur l'organisation des tribunaux de juges d'instruction sera révisée. Le placement en détention « pour la durée d'un recours exercé dans les quatre heures devant le président du tribunal » selon la formule de référence pénale.

En matière d'exécution des condamnations, le RPR propose la suppression de la peine d'indemnité de vingt-cinq ans en cas de condamnation à perpétuité et de trois ans en cas de condamnation à dix ans. La peine d'indemnité de vingt-cinq ans ne peut être prononcée aujourd'hui que dans les cas de condamnation à perpétuité.

● **DE NOUVELLES PRISONS.**  
Le RPR veut relancer le programme de construction des prisons interrompu en 1951. Il propose la construction de nouvelles prisons dans les établissements pénitentiaires des « unités de confinement maximum » analogues aux anciens quartiers de haute sécurité. Il propose d'instaurer une « parité matérielle » entre les surveillants de prison et les « autres corps chargés de l'Etat d'une mission de répression pénale ». Le RPR reconnaît que les mesures et quelques autres, comme des « moyens financiers importants » et plaide pour « la nécessité de consentir un tel effort ».

● **LUTTER CONTRE LA TOXICOMANIE.**  
Une série de mesures seront prises dans ce domaine : la formation des frontières aux populations, la haute surveillance, l'expulsion des étrangers, la répression des trafiquants, la répression des usagers-revendeurs, la réduction de la peine en faveur des informateurs de la police, développement de l'information et de la prévention, obligation faite aux toxicomanes de se soigner.

● **LES ÉTRANGERS SOUS SURVEILLANCE.**  
Le RPR veut combattre « l'immigration de masse », la « surdépendance de la population immigrée », l'immigration « à risque », l'expulsion des étrangers, la répression des usagers-revendeurs, la réduction de la peine en faveur des informateurs de la police, développement de l'information et de la prévention, obligation faite aux toxicomanes de se soigner.

● **LES ÉTRANGERS SOUS SURVEILLANCE.**  
Le RPR veut combattre « l'immigration de masse », la « surdépendance de la population immigrée », l'immigration « à risque », l'expulsion des étrangers, la répression des usagers-revendeurs, la réduction de la peine en faveur des informateurs de la police, développement de l'information et de la prévention, obligation faite aux toxicomanes de se soigner.

● **COMBATTRE LE TERRORISME.**  
Le RPR estime nécessaire de créer « un comité permanent de l'interministériel de lutte contre le terrorisme » et d'annoncer la suppression de la peine d'indemnité de vingt-cinq ans en cas de condamnation à perpétuité et de trois ans en cas de condamnation à dix ans.

● **COMBATTRE LE TERRORISME.**  
Le RPR estime nécessaire de créer « un comité permanent de l'interministériel de lutte contre le terrorisme » et d'annoncer la suppression de la peine d'indemnité de vingt-cinq ans en cas de condamnation à perpétuité et de trois ans en cas de condamnation à dix ans.

● **COMBATTRE LE TERRORISME.**  
Le RPR estime nécessaire de créer « un comité permanent de l'interministériel de lutte contre le terrorisme » et d'annoncer la suppression de la peine d'indemnité de vingt-cinq ans en cas de condamnation à perpétuité et de trois ans en cas de condamnation à dix ans.

● **COMBATTRE LE TERRORISME.**  
Le RPR estime nécessaire de créer « un comité permanent de l'interministériel de lutte contre le terrorisme » et d'annoncer la suppression de la peine d'indemnité de vingt-cinq ans en cas de condamnation à perpétuité et de trois ans en cas de condamnation à dix ans.

## LE TERRORISME EN FRANCE

M. Mitterrand dénonce ceux qui « croient faire leurs affaires avec le sang des autres »

A l'occasion du discours qu'il a prononcé vendredi soir 7 février à Lille, M. Mitterrand a évoqué le terrorisme.

Aujourd'hui, pour M. Mitterrand, « une menace pèse sur nos libertés », c'est le terrorisme. « Aucune société, dit-il, ne peut se développer dans la liberté sans vaincre le terrorisme ». Il poursuit : « La France est attaquée et je veux la défendre. On cherche peut-être à frapper l'opinion pour faire reculer le gouvernement français dans ses entreprises politiques extérieures, dans ses choix et dans ses amitiés. A vous, je le dis, le gouvernement de la République ne traitera pas et l'opinion le suivra ».

Le président de la République stigmatise ceux, peu nombreux, dit-il, « qui osent dresser l'acte d'accusation contre l'autorité de leur pays ». Il lance : « Ce n'est pas le terrorisme qui défiera le gouvernement de la France ! » Il ajoute : « Je suis sûr que dans tous les partis, les vrais responsables le comprennent (...) hors quelques cervelles ou démagogues qui croient faire leurs affaires avec le sang des autres ! ».

Le matin même à Paris, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, avait déclaré : « Le pouvoir actuel porte une responsabilité dans le fait que la

France est devenue un centre du terrorisme. » Il existe une fantastique hypocrisie qui consiste à dire que dans la mesure où on est à un mois des élections, il ne faut pas parler du terrorisme », avait-il ajouté, avant de rappeler que lors de l'attentat de la rue Copernic, « M. Mitterrand avait demandé la démission du ministre de l'Intérieur ».

Vendredi soir à Marseille, M. Badinter, ministre de la justice, a notamment déclaré : « Le terrorisme vise la démocratie elle-même. C'est le pire ennemi des libertés parce que, frappant au hasard, menaçant tous et chacun, il fait naître la peur, suscite l'angoisse. Et à un certain niveau de peur, d'angoisse et de terreur, les barrières de l'Etat de droit violent en éclats, les défenses de la liberté cèdent (...) ». Ce n'est pas, a conclu M. Badinter, en réduisant les libertés que l'on fera face au terrorisme (...). A chaque pas de liberté qui tombe le terrorisme mesure l'étendue de sa victoire ».

## CHRONIQUE ARDÉCHOISE

### Sous la neige

(Suite de la première page.)

« Tu crois qu'il nous dépannerait avant la nuit ? » La radio est pessimiste, la météorologie ne l'est pas moins avec une espèce de jubilation. Pour une belle tempête, c'est une belle tempête. Elle « tient bien la route », et ce n'est pas fini.

Le téléphone sonne. Il y a donc encore quelque chose du « monde d'avant » qui marche. « Vous avez du courant ? Dépêchez-vous de remplir la baignoire ». Ainsi, le premier soir, après avoir mouillé les bougies, on ira au lit sans tirer la chasse d'eau.

Voilà, c'est ainsi qu'on commence et qu'on continue des jours et des nuits sans électricité, sans chauffage, sans eau parfois, sans routes souvent en Ardèche, entre la fin janvier et le début février. On n'en meurt pas ; on s'adapte ; on attend ; on s'irrite ; on découvre ses voisins ; on porte son bois ; on nettoie son toit ; on vide les congélateurs pour sauver ce qui peut l'être. On souffre du manque d'électricité comme d'une valeur de narguère et on se dit que l'écologie, c'est dur à comprendre. On écoute la radio ; on regrette la télé. On décroche le journal... quand il arrive.

On emmagasine sans le dire toutes les nouvelles qui viennent du pays d'en bas, du pays d'en

## APRÈS L'EXPLOSION A LA GALERIE CLARIDGE

Le même groupe revendique les deux derniers attentats à Paris

Le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), qui avait déjà revendiqué, mardi, l'attentat contre la galerie Claridge à Paris, a revendiqué, vendredi 7 février, dans deux lettres manuscrites adressées à l'AFP, une nouvelle fois celui de la galerie Claridge et également les attentats contre Gilbert-Jeune et la FNAC-Sports.

Dans ces lettres, toutes deux postées jeudi à midi dans le neuvième arrondissement, le CSPPA réclame à nouveau la libération de trois terroristes incarcérés en France et menace de commettre d'autres attentats, si celle-ci n'intervient pas rapidement. Les deux revendications, écrites de la même main, ne donnent aucune preuve permettant de vérifier leur authenticité.

La première lettre, postée rue Bleue, indique : « L'attentat à la librairie Joseph-Gibert, c'est encore nous. Libérez Abdel-Kader Essadi, Anis Nakhachi, Karbedjian ». La deuxième, postée rue Gluck, affirme : « La galerie Claridge, J. Gibert, la FNAC, d'autres suivront si on ne libère pas rapidement Abdel-Kader Essadi, Anis Nakhachi, Karbedjian ».

D'autre part, à Beyrouth, une « organisation du 3 mars » a demandé vendredi la libération par la France de ces mêmes terroristes dans une communication téléphonique passée au bureau d'une agence de presse occidentale par un intermédiaire anonyme affirmant appartenir à cette organisation et qui a lié le sort des quatre otages français au Liban à ces libérations.

« Nous sommes certains que les prisonniers français ne seront pas libérés si les détenus politiques du Moyen-Orient ne le sont pas auparavant », a-t-il déclaré, menaçant, en cas de refus, de faire « payer le prix en vies humaines ». L'« organisation du 3 mars » avait déjà revendiqué par téléphone, le 8 décembre dernier, l'attentat commis la veille au magasin du Printemps.

Rappelons que le 3 mars 1985, Varoujan Garibedian (alias Karbedjian), chef du commando arménien de l'ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) a été condamné à la réclusion perpétuelle par la cour d'assises du Val-de-Marne pour sa participation à l'attentat d'Orly (huit morts et une cinquantaine de blessés le 15 juillet 1983).

## A L'OCCASION DU XI<sup>e</sup> SALON MONDIAL

Des mesures pour améliorer l'accueil des touristes étrangers

A l'occasion de l'inauguration, au CNIT Paris La Défense, du XI<sup>e</sup> Salon mondial du tourisme et des voyages (SMTV), qui est ouvert au public le dimanche 9 février, M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, a dressé, le vendredi 7 février, le bilan de l'année touristique 1985 et annoncé une série de mesures destinées à améliorer l'accueil des étrangers. Confirmant que le solde touristique avait progressé de 8 % par rapport à l'an dernier pour atteindre le nouveau record de 31 milliards de francs courants, le ministre a qualifié l'année 1985 de « globalement bonne ».

« Certes, a-t-il observé, le niveau de fréquentation de la clientèle étrangère a été équivalent à celui de l'an passé, mais ce constat ne permet pas d'affirmer que l'on assiste à un retournement durable du comportement des Français à l'égard des vacances ». En revanche, la tendance, déjà perceptible, à la fragmentation des congés explique, à son avis, la relative stabilisation du taux de départ en vacances. A noter que les bords de mer ont eu nettement

plus de succès que la montagne et la campagne, où la fréquentation a été moyenne, voire inférieure, à l'an dernier.

De son côté, le tourisme étranger a connu une croissance soutenue : 26 à 27 millions de visiteurs en provenance des pays limitrophes (une clientèle fidèle) ou les « récidivistes » sont majoritaires, cinq à six millions venus de marchés plus lointains, dont la moitié environ des Etats-Unis. « L'activité réceptive », a noté le ministre, apparaît ainsi comme une source essentielle du chiffre d'affaire des agents de voyages français. D'où l'importance de l'accueil des étrangers, domaine dans lequel « toute amélioration constitue un « plus » pour le tourisme français ». Ce secteur, a observé le ministre, continue à être un créneau net d'emploi.

A cet égard, relève une note du ministère, la réputation de la France, sans être mauvaise, n'est pas excellente. Une politique s'impose donc, conjuguée à la fois avec action en profondeur, répétée dans le temps, sur les mentalités, « afin de créer un véritable réflexe d'accueil », et des actions à court terme destinées à frapper l'opinion.

Parmi les mesures annoncées par le ministre, citons la mise en place, dans les taxis, d'une information multilingue (en anglais d'abord puis, à terme, en quatre ou cinq langues) sur les règles de tarification et, à plus long terme, la standardisation des factures d'hôtels à l'intention des touristes étrangers. Sans oublier la multiplication des dépliant et de panneaux multilingues dans les musées et les monuments ainsi qu'une meilleure information sur l'environnement (notamment la qualité des eaux de baignade) et sur les réseaux de distribution de l'essence sans plomb.

PATRICK FRANCÈS.

## Carnet

### Conférences

— Le Centre international d'études romanes organise le lundi 10 février, à 19 heures, au Musée des monuments français (place du Trocadéro), une conférence de M. Paul Quilès, député de la Sarthe, sur le thème : « L'écologie, la culture et la bibliothèque municipale de Troyes ». Présentation des plus beaux manuscrits de la bibliothèque municipale de Troyes.

— A l'occasion de la création du Comité français du Centre international pour le patrimoine, l'Institut Pierre-Mendès-France organise le jeudi 13 février une conférence du professeur Schöno Ben Ami, doyen de la faculté d'histoire de l'université de Tel-Aviv, sur le thème : « Consensus communautaire en Israël, une condition pour la paix », à 18 heures dans les locaux de l'Institut, 52, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4158  
HORIZONTALEMENT

I. Est vitale pour certaines espèces de pie. — II. Les jolis bouquets qu'il permet d'admirer sont quelque peu uniformes. Là, il y a matière à se remplir les « poches ». — III. Fait voir rouge. D'un bon goût grâce à l'emploi du sel.

IV. Parcourez par des Pékins. Favorise un rassemblement de sardines. Il vaut mieux, parfois, qu'elle ne se sépare pas de son chapeau. — V. La gale et la peste peuvent fort bien lui être nuisibles. Porteclef. Pour y accéder, il n'est pas nécessaire d'avoir un regard d'aigle. Est souvent à table mais ne prend jamais de poids. — VI. Va donc pouvoir débiter une collection de lustres. Ne saurait accueillir sans problèmes un groupe de travail. — VII. Obligé à prendre ou à laisser. Entendu après avoir frappé. Vont bien finir par atteindre la berge. Fabriqué en même temps que certains tissus. — VIII. Bâlier ou mouton. N'est donc pas un élément de la grappe. Possesseur. Morceau de sucre. — IX. Vides une poche après l'avoir remplie. Avec elle, il faut s'attendre à rencontrer de nombreux pépins sur son chemin. — X. Sa tête en rencontre beaucoup d'autres. — XI. A tendance à charrier. On peut y trouver des scies et des marteaux. Entrée en matière. Adverbe. — XII. « Sages » de folie. — XIII. Peut-être supporté sans mot dire de nombreuses chinorises. Prouve qu'on n'avait

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I														
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														
X														
XI														
XII														
XIII														
XIV														
XV														

qué. Ont le cœur solide. Dans le fond, elles sont bien utiles. — 5. Favorise la naissance de rides. A bien du mal à équilibrer l'une de ses balances. — 6. Filets portés par des demoiselles. Est certainement entré dans la carrière. — 7. Avec lui, il y a de quoi en avoir plein les bottes ! Proposition. — 8. Ne se montre guère téméraire. A tendance à flotter. — 9. Ne constituent pas le gros de l'ouvrage. A su montrer qu'il ne fallait pas se fier aux apparences. — 10. Dans les deux sens du terme, elle peut mener à l'indigestion. N'eût donc plus les mains vides. — 11. A un lit jaune et rouge. Leur meilleure place est près du banc. Article. — 12. A obligé quelqu'un à intervenir. N'est pas encore à même de supporter de lourdes charges. Pronom. — 13. A adresser prudemment à un gendarme. Quartier de Marseille. Doit revenir à qui de droit. Quelques-uns de ses « clients » ont sans doute bénéficié de certaines réductions. — 14. Se garde bien de mettre de l'eau dans son vin. Nécéssite de plus ou moins importantes réparations. — 15. Passée près d'un couteau. Eventuellement mises au panier.

Solution du problème n° 4157

Horizontalement  
I. Discrédité. — II. Eboué. — III. Miniature. — IV. Os. Très. — V. Terreux. — VI. Obi. AP. RI. — VII. Lésinerie. — VIII. Or. En. — IX. Gerné (cf. « prendre »). Sol. — X. Ite. Ratio. — XI. Es. Waters.  
Verticalement  
1. Démonologie. — 2. Ibis. Bérés. — 3. Son. Tistre. — 4. Cuite. — 5. Réarranger. — 6. Entourer. AT. — 7. Druse. Reste. — 8. Urinole. — 9. Théorie. Los.

GUY BROUTY.

## En bref

● **Le Capitaine Barril**  
Le capitaine de gendarmerie Paul Barril a été dispensé de peine, vendredi 6 février, par le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) devant lequel il avait comparu le 31 janvier pour « cession illégale de munitions de première et quatrième catégories » et « complicité de détention illégale d'explosifs » (le Monde du 2-3 février).

Le substitut avait plaidé d'« immenses circonstances atténuantes » et une peine de six mois de prison avec sursis contre l'ancien chef du GIGN.

● **Le plan Orsec**  
Le plan Orsec a été levé vendredi 7 février dans l'Aude. Il l'avait été la veille et l'avant-veille dans l'Ardèche, l'Ariège, le Gard et les Pyrénées-Orientales et n'était plus maintenu qu'en Lozère.

Samedi matin, on comptait encore quinze mille abonnés privés de courant électrique dans les Pyrénées-Orientales et trois mille cinq cents dans l'Aude. L'Espagne a décidé d'approvisionner les Pyrénées-Orientales en courant électrique par la ligne de 400 000 volts qui traverse la frontière. En échange, les services français déga-

gent l'autoroute espagnole entre le col du Pertuis et le village de La Junquera.  
Au début du week-end, si la situation s'améliorait dans le Midi, c'est l'Ouest qui était sous la neige, notamment le Finistère, le Morbihan, la Loire-Atlantique et la Vendée. La neige a provoqué de nombreux accidents sans gravité. La circulation restait difficile dans ces départements. De nombreuses routes étaient coupées et la couche neigeuse atteignait par endroits vingt centimètres d'épaisseur.

Peut-être qu'on leur racontera aussi celui qui, tout seul, vivait là-haut dans sa ferme, près du col du Vios, à plus de quatre-vingts ans passés. Après cinq jours de solitude, il a accueilli ses sauveteurs tout essouffés en leur disant :

complice de Roger Knobelspiess près d'Elbeuf.  
Knobelspiess a été acquitté le 18 janvier dernier par la cour d'assises de l'Essonne. Le tribunal déclarait qu'il avait, à l'époque de l'attentat, été présenté comme coupable « alors que, inculpé, il bénéficiait d'une présomption d'innocence ».

● **M. Peyrefitte critique**  
M. Badinter. — M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, a refusé, jeudi 7 février, d'assister à Meaux (Seine-et-Marne) à l'inauguration du nouveau palais de justice, en présence de M. Robert Badinter. M. Peyrefitte, qui est député du

département, a expliqué qu'il entendait protester ainsi contre la date choisie pour cette inauguration « alors que la campagne des élections législatives est largement entamée ». M. Peyrefitte a notamment parlé d'une « indécente récupération ».

● **Le PDG du casino de Saint-Raphaël**  
Raphaël écroué. — Au terme d'une enquête de la police des jeux, le PDG du casino de Saint-Raphaël (Var), Pierre Rustaroud, cinquante ans, originaire d'Ajaccio, a été inculpé à Draguignan de détournement d'actif et minoration de recette et écroué. Deux autres personnes, Paul Fabiani, caissier, et Philippe Lantz, ex-actionnaire du casino, ont été inculpés de complicité.

pas tout dit. Faisait crier avant de s'en aller. — XIII. Porte ses fruits. Peut se dire après avoir « avalé ». — XIV. Sont donc entrés dans l'hiver. Ce n'est pas le moment idéal pour jeter le gant. — XV. Favorisent des échanges. Empêchent toute participation à un concert.

VERTICALEMENT  
1. Est candidat à de nombreux concours. Il est difficile de lui faire perdre la tête. — 2. Incite à s'éloigner de la « sortie ». Doit considérer, à juste titre, qu'il serait mieux ailleurs. — 3. Agrémente un ouvrage. Où certains prennent souvent un verre sans le vider pour autant. Se rapproche du gouffre. — 4. A donc fait une apparition remar-



# Culture

## RÉTROSPECTIVE ALEXANDRE DOVJENKO

### L'Ukrainien

Les films Cosmos présentent un hommage au cinéaste Alexandre Dovjénko, qui, du muet au parlant, donna, un prestige mondial au cinéma soviétique. Occasion de revoir des films rares dont les recherches de style restent éblouissantes.

Dovjénko est né à Sostini, en Ukraine, en 1894. En dépit de toutes les exigences officielles qui allaient se durcir à l'époque stalinienne, il s'efforça de garder à la révolution la foi, la pureté des origines, ce qui n'alla pas sans vicissitudes, mais le cas de Dovjénko est resté exemplaire. Cinéaste lyrique, viscéralement fidèle à l'Ukraine, il en chante l'histoire, du neuvième au vingtième siècle dans son premier grand film, *Zvenigora*, (1928). L'année suivante, *Arsenal* raconte, selon une dramaturgie purement visuelle, la misère du peuple ukrainien pendant la première guerre mondiale, et

l'insurrection de l'arsenal de Kiev, en janvier 1918.

Et puis, en 1930, Dovjénko tourne *La Terre* et c'est encore un film muet, car le parlant est venu plus tard qu'ailleurs en URSS. Mais un film muet qui parle, sensuellement, de la nature, des saisons, de la vie, de la mort, du cycle perpétuel de l'homme et du monde.

Quoi de plus rabêché, dans le cinéma soviétique, que la chronique d'un village à l'heure de la collectivisation des terres et de la lutte contre les koulaks ? Ici, le village est ukrainien, la révolution passe par un superbe mouvement vital, le matérialisme s'exprime par la beauté. On rêve ? Oui, mais ce rêve-là est devenu universel, parce qu'il est resté national. Allez donc rester insensible aux images de *La Terre*, même en sachant bien que la réalité historique n'a pas correspondu aux visions, à l'idéal de Dovjénko. A



« Chichors » de A. Dovjénko

Moscou, lors de la sortie, ils avaient les officiels, parlés de « panthéisme ». Quel compliment dans ce reproche.

temps de la guerre civile. Cela ne pouvait qu'inspirer Dovjénko. De fait, le lyrisme qui éclate à chaque plan fait entrer le héros dans la légende.

Avec *Ivan*, pourtant, film sonore et parlant (1932), Dovjénko doit s'aligner, bon gré mal gré, sur les sujets contrôlés par la propagande. Un paysan d'Ukraine travaille à la construction d'un barrage sur le Dniepr et se rallie à l'activité collective qui ne lui plaisait pas. Le héros positif montre le bout de son nez, mais on retient les moments lyriques et il y en a. *Ivan*, au reste, fait la transition entre l'esthétique du muet et la technique du parlant. Ensuite, l'abstrait sujet d' *Aerograd* (1935), approuvé par Staline au moment où le « réalisme socialiste » venait d'être strictement défini, est transcédé par l'exaltation de la nature et de la vie rurale.

Ne vous étonnez pas que des samouraïs japonais viennent pousser au sabotage des paysans d'un coin de taiga sibérienne où l'on doit construire une ville nouvelle. Etonnez-vous du film didactique transformé en épopée, des parliens et ennemis du socialisme transformés, par la mise en scène, la partition musicale et les chants en personnages d'opéra fabuleux. Etonnez-vous du génie d'un cinéaste, qui maintient la poésie des images, par le montage, l'idée qu'il avait du monde socialiste, en dehors de l'idéologie imposée. *Aerograd* cause un choc aussi puissant que *La Terre*. *Chichors* (1939) est le seul des films de Dovjénko qui a connu un triomphe absolu en URSS. Il avait été « souhaité » par Staline, après le succès du *Tchepaliev* de Sergueï et Georges Vassiliev (1934). *Chichors* était un personnage réel, un héros national ukrainien du

## LA «TÉTROLOGIE» par Marek Janowski

### Wagner en concert

La *Tétralogie* de Wagner à Paris, un événement... Elle n'a pas été jouée intégralement ici depuis 1957, sous la direction de Knappertsbusch, tandis qu'elle figure fréquemment aux affiches londoniennes de Covent Garden et de l'English National Opera (en anglais !), pour ne pas parler des théâtres allemands. En France, n'oublions pas la belle production de Nicolas Joli à Strasbourg et Lyon ces dernières années. Notre capitale serait-elle musicalement sous-développée ?

Rolf Liebermann avait cependant commencé un *Ring* il y a dix ans à l'Opéra, pour le centenaire, avec Peter Stain et l'un de ses collaborateurs, mais devant les sarcasmes qui accueillirent la mise en scène de la *Walkyrie* et le fureur de Georg Solti qui dirigeait l'orchestre, il fut tout heureux de se retrancher derrière les compressions budgétaires pour annuler les deux dernières journées, tandis que Massimiliano Boglietti préférait s'intéresser au répertoire français du dix-neuvième siècle.

La ferveur et l'enthousiasme du public qui remplit ces jours-ci le Théâtre des Champs-Élysées montrent l'urgence de refaire une grande *Tétralogie* au Palais Garnier.

Le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, qui fête ainsi, de façon fort sympathique, son dixième anniversaire, a bénéficié de cette chance ; travaillant d'arrache-pied avec son chef, Marek Janowski, il nous donne une très honorable interprétation en concert de ce monument musical qu'il n'a jamais joué, sans pouvoir prétendre encore au poir instrumental et à la richesse de l'Orchestre de l'Opéra avec Solti.

La direction de Janowski vise à la sobriété ; c'est une belle lecture précise, fervente, d'une incontestable authenticité germanique, mais un peu uniformément modérée.

Les distributions atteignent un très bon niveau, à une époque où les voix qu'exigent ces ouvrages sont devenues rares. Dans *Siegfried*, mercredi soir, on retient quelques excellents interprètes de Bayreuth : l'Alberich terrible, à la voix de brume, d'Hermann Becht, le Fafner d'airain de Matthias Höller, Graham Clark, en Mime pinot, mielux, vif, et surtout le Wotan de Donald McIntyre, phrasé admirable, voix chargée d'harmonies mystérieuses, dont les apparitions faisaient immédiatement remonter le drame jusqu'à sa hauteur mythique. Son dialogue avec Erda (Cornelia Wulkopf) fut le sommet de la soirée.

Le puissant Siegfried de William John est plus monocorde et prosaïque, en dépit de son évidente conviction, et le superbe matériel vocal d'Ute Wubben aboutit à des excès assez terrifiants en raison de son absence de souplesse et des ruptures brusques entre les registres et les intensités, ce qui altère quelque peu le sublime duo d'amour du troisième acte.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Ce premier *Ring* s'achève ce 8 février au Théâtre des Champs-Élysées. Diffusion sur France-Musique les 8, 9, 13 et 16 février (20 heures). Un second *Ring* se déroulera au TMO-Châtelet les 10, 12, 14 et 16 février. Rappelons le bel enregistrement de cette *Tétralogie* par Marek Janowski à la radio de la Staatskapelle de Dresde (dix-sept disques RCA-Ariola).

## «LA MAIN DANS L'OMBRE»

de Rudolf Thome

A Berlin, Faber, informaticien passionné de jeu d'échecs et d'ordinateurs, rencontre Juliet, actrice française un peu déphasée grâce à laquelle il fait, comme par hasard, la connaissance d'un mystérieux personnage, Melo. Celui-ci persuade Faber d'utiliser ses talents en informatique pour détourner une fortune sur un compte dans une banque de Zurich.

A partir de là, les choses s'emmêlent dans les sentiments des personnages et les idées du réalisateur. Les sentiments, on comprend à peu près ; ils ont servi à une manipulation, et la jalousie intervient. Pour les idées, c'est plus confus. Il semble que Rudolf Thome, via le scénario de Jochen Brunow, ait voulu montrer que les meilleurs experts en technologie avancée peuvent toujours être dupés, vaincus, par les combinaisons du cerveau humain.

On s'intéresse moins à l'histoire, souvent ennuyeuse, qu'à la bizarrerie des comportements, aux images presque fantastiques d'un monde qui, de Berlin à Zurich, semble plongé dans un hiver éternel. Ce film a été réalisé en 1983. On y voit Dominique Lafin emmener Bruno Ganz dans un cinéma où l'on passe la *Femme qui pleure*, de Döhl. « C'est moi », lui dit-elle.

La carrière de Juliet rejoint donc celle de Dominique, mais ce qui, à l'époque, était un clin d'œil aux cinéphiles prend aujourd'hui, une résonance tragique. Dominique Lafin, dans un de ses derniers rôles, détourne vers l'émotion les combinaisons du réalisateur et surpasse son autre partenaire, Hanno Zischler, le véritable organisateur des pages du destin. Par ailleurs, Rudolf Thome cite Godard, Huston et la *Chevalerie* sur le lac de Constance. Je dois en oublier... — J. S.

★ Voir les films nouveaux.

## «TUTTI FRUTTI»

de Michael Dinner

Lorsqu'ils ont fait l'ouverture du dernier Festival de Deauville, ils s'appelaient *Catholic Boys*. Le nouveau titre à l'italienne n'y change rien : ce sont toujours des adolescents de 1965, élèves d'une école catholique de Brooklyn, travaillés par « l'âge ingrat » et rebelles à une discipline trop dure. Andrew McCarthy (Michael Dunn), seize ans, qui vient d'entrer à Saint-Basil, se retrouve du côté des brebis galeuses, brandissant l'étendard de la révolte, parmi lesquelles il y a Kevin Dillon, jeune frère de Matt, avec une belle petite gueule qui ne mérite pas le Bon Dieu sans confession. Donald Sutherland est le directeur de Saint-Basil : un second rôle. Jay Patterson, professeur en robe de bure, manifeste des instincts sadiques envers les garçons, sans qu'on puisse dire vraiment « qui aime bien châtie bien ». John Heard lui fait contrepoids, en jeune prêtre aux méthodes souples, humaines. Michael Dinner a repris certaines recettes de la « comédie de collégiés », en y ajoutant beaucoup d'observation sociale, et de bonnes scènes d'émotion sentimentale autour de la fille du mini-bar d'en face. Côté adolescentes, Mary Stuart Masterson est la seule à ne pas avoir l'air d'un « boudin ». — J. S.

★ Voir les films nouveaux.

VO : SAINT-GERMAIN STUDIO - ÉLYSÉES-LINCOLN - PARNASSIENS  
CINÉ-BEAUBOURG - 14 JUILLET BASTILLE



## SORTIE NATIONALE LE 12 FÉVRIER

### PACINO REVOLUTION

1776

L'Amérique est encore sous domination anglaise. Et New-York n'est toujours qu'un petit port.

Un père et son fils, une jeune femme rebelle, vont souffrir, aimer, se battre pour leur dignité, leur liberté et celle de leur pays : les futurs États-Unis d'Amérique.

Al Pacino et Nastassja Kinski, incarnent avec passion ces héros anonymes emportés dans le tourbillon de la Guerre d'Indépendance.

Hugh Hudson, réalisateur de « Greyhound » et « Les Chariots de Feu » et Irwin Winkler, producteur de « Rocky », nous présentent une fresque saisissante, une immense épopée : celle de la première révolution des temps modernes.

WARNER BROS. GOLDCREST et VIKING présentent

UNE PRODUCTION DIRIGÉE PAR IRWIN WINKLER

Un Film de HUGH HUDSON

AL PACINO

REVOLUTION

Avec DONALD SUTHERLAND

NASTASSJA KINSKI

Musique de JOHN CORIGLIANO

Producteur Exécutif CHRIS BURT

Écrit par ROBERT DILLON

Produit par IRWIN WINKLER

Réalisé par HUGH HUDSON

(DISTRIBUTION) H. HUDSON & ASSOCIATES

DISTRIBUÉ PAR WARNER BROS. FILMS

UN FILM DE HUGH HUDSON







# Radio-Télévision

Samedi 8 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1



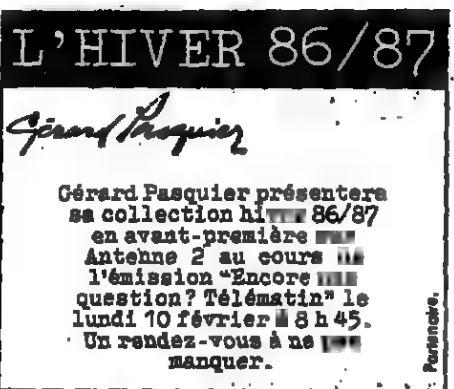
**20 h 40** Téléfilm : la Méthode rose. De Cl. de Givray, scénario et dialogues A. Rion, avec J.-P. Cassel, M.-N. Eschke, G. Caillaud... Un grand couturier, quinquagénaire élégant et insouciant, et une jeune Africaine qu'il prend pour une sauvageonne susceptible d'être modelée à sa guise, mais qui est, en réalité, une polytechnicienne féroce de politique. Jean-Pierre Cassel et Marie-Noëlle Eschke s'en donnent à cœur joie pour faire de cette histoire d'homme et de rose une comédie à l'américaine. Gérard Caillaud est surpris en partenaire « gai »... mais sans chichis... du patron.

**22 h 15** Droit de réponse : Rien ne va plus dans les casinos. Emission de Michel Polac. Les dessous de l'industrie du tapis vert en France. Avec M. R. Le Roux, ancienne propriétaire im. Palais de la Méditerranée; J. Dieroy, journaliste à l'Express; Roger Colombani, journaliste; R.L. Blanchard, auteur d'Agnes Le Roux, enquête sur la disparition d'une jeune femme riche; J.-M. Agnès qui a bénéficié d'un nouveau dans l'affaire Le Roux; J. Costa, journaliste; M. et M. Roches-Strasbourg, anciens propriétaires du casino de Saint-Amand-les-Eaux; J.-D. Frérot, PDG du Ruhl sans attendre en duplex de Genève.

**Journal.**

**0 h 15** Ouvert la nuit. Série : les Incorruptibles (rediff.).

DEUXIÈME CHAÎNE : A2



Gérard Pasquier présentera sa collection hiver 86/87 en avant-première sur l'émission "Encore une question ?" le lundi 10 février à 8 h 45. Un rendez-vous à ne pas manquer.

**20 h 35** Variétés : Champs-Élysées. De Michel Drucker. Avec Renaud, Sylvie Vartan, Dave, Lili, Monty, Lili, etc.

**22 h 15** Sports dimanche soir.

**23 h 15** Journal.

**23 h 30** C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

**20 h 35** Cinéma : le Coup de... Film français d'Alexandre Arcady (1978). Avec R. Hain, M. Villalonga, M. Audier, P. Bré, P. Sica. La difficile adaptation en métropole d'une modeste famille de « pieds-noirs » rapatriés d'Algérie en 1962. Une comédie de mœurs parfois satirique où, sous trop cultiver la nostalgie, le cinéaste (né à Alger en 1947) nous fait comprendre et aimer ses personnages désemparés.

**22 h 15** Sports dimanche soir.

**23 h 15** Journal.

**23 h 30** C'est à lire.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

**20 h 35** L'effort France : quinze jours en Europe. Réalisé par J. Baromet, avec la participation de R. Debray. Après l'effort France en Chine, cette deuxième émission montre l'importance de la présence de la culture française en Europe. Paris reste la « capitale » pour la cinéaste allemande Syberberg, c'est à Paris que vit Xenakis, Giorgio Strehler parle de l'Italie et de la France.

**21 h 25** Aspects du court métrage français. « Blue Lady », d'Agnes Nassery; « Night Feeling », de Marc Allié; « Non, non, n'arrêtez pas le carnaval », de Gil Planier.

**21 h 55** Journal.

**22 h 30** Cinéma de minute : Carnet de bord. Film de Julien Duvivier (1937). Avec J. G. Weil, F. Rosay.

**21 h 55** Série : Alfred Hitchcock présente. « Une femme espionne par son voisin prend pour et achète un revolver... Un suspense - façon Hitchcock - ».

**22 h 30** Magazine : Les enfants du monde. Jacques Higelin au MIDEM 1986 : à 23 h 45, Peter's Pop Show.

**23 h 30** Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

samedi 8 février à 13h sur FR3 Groupe CIC une émission spéciale.



**21 h 55** Journal.

**22 h 20** Feuilleton : Dynastie. La saga continue avec ses intrigues, ses mariages, ses rencontres. Blaise a une réunion avec une délégation chinoise, il fait la connaissance d'une jeune riche...

**23 h 05** Journal.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

**17 h 30**, Paris bleue; **18 h 55**, La panthère rose; **19 h 5**, Atout P.C.; **19 h 15**, 15 minutes; **19 h 35**, Club-P.C.; **19 h 55**, Les recettes de Gil et Julia.

CANAL PLUS

**20 h 30**, Football : Nantes-Bordeaux (en direct); **22 h 35**, Série : Miles Hammer; **23 h 20**, Africa, avec Alice, film de A. Sole; **1 h 10**, El Norte, film de G. Nava; **3 h 25**, Éléments humains, film de M. Baudricourt; **4 h 30**, L'espèce, film de L. Johnson; **6 h 15**, Les branches débranchées.

FRANCE-CULTURE

**20 h 30** Nouveau répertoire dramatique : « Véra », de Gérard Weil et « Deux hommes sur une île », de Jacques-Pierre Amette.

**21 h 10** Démonstrations G.-J. Salvy et J.-N. Vauvart présentent « le Candidat », de Jérôme Brunet.

**22 h 30** Récit : Vienne-Berlin, début de siècle, milieu de siècle - Ensemble Accroche. - Note (Œuvres de Schöenberg, Seiber, Eisler, Dessau, Berg).

**0 h 5** Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

**20 h 04** Concert (donné au Théâtre des Champs-Élysées le 31 janvier) : « La Tétralogie » de Wagner par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, avec G. Hampel, sol. R. Roloff, G. Feldhoff, W. Mueller-Lorenz, P. Schröder, M. Hoelle, E. Becht, G. Clark.

**23 h 00** Les scènes de France-Musique : archives, hommage à Yvonne Lefebvre; à 1 h, Champ d'étoiles, voyages à travers la chanson, avec les chansons de la grand-voile.

L. Jouve, Harry Beau, P. Richard-Wilms, Rahm, P. Blanchard, Fernand (N.). Une femme devenue veuve part à la recherche des danseurs de son premier bal, dont elle a conservé un souvenir idéal. C'est un film à stiches, parfaitement construit sur l'idée générale des vies ratées, de mauvais destin. Le romantisme se heurte au réalisme noir. Une œuvre de grand style de Duvivier. Malheureusement, Marie Bell parait très artificielle au milieu d'acteurs prestigieux.

**0 h 35** Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

**14 h**, Téléfilm : Mésoball (2<sup>e</sup> partie); **15 h 40**, Rugby : Racing-Nice (en direct de Colombes); **18 h**, Shogun contre Naga, film de R. Tai; **19 h 35**, Assassins, grâce à Dieu; **20 h 30**, Apocalypse Now, film de F. Ford Coppola; **23 h 5**, Juge et Jours-la-let, film de J. Huston; **3 h**, Comme la lune, film de J. Serin.

FRANCE-CULTURE

**20 h 30** Atelier de création radiophonique : Le chant des coutumes en Serbie et Croatie.

**22 h 30** Jazz-boum : la parole et le jazz.

**0 h 5** Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

**20 h 04** Concert (donné le 8 février au Théâtre des Champs-Élysées) : « La Walkyrie », de Wagner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Janowski, chef de chant E. Hampel, sol. T. Zylke-Gara, U. Vinzing, J. King, D. McIntyre, W. Meier, W. Hoelle, A. Habereder, J. Chaminon, L. Sabitch.

**23 h 00** Les scènes de France-Musique : Ex libris, l'art de la fugue.

LES SOIRÉES DE LUNDI

**TF1** **20 h 35**, Cinéma : Le Pigeon, film de Mario Monicelli; **22 h 20**, Étoiles et toiles; **23 h 20**, Journal; **23 h 35**, C'est à lire.

**A2** **20 h 35**, Feuilleton : A l'est d'Eden; **22 h 10**, Les jours de notre vie : la contraception au présent; **23 h 5**, Journal; **23 h 30**, Bonsoir les clips.

**FR3** **20 h 35**, Cinéma : Le Chénier de Clochemerle, film de Jean Boyer; **22 h 10**, Journal; **23 h 35**, Urbs; **23 h 10**, Prélude à la nuit.

VU

## Fantastique walla

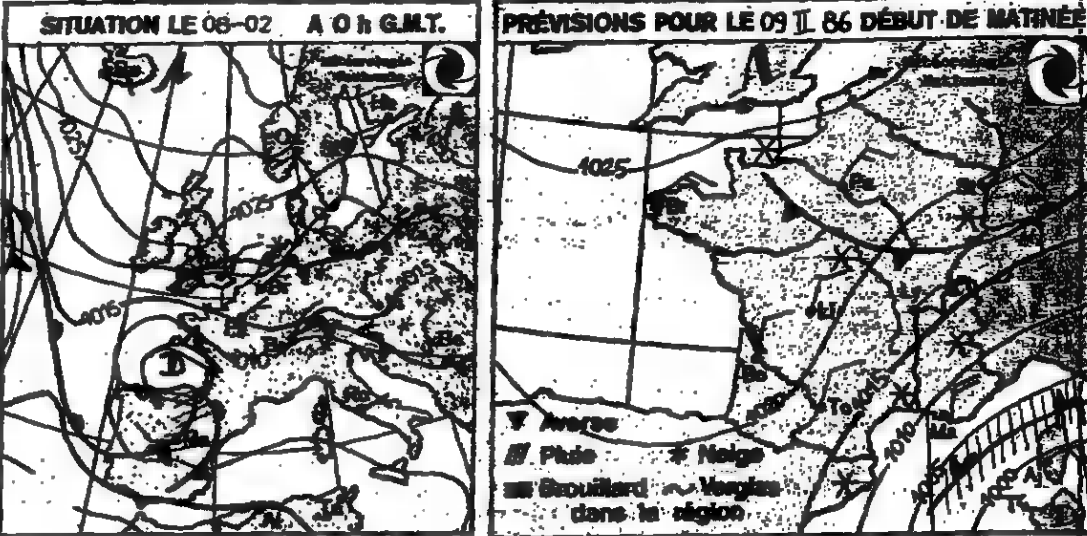
TF1 poursuit son exploration des musiques des cinq continents. Rythmées, sensuelles, elles ont jailli tard dans la nuit du 7 au 8 février, venues cette fois-ci d'Afrique, du Maghreb et des îles océaniques. Plaisir accentué pour les téléspectateurs de la région parisienne : ils ont pu suivre l'émission en stéréo. TSF (Télévision sans frontière) retransmettait en effet, en simultané, sur Radio-7. Une innovation que ses organisateurs ont l'intention de prolonger à l'avenir.

Bien sûr, on a entendu du rap, avec des extraits du concert donné à Alger par le Raïna Raï, écouté avec bonheur Myriam Makdissi, regardé des clips - un peu carte postale - venus du Maroc ou de l'île Maurice. Mais le point d'orgue a sûrement été le moment où l'on a vu apparaître Nzingo Soul interprétant le waila. De cette musique qu'il est allé chercher au cœur des forêts de son Congo natal, il a conservé le rythme original, mais à l'aide d'instruments au tempo très progressif. On n'y résiste pas. On se redemande, Nzingo Soul est arrivé à y a quelques mois à Paris, la tête pleine de projets. Son waila a de bonnes chances d'y faire un tabac. La même, après Côte-d'Ivoire lorsqu'il est arrivé en trombe. Au fait, savez-vous que la Côte-d'Ivoire était devenue l'une des plaques tournantes du show-biz européen ? Les néophytes l'auront découvert dans cette émission. Tant mieux. Les initiés, eux, savent déjà qu'il y a belle lurette que d'Abidjan déferle vers l'Europe la musique des jeunes créateurs africains.

ANITA RENO.

## France/services

### MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 8 février à 0 heure et le dimanche 9 février à minuit.

L'anticyclone centré sur les îles Britanniques dirige sur la France un flux de nord-est très froid et plutôt sec; toutefois, une dépression sur la Sardaigne apportera une aggravation sur l'extrême Sud-Est.

Dimanche matin : Un temps glacial prédominant sur la France, avec des températures minimales, sous abri, souvent inférieures à -10 degrés des Pays de la Loire, au Centre et au Nord-Est; elles atteindront -2 à -5 degrés près des côtes du Nord-Ouest, -4 à -8 degrés de l'Aquitaine aux Alpes, -2 à -3 degrés près de la Méditerranée.

Quelques bancs de brouillard très localisés pourront se former sur l'Aquitaine et le Centre, où le ciel sera le plus souvent clair.

Des passages de nuages bas accompagnés de quelques flocons seront observés sur le Nord-Est et l'Est.

Enfin, le ciel sera bien dégagé à l'ouest du Rhône, tandis que des nuages donneront des précipitations souvent neigeuses en parties montagneuses du sud des Alpes à la Côte d'Azur et à la Corse.

Le vent, faible à modéré, de secteur nord-est dominera soufflera sur l'ensemble du Roussillon à la Provence.

Les températures maximales, restant le plus souvent négatives, excepté près des côtes.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 7 février, le second le minimum dans la nuit du 7 février au 8 février) : Ajaccio, 11 et 1 degré; Biarritz, 10 et 6; Bordeaux, 6 et -1; Br-

## TRIBUNES ET DÉBATS - PARIS EN VISITES

**DIMANCHE 9 FÉVRIER**

« M. Guy Hamier, député communiste des Bouches-du-Rhône, et membre du bureau politique du PCF, répond aux questions des journalistes au cours de l'émission « Forum » sur RMC à 12 h 30.

« M. Simone Veil, ancien ministre, ancienne présidente du Parlement européen, est l'hôte de l'émission « le Grand Jury RTL-le Monde » sur RTL, à 18 h 15.

« M. Raymond Barre, ancien premier ministre, député du Rhône, participe au « Club de la presse » d'Europe 1, à 19 heures.

« M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du RPR, est le « grand témoin » de l'émission « Sept sur sept » sur TF 1, à 19 heures.

**LUNDI 10 FÉVRIER**

« M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, sera à l'honneur de l'émission « Face au public » en direct de la station Radio France du Puy-de-Dôme, à 19 h 15.

**DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO**

**Le Monde**

**ÉCONOMIE**

**PARIS EN VISITES**

**LUNDI 10 FÉVRIER**

« De Moflère à Marcel Proust : souvenirs d'écrivains au Puy-de-Dôme », 14 h 30, métro Gambetta, sortie Place Lachapelle (V. de Langlade).

« Le journal de la boulangerie Pailane », 14 h 30, 8, rue Brénoir (E. Roman).

« Hôtels, églises et ruines du Vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« L'hôtel de Lussac et son décor Second Empire », 15 h 30, 128, rue de Lille.

« Le réservoir de Ménilmontant et ses immenses vasques sœurs », 14 h 30, métro Saint-Fargeau. Lampes de poche (A. Bannas).

« Grandes affaires criminelles de l'histoire de France : l'histoire de Henri IV à Zola », 15 heures, 4, rue des Carmes (I. Haulier).

« L'hôtel de Lussac et son décor Second Empire », 15 h 30, 128, rue de Lille.

« Le Palais de justice en activité », 15 heures, 4, boulevard du Palais.

« Montmartre, quartier d'artistes », 14 h 30, métro Abbesses (Ch. Merle).

« Journée à thème : bonjour Bercy », 16 h 30-18 h 30 (M. Hager).

« Picasso », devant entrée, 3, rue de Thorigny et Vestiges, sculpture et curiosités de la montagne Sainte-Geneviève, 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (M. Ragnaud).

« L'hôtel de Lussac », 15 heures, 17, quai d'Anjou et l'Hôtel royal des Invalides, 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).

« La Conciergerie, de Philippe le Bel à la Terreur », 15 heures, devant entrée (M. Polver).

« Le théâtre de l'Opéra et ses sources », 17 h 30, vestibule (Hauts Bas et découvertes).

« Hôtels du Marais (nord), place des Voies », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Bostan).

### CONFÉRENCES

**LUNDI 10 FÉVRIER**

« 100 ans de la langue française en Europe », 23 heures, 23, quai de Conti, 14 h 45.

« Le drapeau de la langue française en Europe » (J. Nantet).

### LÉGION D'HONNEUR

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**

Sont nommés chevaliers à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Verdun :

MM. Raymond Abbeant, Léon Albert, François Audey, Pierre Berdell, Marcel Bertrand, Elie Bonafé, Hubert Bouffard, Alexandre Carven, Jean Chabrand, Jean Chancel, Paul Chappet, Gaston Dion, Elie Esquerre, Pierre Gilmant, Louis Guénon, Jean Guyonnet, Robert Haye, Georges Hornus, Pierre Jabaud, Benjamin Jolly, René Lamoignon, Lucien Leprieux, Marcel Loriot, Pierre Meillier, Paul Michaux, Georges Nicollet, Gabriel Philip, Stéphane Piquet, Saint-Jean Poirier, Gaston Quémener, Louis Quémener, Jean Rouquet, Pierre Sabatier, Jean Seriez, Henri Thi-

### REPÈRES

#### Démographie : plus de naissances et plus de décès en 1986

Le nombre de naissances continues à croître. En 1985, 800 000 naissances ont été enregistrées, soit 10 000 de plus qu'en 1984. Mais on ne compte pas en 1986 les naissances de 800 000, mais de 820 000, passant de 1,8 à 1,9.

En 1985, le nombre de décès a atteint 550 000, soit 10 000 de plus qu'en 1984. Mais on ne compte pas en 1986 les décès de 550 000, mais de 570 000, passant de 1,8 à 1,9.

#### Emploi : le taux de chômage des Etats-Unis

Le taux de chômage des Etats-Unis a augmenté de 0,5 point, passant de 7,5 à 8,0 pour cent. Le nombre de chômeurs a augmenté de 170 000, passant de 10,5 à 11,7 millions.

#### Normes de réserves des concurrents

La norme de réserves des concurrents a augmenté de 0,5 point, passant de 1,8 à 2,3 pour cent. Le nombre de réserves a augmenté de 170 000, passant de 10,5 à 11,7 millions.

#### LE TRAIT BRITANNIQUE

#### La Midland Bank revient à la banque américaine

La Midland Bank a été rachetée par la banque américaine. Le rachat a été effectué par la banque américaine, qui a acquis la Midland Bank pour 1,5 milliard de livres sterling.

#### DEFICIT BUDGÉTAIRE

#### La loi Gramm-Rudman

La loi Gramm-Rudman a été adoptée par le Congrès américain. Elle vise à réduire le déficit budgétaire fédéral en imposant des coupes budgétaires.



... Le Monde • Dimanche 9-Lundi 10 février 1986 — Page 13



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**S**ECOUÉE par son premier frisson politique depuis l'ouverture de la campagne électorale, la Bourse de Paris a cette semaine, au moment où les forces lui manquent, reconfortée par quelques bonnes nouvelles venues du front des entreprises, soutenue aussi par les investisseurs étrangers, elle s'est rapidement ressaisie. Après avoir initialement baissé, les cours se sont redressés à l'approche du week-end. Tout le terrain perdu a été regagné, même un peu au-delà, et l'indice CAC se retrouvait vendredi à son plus haut niveau de toujours.

Cette semaine n'avait pas très bien commencé. Déséquilibré lundi par la chute de la SCREG (-11 %), également de Matheux Phéar (-13,5 %) et de Roussel-Uclaf (-6,3 %), trois titres dont le poids est assez lourd dans le panier des cinquante valeurs retenues pour calculer l'indice, le marché vacillait (-0,87 %). Simple perpétuelle, pensait-on, dans les traverses. Mais le lendemain, le refus, poli mais catégorique, de M. Raymond Barre de prendre le chemin de Clermont-Ferrand pour assister à une grande messe de l'opposition, provoquant un refroidissement des Vivants (-1,04 %). Superbelement ignoré jusqu'alors, le facteur électionnel allait-il commencer à empoisonner l'atmosphère ? Les habitués du palais Brongniart n'avaient pas le temps de se poser la question. Mercredi, la CSF faisait un véritable « tabac » à la corbeille en montant d'un seul trait de 5,8 % à 895 F. Dans l'après-midi, M. Alain Gomez, président de Thomson, devait présenter les comptes de son groupe et, bien sûr, de sa principale filiale CSF. Le bruit courait dans les couloirs que les résultats seraient bien meilleurs que prévus. Bien va. Après quatre années de déficit, Thomson renouait avec les profits (entre 400 et 500 millions de francs). Quant à CSF, les prévisions étaient largement dépassées : entre 850 et 950 millions de francs de bénéfices net au lieu des 600 à 800 millions escomptés. Mieux : suspension cinq ans, la distribution du dividende (10,50 F net) reprenait. Mais la Bourse ne le sut que quelques heures plus tard. En attendant, le coup de fièvre sur CSF fit oublier au marché son comp de Barre de la veille. Les « poids lourds » de la corbeille (BSN, Carrefour, Peugeot, et les autres) s'élevaient. Même les pétroles, affectés les jours précédents par la chute du brut se mirent à pétiller. ELF en particulier, qui venait de faire une découverte près de Rouilly-sur-Seine (Aube). Jusqu'à la SCREG, qui, non contente de s'être « réveillée » la veille, s'ajustait 4,2 % de gain supplémentaire. Quelques un

## Un coup de Barre, et ça repart

voilà, c'est sûr, et, sous les colonnes, le nom de Dumez circulait de bouche en bouche.

Bref, la tendance, encore assez lourde à l'ouverture, se raffermissait et, en clôture, le marché avait presque retrouvé son équilibre (-0,07 %). Sans Leroy-Somer, secoué (pour un jour) par l'officialisation du trou creusé par la filiale espagnole (le résultat du groupe a de ce fait chuté de 62 %), la journée se serait achevée sur un léger gain. Mais la bonne nouvelle du rétablissement de la Bourse ne parvint que par bribes aux habitués des gazettes du soir. Une nouvelle défaillance de l'ordinateur de la Chambre syndicale des agents de change, unique distributeur de l'information boursière, les priva de cours. eux ne se privèrent pas de téléphoner et de crier au scandale. De ce côté-là, une sérieuse révision de l'information ne faisait pas de mal. Mieux Antoine, incapable de donner en temps réel les cours des changes serait bien inspiré de prendre des fortifiants. Mais revenons à la corbeille. Jeudi, l'« effet CSF » s'exerça à plein, à tel point que la cotation de l'action fut réservée à la hausse une fois atteinte la barre fatidique des 7 %. Une fois coté, le titre enregistra une avance de 10 %. Mais il ne fut pas le seul, ce jour-là, à défrayer la chronique. Dans la foulée, Bouygues, à son tour, voyait retarder sa cotation. Une bonne raison à cela : le groupe avait annoncé 10 % de profits en plus, pour 1985, un avenir prometteur et surtout une action gratuite pour cinq. La Bourse promoua son verdict : +10 %. La SCREG en profita pour s'échapper à nouveau avec, dans sa rose, sa filiale Colas. De proche en proche, les cours se mirent à progresser et en fin de séance les divers indices avaient gagné plus de 1 %.

Trop vite, trop haut. A la veille du week-end ils étaient pris d'un léger malaise. Mais le relais fut assuré par Peugeot. Bien repassé après sa récente consolidation, le Lion de Sochaux, la cruauté en bataille, creva tous ses platons. Et, avec lui, presque toutes les vedettes de la corbeille firent la démonstration de leur talent (L'Oréal, Carrefour, BSN, qui vient de racheter une participation de 20 % dans le capital du groupe allemand Sonnen-Bassermann, pâtes, conserves, confitures), Michelin, Compagnie bancaire, Roussel-Uclaf, Sanofi et bien d'autres encore. En clôture, la hausse dépassait encore 1 % et l'indice CAC signalait son record à 284,9.

**Quo son ascendet** (jusqu'où ne montera-t-il pas ?), murmura un professionnel. A dire vrai, le vigneux manifesté par la Bourse sur la fin de son parcours hebdomadaire a surpris bon nombre de spécialistes. La question vient tout naturellement à l'esprit : les bonnes nouvelles annoncées par les entreprises ont-elles seules contribué à favoriser son rétablissement ?

Assurément non. Première observation : l'encouragement à monter est venu de Wall Street où tous les records ont été battus avec l'indice Dow Jones, pour la première fois, à 1 600.

Mais, deuxième observation, Paris a aussi profité du regain d'intérêt que lui ont manifesté les investisseurs étrangers. Le facteur électoral ? Il n'est, certes pas, négligeable. Mais tout bien pesé, ces investisseurs venus d'ailleurs, affirmait-on, ne redoutent pas, quoi qu'il arrive, de bouleversements fondamentaux et croient à une certaine forme de collaboration. A leur yeux, l'élément conjoncturel n'est donc primordial. Ce n'est le vent ou non, l'économie française redémarrant et tout naturellement, l'attention se concentre sur les secteurs les mieux placés pour profiter d'une croissance améliorée. Ne dit-on pas que pour janvier l'inflation serait du même ordre de grandeur, voire inférieure à celle de décembre (+0,1 %) ?

Troisième remarque : les liquidités sont toujours très abondantes. L'on n'en veut pour preuve que le formidable intérêt pour le placement des certificats d'investissement CIG. La demande a porté sur 35 milliards de francs.

Bref, baignant dans un environnement jugé favorable, la Bourse de Paris, d'une façon générale, a la cote. Est-ce à dire qu'une nouvelle étape de hausse sera franchie d'ici au 16 mars ? Les spécialistes se gardent de tout optimisme et tablent sur quelques très bonnes séances encore, mais s'attendent aussi aux fausses notes que pourraient introduire le souci de certains investisseurs d'empêcher leurs gains avant cette importante échéance politique.

« La Bourse n'est pas forcément condamnée », monter l'admettent, dit un vieil habitué, mais elle s'y résignerait dans la sélectivité. » Notons que cette semaine, le troisième anniversaire de la naissance du second marché a été célébré. Avec plus de cent trente valeurs cotées, sa capitalisation boursière dépassait 51 milliards de francs au 31 décembre dernier. Le fond des 25 milliards créés par les nationalisations est bien comblé.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 3 au 7 février

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Historique et esquisse

Wall Street a vécu une semaine bien riche et euphorique. Par trois fois, le marché avait franchi en étapes le seuil des 1 600 à l'indice Dow Jones. Mais il dut procéder à un quatuorzième essai pour faire enregistrer sa performance. A la veille du week-end, sur la lancée des jours précédents, ce cap était très largement dépassé et l'indice des valeurs s'inscrivait à 1 613,41 (+42,43 points par rapport au niveau atteint le 31 janvier).

L'impulsion est venue du front économique avec les dernières statistiques pour décembre (augmentation de 2,7 % des commandes passées à l'industrie) hausse de 2,8 % des dépenses de construction). Mais c'est surtout la forte progression des résultats de General Motors pour le quatrième trimestre (+36,8 %), beaucoup plus importante que ne le laissent espérer toutes les prévisions, qui a dopé le marché. La chute des prix du pétrole a été d'ailleurs interprétée. Beaucoup ont craint qu'elle ne mette en difficulté les pays producteurs les plus endettés auprès des banques américaines. Mais la Bourse y a surtout vu la source d'importants bénéfices pour les entreprises. Seule fausse note : la loi Gramm-Rudman a été déclarée inconstitutionnelle par les juges fédéraux. Mais la mauvaise impression causée a été masquée par l'annonce d'une réduction du chômage interprétée comme un autre élément de la reprise de l'expansion.

	Cours 31 janv.	Cours 7 fév.
Alcoa	42	44 1/2
ATI	21 1/4	21 1/8
Boeing	48 1/4	48
Chase Manhattan Bank	72	72 1/2
Du Pont de Nemours	66 1/2	66 1/2
Eastman Kodak	48	48 5/8
Exxon	31 7/8	32 1/8
Ford	62 3/4	62 1/4
General Electric	70 7/8	71 1/4
General Motors	73 3/4	74 7/8
Goodyear	32 3/4	33 1/8
IBM	151 1/2	152 1/8
ITT	62 3/4	63 1/4
Mobil Oil	28 3/4	28 3/8
Pfizer	48 3/8	48
Schlumberger	32 3/8	31 3/4
Tesoro	28 3/4	28 1/4
UAL Inc.	33 3/4	33 1/4
Union Carbide	32 3/8	32
US Steel	22 1/4	22 3/4
Westinghouse	44 7/8	45 3/4
Xerox Corp.	44 1/2	45 5/8

### LONDRES

Au plus haut

Favorablement impressionnés par de très bons indicateurs économiques et monétaires (accroissement des réserves), le redressement de la livre, l'espérance d'une réduction d'impôts, le marché a battu tous ses records, atteignant ses plus hauts niveaux de tous les temps.

Indice « FT » 7 février : 1 187,7 (contre 1 161) ; indice « FT » 322 (contre 341,3) ; indice « FT » 149 (contre 134,4).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fév.
Beecham	366	366
Bovril	308	308
Brit. Petroleum	578	578
Charter	224	224
Courtauld	214	227
De Beers (*)	592	587
Free State Ged. (*)	24 1/8	25 5/8
Glaxo	863	868
Gr. Ind. Shure	928	928
Imp. Chemical	816	819
Shell	671	670
Unilever	14	13 7/8
Warren	321	328
War Loan	34 5/8	35 5/4

### FRANCFORT

Raffermissement

Après deux semaines de baisse, le marché, dopé par la chute des prix du pétrole, l'axe d'économies énergétiques, qu'il est, malade et a progressé de 4 %. Les valeurs chimiques ont été les plus rocheuses.

Indice de la Commerzbank du 7 février : 2 031,10 (contre 1 950,40).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fév.
AEG	295,50	293
Bayer	265,40	283
BASF	283	284
Commerzbank	316,50	299,50
Deutschebank	770	791,50
Frankf. Comm.	274,50	284,50
Karstadt	329	346,50
Mannesmann	275	280
Siemens	798	800
Volkswagen	583,50	543

### TOKYO

Progrès

Malgré une lassitude évidente, le marché a continué à monter lentement, chaque jour, par poussée par une nouvelle avance. Vendredi, le septième, la hausse consecutive était enregistrée et le sommet en vue.

Indice du 7 février : Nikkei Dow Jones, 13 212,13 (contre 13 024,30) ; indice général, 1 055,50 (contre 1 041,62).

	Cours 31 janv.	Cours 7 fév.
Akai	421	486
Bridgestone	521	525
Cannon	1 100	1 070
Fuji Bank	1 510	1 540
Honda Motor	1 150	1 170
Matsushita Electric	1 330	1 360
Mitsubishi Heavy	365	365
Sony Corp.	3 960	3 970
Toyota Motor	1 250	1 250

### Filatures, textiles, magasins

	7-2-86	Diff.
André Rouiller	210	-20
Angèle Willet	613	-23
BHV	485	+20
CAAO	1 493	+16
Dumas-Servignat	1 740	-46
Dary	2 885,10	+23,10
DMC	2 885,10	+23,10
Galerie Lafayette	760	+20
La Redoute	319	+69
Novelties Galeries	1 945	-1
Primaparc	426,20	+2,60
SCOA	139,80	-7,20

### Pétroles

	7-2-86	Diff.
Elf-Aquitaine	233	-4
Elf	437	-19
Exxon	378,50	-4
Francepar	936	+19
Industrie	936	+19
Pétrole B.P.	98,90	+3,60
Primaparc	481	+8
Royal Dutch	91	+3,20
Shell	443	+2,60
Supertop	821	-5
Total	328,30	+8,90

### Métallurgie

#### construction mécanique

	7-2-86	Diff.
Alpi	212	inch.
Avions Dassault-B.	1 150	-60
Châlon-Châtillon	65,90	-1,60
De Dietrich	890	-20
FACOM	1 550	-90
Fives-Lille	398	+4
Fonderie (Général)	120	+6
Martin Wesel	372	-14
Penhoit	1 112	-8
Peugeot SA	725	+43
Pontat	101	+1,80
Sagem	2 299	-21
Valéo	1 245	+2,60
Vallourec	198	+2,90

### Alimentation

	7-2-86	Diff.
Béghin-Say	390	+5
Boulogne	1 535	-15
BSN-G. Danone	3 090	+220
Carrefour	3 190	+190
Casino	1 165	+15
Châlon	2 940	-34
Baronmeyer	1 499	+169
Guyonne et Gasc.	549	+14
Leclerc (I)	820	-27
Marill	1 481	-24
Motiv-Hauspary	2 217	-19
Nestlé	33 450	+11550
Occidentale (Gie)	760	-18
Olda-City	289	+6,70
Paro-Riscard	1 150	+15
Proximité	1 180	-80
St-Louis-Bouchon	315	+3
C.S. Saupiquet	465	-20
Sources Pariet	481	-19
Veuve Clicquet	3 790	-49

### Matériel électrique

#### services publics

	7-2-86	Diff.
Alstom-Atlantique	395	-24
CIT-Alstom	1 485	-27
Couzeau	2 49 50	-7,5
Général des Eaux	1 004	inch.
IBM	1 176	+41
Industrie	1 595	-55
ITT	297	+9
Legrand	2 800	-9
Lyonnaise des Eaux	1 017	-50
Matra	1 560	+10
Martin-Gérard	2 710	-10
Motors Leroy-Somer	623	-3
Moulinex	67,10	+1,20
Philips	179,10	+7,10
PM Labinal	653	-8
Radioelectric	469	+14
SEB	463	+38
Siemens	25,43	+15
Schulberger	237,30	+2,60
Signaux	433	+1
Sté. Electrique	2 677	-29
Thomson-CSF	973	+140

## Bloc-notes

3 février. — A l'occasion de l'offre publique, le droit de souscription de la Compagnie financière de Suez, cette opération n'a pu avoir lieu en raison de l'absence des demandes (300 millions de francs) et de la détermination de la Bourse de Paris, qui a refusé de faire passer les titres offerts au prix de 75 F. L'OPV a donc été reportée au 7 février. Ce jour-là, le marché s'élevait à 284,9. 128,8 millions de lots et seulement 10 % de ces derniers ont pu être servis aux acheteurs au prix de 75 F. L'offre étant déclinée, la Bourse a été fermée.

4 février. — A l'occasion de l'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

5 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

6 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

7 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

8 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

9 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

10 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

11 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

12 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

13 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

14 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

15 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

16 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

17 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

18 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

19 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

20 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

21 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

22 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

23 février. — L'introduction de la Compagnie financière de Suez, la société a été introduite à la Bourse de Paris. Elle a été cotée à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F. Les titres offerts au prix de 75 F ont été souscrits à 128,8 millions de francs, ce qui correspond à une prime de 10 % sur le prix de 117 F.

24 février. — L'introduction



# Crédits-Changes-Grands marchés

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Historique euphorique

Wall Street a vécu une semaine historique et euphorique. Par trois fois, le marché a franchi des barrières. Le 1600 de l'indice Dow Jones, puis le 1700, puis le 1800. Les investisseurs ont fait enregistrer sa performance à la hausse de 2,8 % par rapport à la semaine précédente, ce qui est une performance remarquable pour un marché qui avait subi une baisse de 1,1 % la semaine précédente.

L'impulsion est venue de la fin de la semaine avec les dernières statistiques pour décembre (augmentation de 2,3 % de la production industrielle, de 2,3 % de la construction). Mais c'est surtout la progression des cours de la semaine qui a entraîné la hausse. Les investisseurs ont été attirés par la perspective d'une hausse des cours de la semaine prochaine, ce qui a entraîné une hausse de 2,8 % par rapport à la semaine précédente.

Alcoa	42	44,12
AT&T	48	49,12
Boeing	48	49,12
Chase Manhattan	73	74,12
Eastman Kodak	65	66,12
Exxon	41	42,12
Ford	32	33,12
General Motors	73	74,12
IBM	121	122,12
ITT	32	33,12
JPM	48	49,12
Pfizer	33	34,12
Schlumberger	33	34,12
Union Carbide	33	34,12
US Steel	33	34,12
Westinghouse	33	34,12
Woolworth	33	34,12

### LONDRES

Au plus haut

Favorablement impressionné par les données économiques, le marché a franchi des barrières. Le 1800 de l'indice Dow Jones, puis le 1900, puis le 2000. Les investisseurs ont fait enregistrer sa performance à la hausse de 2,8 % par rapport à la semaine précédente, ce qui est une performance remarquable pour un marché qui avait subi une baisse de 1,1 % la semaine précédente.

Bombardier	100	101,12
Boeing	48	49,12
BP Petroleum	24	25,12
Chrysler	21	22,12
Comcast	21	22,12
De Beers	21	22,12
First State	21	22,12
Glaxo	21	22,12
Gr. Ind. Steel	21	22,12
Imp. Chemical	21	22,12
Imperial Oil	21	22,12
Johnson & Johnson	21	22,12
Lawrence	21	22,12
Martins	21	22,12
Woolworth	21	22,12

### FRANCFORT

Raffermissement

Après deux semaines de hausse, le marché a franchi des barrières. Le 1800 de l'indice Dow Jones, puis le 1900, puis le 2000. Les investisseurs ont fait enregistrer sa performance à la hausse de 2,8 % par rapport à la semaine précédente, ce qui est une performance remarquable pour un marché qui avait subi une baisse de 1,1 % la semaine précédente.

AEG	240,50	241,50
BAWAG	240,50	241,50
Bayern	240,50	241,50
Commerzbank	240,50	241,50
Deutsche Bank	240,50	241,50
Hypo Alk. Bank	240,50	241,50
Kreditanst. f. Handel u. Gew.	240,50	241,50
Münchener K. u. W.	240,50	241,50
Sal. Oppenheim	240,50	241,50
Volksbank	240,50	241,50

### TOKYO

Progrès

Malgré une semaine de hausse, le marché a franchi des barrières. Le 1800 de l'indice Dow Jones, puis le 1900, puis le 2000. Les investisseurs ont fait enregistrer sa performance à la hausse de 2,8 % par rapport à la semaine précédente, ce qui est une performance remarquable pour un marché qui avait subi une baisse de 1,1 % la semaine précédente.

Alat	421	422,12
Boeing	48	49,12
Casaca	1100	1101,12
Fuji Bank	1100	1101,12
Honda Motor	1100	1101,12
Mitsubishi Electric	1100	1101,12
Mitsubishi Heavy	1100	1101,12
Sany Corp.	1100	1101,12
Toshiba	1100	1101,12

## L'euro-marché

### Un nouvel instrument financier nommé SNCF

Une avalanche d'emprunteurs français et européens d'innovations, dont les deux principales pour les débiteurs de l'Hexagone, sont cette semaine arrivées sur un marché international des capitaux par ailleurs en pleine effervescence des taux d'intérêt. Ce doute a pour effet de faire beaucoup d'inventaires dans les banques libellées en dollars et en francs, d'Australie et du Canada. Si la décente espérée des taux d'intérêt ne se concrétise pas, les eurobanques impliquées dans ces opérations risquent de subir des pertes importantes.

Les fameuses initiales qui à ce jour laissent l'apanage d'un seul chemin, le SNCF, ont été déclinées en une multitude d'instruments financiers. La Société Nationale des Chemins de fer français (SNCF) est une société publique à capital 100 % français, qui a été créée en 1977. Elle a été créée en 1977, sous la forme d'une société publique à capital 100 % français, qui a été créée en 1977.

Les 600 millions de dollars de la SNCF, 10 % ont été 60 millions, sous forme d'euro-obligations à maturité de dix ans. Ces obligations ont été émises par la République française, elles porteront un intérêt nominal qui sera l'indice d'un euro-marché de 0,25 % au taux du Libor à six mois. En outre, les investisseurs qui auront souscrit ces obligations auront le droit de participer à la répartition des dividendes de la SNCF.

garantir l'achat des obligations

L'avantage de la formule SNCF est qu'elle permet à l'emprunteur d'obtenir des fonds au coût le plus avantageux. C'est ainsi que la SNCF a pu, en fin de compte, emprunter 600 millions de dollars à un coût inférieur à 700 millions de dollars drainés, en décembre dernier, par Gaz de France, qui, à l'époque, avait réussi à obtenir les conditions les plus basses jamais concédées à un emprunteur étranger au travers d'une MOF (Multi-Currency Option Facility) à dix ans et trois mois. De plus, en ouvrant sa porte à la participation des investisseurs étrangers, la SNCF a pu bénéficier d'une plus grande liquidité du pool de financement à court terme.

La SNCF a pu bénéficier d'une plus grande liquidité du pool de financement à court terme. Elle a pu bénéficier d'une plus grande liquidité du pool de financement à court terme. Elle a pu bénéficier d'une plus grande liquidité du pool de financement à court terme. Elle a pu bénéficier d'une plus grande liquidité du pool de financement à court terme.

actuelles, au taux de seul Libor (taux offert), voire du seul Libid (taux demandé). Les marges additionnelles au Libor à six et à trois mois sont donc alléchantes, tout particulièrement de la part d'un débiteur aussi solvable que l'Etat français, qui garantit l'ensemble de la transaction.

Le seul point peut-être majeur, inconvénient du nouvel instrument nommé SNCF est que la garantie du consortium bancaire a pour effet de le ranger immédiatement parmi les engagements hors bilan des banques américaines et, vraisemblablement, sous peu, des banques britanniques. Pour cette raison, aucune d'elles n'a pu être partie prenante dans le syndicat bancaire garantissant le rachat des obligations.

La mise sur pied du nouvel instrument nommé SNCF pour la SNCF est le résultat d'une collaboration de plusieurs semaines entre le Crédit lyonnais, le teneur de plume, et Shearson Lehman Brothers, le conseiller. Le syndicat bancaire de garantie créé, qui a la houlette du Crédit lyonnais, comprend une dizaine de grandes banques internationales.

### Belle première pour Thomson

La deuxième grande innovation de la semaine émane de Paribas. Celle-ci dirige, depuis mercredi, une euro-émission de 50 millions de dollars pour Thomson-CSF International, dont le principal sera à destination des investisseurs étrangers, mais pas des investisseurs français. D'une durée de dix ans, elle sera assortie d'un coupon qui sera de 11 % et avec une prime de conversion fixée à 24,7 %.

schéma, le groupe français peut de suite en intégrer le produit dans son capital. Cela n'est évidemment pas possible dans le cas d'un emprunt convertible classique.

La Société générale, dans le cadre d'une euro-émission pour son propre compte de 300 millions de dollars sur sept ans, a pour la seconde fois eu recours à la technique des « warrants de rapport ». L'opération se compose d'une part de 270 millions de dollars d'euro-obligations à taux variable et, d'autre part, de 30 millions de dollars de warrants.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Le yen monte, monte...

Le yen a été le grand triomphateur de la semaine, au grand dam des exportateurs japonais et à la satisfaction du gouvernement américain. Une satisfaction mitigée, toutefois, car le yen a monté de 15 %, ce qui est une hausse record pour une monnaie.

Paradoxalement, cette opinion était confirmée par plusieurs experts japonais, s'exprimant en privé, à propos de la hausse du yen, quelque inquiète pour l'économie de leur pays, car elle a entraîné une baisse des exportations.

De son côté, M. Richard Tashiro, directeur du Japon nippon, a déclaré devant le Parlement que la

parité actuelle dollar-yen reflétait bien l'état du marché, jugeant que M. Sumita, un des intervenants japonais pour soutenir le dollar, ne s'imposait pas d'être l'immediat. Il s'est refusé à indiquer à quel niveau il pourrait se produire.

Vis-à-vis des monnaies européennes, le dollar a évolué en dents de scie, dans une fourchette de 2,38 DM à 2,42 DM et de 7,30 F à 7,40 F, restant au-dessus des niveaux de l'année précédente.

En sens contraire, les progressions des monnaies européennes ont été enregistrées aux Etats-Unis dans les dépenses de consommation, les commandes aux entreprises industrielles, de même que la hausse du chômage, les données du dollar. La poursuite de la croissance américaine permettrait à la Réserve fédérale de ne pas diminuer son taux d'escompte, ce qui soutiendrait le dollar.

Cette dernière, enfin, s'est raffermie à la veille du week-end, l'indice du yen a monté de 15 %.

déclaraux, d'un recours contre la constitutionnalité de la loi Gramm-Rudman, qui oblige le Congrès et Maison Blanche à réduire le déficit budgétaire.

Le recours, qui a été accepté par les trois juges vendredi 7 février, en première instance, et qui va être jugé en appel, est une victoire pour le Cour suprême, joue en faveur du dollar, mais il ne suffit pas à réduire le déficit budgétaire.

La livre sterling, après avoir plongé à 1,37 dollar en même temps que le prix du baril de pétrole, s'est redressée à 1,38 dollar.

FRANÇOIS RENARD.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 3 AU 7 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libor	SEA	Prime	Prime	D. mois	Prime	Prime	Libor
London	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
New-York	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Paris	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Zurich	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Frankfurt	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Bremer	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Australien	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Indonésien	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Malaisien	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Philippin	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Singapour	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Taiwan	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Thaïlandais	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12
Vietnamien	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12	11,12

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 7 février, 3,8599 F contre 3,7947 F le vendredi 31 janvier.

## Les matières premières

### Baisse du cacao, reprise du café

La baisse persistante des prix du cacao, les fluctuations de la livre sterling et du dollar ont encore accentué leur influence sur les différents marchés. La reprise du cacao a été la plus marquée.

Le recul des cours de l'or s'est répercuté sur ceux de l'argent et du platine, favorisant la semaine précédente.

CAOUTCHOUC. - Variations de cours peu importantes sur le naturel. Les stocks de caoutchouc aux Etats-Unis ont augmenté.

DENRÉES. - Le marché du café a été marqué par la baisse des prix du cacao, les fluctuations de grande amplitude, après une semaine d'attente, les cours se sont redressés.

Les négociants qui s'est rendu dans les plantations de café du Brésil affectées par une sécheresse de quatre mois, la récolte s'attendait à 13,5 millions de sacs. L'institut brésilien du café a révisé sa prévision à 16,7 millions de sacs.

Baisse des cours du cacao. La quantité de fèves déjà collectées par les bureaux de commercialisation au Brésil qu'au Ghana serait sensiblement supérieure à celle de l'année dernière à pareille époque.

Reprise des cours du sucre. Les champs de canne à sucre ont été affectés en Australie par un ouragan. Des retards dans les expéditions du Brésil au Cuba ont été reconforté le marché.

LES COURS DU 6 FÉVRIER 1986

(Les cours sont en dollars par tonne, sauf indication contraire.)

MÉTALUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (100 %), 1033 (1042,50) ; zinc, 258,50 (263,50) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 1792 (1802) ; palladium, 1792 (1802) ; rhodium, 1792 (1802) ; ruthénium, 1792 (1802) ; sélénium, 1792 (1802) ; tellure, 1792 (1802) ; vanadium, 1792 (1802) ; tungstène, 1792 (1802) ; manganèse, 1792 (1802) ; cobalt, 1792 (1802) ; chrome, 1792 (1802) ; fer, 1792 (1802) ; acier, 1792 (1802) ; cuivre, 1792 (1802) ; zinc, 1792 (1802) ; nickel, 1792 (1802) ; aluminium, 1792 (1802) ; plomb, 1792 (1802) ; étain, 1792 (1802) ; or, 1792 (1802) ; platine, 179



# Le Monde

L'ENTRETIEN ACCORDÉ PAR M. GORBATCHEV A « L'HUMANITÉ »

## « Quelques signes de détente » Sakharov ne pourra pas quitter l'URSS

Nous publions quelques extraits de l'entretien accordé par M. Gorbatchev à M. Roland Leroy, et publiés samedi 8 février sur quatre pages dans l'Humanité.

« La détente. — Constate-t-on depuis la rencontre de Genève au sommet des signes de rétablissement de la détente dans les relations internationales ? Là, je crois qu'il faut être prudent dans les analyses. Oui, certains signes commencent à apparaître. Et il ne s'agit pas seulement de pas tant de certains changements dans le domaine des relations soviéto-américaines : ils sont trop limités, trop périphériques, ils ne touchent pas les questions de fond. En revanche, on sent déjà un certain changement de l'atmosphère politique. Ce qui a éveillé chez les peuples de nombreux pays l'espoir et la conviction d'un possible retour à la détente, de la cessation de la course aux armements insensée, du développement d'une coopération internationale normale. C'est déjà là quelque chose de réel et de politiquement important. »

« Les relations franco-soviétiques. — Dans leurs relations avec nous, les représentants des milieux différents de votre pays, notamment le président, notent le caractère traditionnellement amical de nos relations, leurs racines qui plongent dans l'histoire. Ce faisant, ils soulignent leur désir de maintenir ces relations, de les remplir d'un contenu nouveau. Telle est aussi la position (...). Mais ce que nous avons mal à comprendre, pourquoi une campagne inamicale à l'égard de l'URSS a pris en France une telle ampleur. »

« Ou bien, prenez par exemple un fait tel que la récente et nouvelle expulsion de la France de plusieurs membres de l'ambassade soviétique, nous prétendez d'activités non autorisées. Le spectre d'un espion soviétique »

« hante de nouveau la France. Il s'agit là, certes, d'une mesure tout à fait injustifiée, prise sous un prétexte artificiel. Il suffit de dire par exemple que, parmi ceux qui sont accusés de « contacts non autorisés », se trouve un collaborateur technique qui travaillait exclusivement à l'intérieur de l'ambassade, n'avait aucun contact extérieur et ne connaissait aucune langue étrangère. Tout cela ne peut manquer de nous étonner. Quel calcul politique se cache-t-il derrière tout cela ? Quels en sont les mobiles, d'ordre politique intérieur ou d'autres encore ? (...) »

« Nous ne resterons pas sans réagir à des actions inamicales à l'égard de notre pays (...). Également, nous avons adopté des contre-mesures adéquates. »

« La fin de la guerre en Afghanistan. — Nous le voudrions beaucoup et nous nous y employons à la mesure de nos moyens. Nous savons que le gouvernement afghan défend cette même position. Il est prêt à aller loin dans la voie du règlement des problèmes complexes de l'évolution intérieure du pays ; il invite différentes forces politiques, de la capitale comme des provinces, y compris les représentants tribus, du clergé, de l'intelligentsia et des milieux d'affaires, à participer au rétablissement du pays. »

« Néanmoins, tout ne dépend pas de la volonté du gouvernement afghan. Il y a dans ce conflit, justement, une cause d'ingérence extérieure, des forces étrangères qui ont intérêt à le voir se poursuivre et s'étendre : il s'agit du Pakistan et des États-Unis. L'Europe de l'Ouest peut aussi avoir une influence sur le cours des événements. Je pense que, si on y évalue lucidement la situation en Afghanistan et autour de lui, tout est pesant bien, évidemment, ses pro-

pres intérêts, ceux de la paix universelle, on trouverait les moyens de faciliter le règlement de ce problème. »

« Les juifs en URSS. — Cette question s'inscrit dans une campagne antisoviétique effrénée, une véritable guerre psychologique menée par l'Union sioniste. Chez nous, la propagande de l'antisémitisme et d'autres formes de discrimination raciale est interdite par la loi et considérée comme un crime. En Union soviétique, il serait inconcevable de voir ce qui se passe assez souvent aux États-Unis, en France et dans d'autres pays occidentaux : la profanation des tombes juives, l'activité des organisations néo-nazies professant la haine des juifs dans la presse et à la radio (...) »

« Sakharov. — Il m'est déjà arrivé de répondre à cette question. Je serai donc bref. Comme on le sait, il a commis des actions illégales. La presse l'a signalé plus d'une fois. Des mesures conformes à notre législation ont été prises à son égard. À l'heure actuelle, sa situation est la suivante : Sakharov vit à Gorki, dans des conditions normales. Il poursuit son activité scientifique, il est toujours membre titulaire de l'Académie des sciences de l'URSS. »

Sa santé, autant que je sache, est normale. »

« Son épouse est récemment partie à l'étranger pour suivre un traitement. Quant à Sakharov lui-même, il est toujours considéré comme un détenu de secrets d'État d'une importance particulière et ne peut pas, pour cette raison, sortir d'URSS. »

« Les prisonniers politiques. — Il n'y en a pas chez nous. De même, nous ne persécutons pas les citoyens pour leurs convictions. Nous ne traduisons personne en justice pour délit d'opinion. »

« Autre chose est que chaque État doit se défendre contre ceux qui lui portent atteinte, qui appellent à le mettre en cause ou à le détruire ou qui espionnent pour le compte de services étrangers. Ce genre d'activités est qualifié par notre législation de crime d'État. Actuellement, comme on me l'a fait savoir, un peu plus de deux cents citoyens purgent une peine pour avoir commis de telles infractions. »

« Dans sa présentation de l'entretien, l'Humanité interprète curieusement ces propos en écrivant : « Mikhaïl Gorbatchev, pour la première fois, que deux cents « prisonniers politiques » sont actuellement incarcérés en URSS. »

## Une petite pique contre le gouvernement français

Il n'y a ni surprise ni révélation dans le long interview de M. Gorbatchev. Mais c'est l'occasion, pour le secrétaire général du PC soviétique, de confirmer un refus : celui de laisser émigrer Andreï Sakharov ; de redouter qu'il n'y ait pas de prise de position dans son pays. Les autorités françaises, a-t-il dit, ont proposé à la récente conférence de quatre Soviétiques, où M. Gorbatchev avait décliné les « mobiles de politique intérieure » et aussi de constater l'apparition de « quelques signes d'un rétablissement de la détente », depuis sa venue en France, le président Reagan à Genève.

Le numéro un soviétique rétorque par la même occasion les propositions de l'URSS sur le « développement », en expliquant qu'elle ne peut pas accepter des « dérogations » à la loi de la Grande-Bretagne, dont attend cependant qu'elle en fasse la réduction à zéro. Les armements américains et soviétiques, selon lui, s'accroissent leur potentiel nucléaire. Pour le reste, M. Gorbatchev présente une vision parfaitement harmonieuse de la société soviétique, où, si des progrès restent à faire, c'est en raison des défaillances de certains hommes et où la « démocratie socialiste » continue à se développer. Interrogé sur les « traces de stalinisme » qui pourraient subsister en URSS, il a cette réponse radicale : « Le stalinisme est une notion inventée par les ennemis du communisme et largement exploitée pour noircir l'image de l'Union soviétique et du socialisme dans son ensemble. »

L'essentiel du texte publié par l'Humanité représente des réponses écrites à des questions posées à l'avance, précédées d'un bref extrait d'un entretien de vive voix, dans un esprit de camaraderie et de cordialité, entre M. Gorbatchev et M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité et membre du bureau politique du PCF. La manière dont les questions sont posées n'est pas de nature à embarrasser M. Gorbatchev, pris, par exemple, d'informer les Français « qui subissent les effets d'attaques incessantes contre l'URSS ». De même, la question portant sur « la fin de la guerre en Afghanistan » et donc le retrait des troupes soviétiques est formulée dans des termes conformes à la logique soviétique.

À la fin de l'entretien, M. Gorbatchev indique qu'il est « reconnaissant aux communistes français et à l'Humanité de leur soutien à l'antistalinisme, de leur rapport à la vérité sur l'Union soviétique, la vérité sur le socialisme. »

J. K.

## La commission d'enquête sénatoriale dénonce le « gâchis » de la cinquième chaîne

La commission d'enquête sénatoriale sur la cinquième chaîne n'est pas tendre avec le gouvernement. Il suffit de lire la conclusion du rapport rendu public le 7 février pour avoir une idée de la véhémence polémique qui parcourt les quatre-vingt autres pages : « La France a gâché une chance de rester l'une des puissances culturelles de premier rang : les pouvoirs publics ont gâché l'occasion d'instaurer des règles claires et inamovibles acceptées pour l'attribution de concessions dans le domaine audiovisuel ; le gouvernement a gâché l'espoir de voir la France se doter d'un paysage audiovisuel évolutif, moderne et de qualité. De rendement en rendement, de concession en concession, de concession en concession, la cinquième chaîne s'est transformée en un véritable chaos. Il est temps d'arrêter une autre ambition pour la France. »

Le ton est nettement préfectoral, ce qui n'est pas à vrai dire une surprise. Sans surprise non plus, la réponse lapidaire des sénateurs socialistes : « En l'absence d'arguments sérieux, la droite en campagne s'efforce de dénigrer la cinquième chaîne. Voilà la raison profonde de toute cette agitation. » Au-delà de la polémique politique, le rapport des sénateurs vaut pourtant le détour. Les « enquêteurs » ont tenté de reconstituer jour par jour la chronologie des négociations secrètes entre le pouvoir, Télédiffusion de France et les promoteurs de la « 5 », depuis le 6 février 1985, date à laquelle M. Jean Riboud fait appel pour la première fois au service de M. Bernard Miéret, jusqu'à la signature de la concession le 19 novembre, dans la nuit, au siège du groupe Chargeurs SA. Histoire d'une « conspiration », dont il faut saluer au passage l'admirable discrétion.

Les sénateurs s'emploient aussi à détailler la longue suite de rapports, de missions, de négociations internationales, de traités, qui ont précédé

la décision et qui ont été ravalés au rang de « chiffons de papier » par un radical renversement des données du problème. L'analyse du contrat de concessions et de ses conséquences sur l'économie de l'audiovisuel, plus classique, reprend l'ensemble des critiques formulées en leur temps par l'opposition, les professionnels du cinéma, et les sociétés d'auteurs.

Mais, à l'exception de leurs nombreuses auditions, les sénateurs ont levé quelques nouveaux livres qui viennent enrichir le dossier de l'affaire. Ainsi l'analyse des statuts de la société France 5 montre que tout en ne possédant que 40 % du capital de la chaîne, M. Silvio Berlusconi a, au conseil d'administration, un nombre de voix égal à celui de ses partenaires français. On mesure mieux ainsi l'importance de son titre de vice-président-directeur général. Passé au peigne fin par un expert, le contrat avec Télédiffusion de France montre que 10 millions de téléspectateurs risquent de devoir changer leurs antennes pour capter la « 5 » sans oublier les 153 000 qui devront modifier leurs installations pour continuer à regarder les chaînes publiques.

La commission d'enquête se montre très préoccupée par le sort de la presse écrite et des radios périphériques devant la modification brutale du marché publicitaire. Sans nier l'existence d'importantes réserves, les sénateurs estiment que la croissance des recettes publicitaires se fera essentiellement au profit de la télévision privée. Le « miracle italien », souvent évoqué, se réduirait, selon eux, à une augmentation de la publicité locale et à une hausse des tarifs expérientiels à l'infatigable, alors que la presse nationale italienne aurait vu ses surfaces publicitaires diminuer de 14 % ces quatre dernières années.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

### M. CHIRAC : Méfions-nous de M. Mitterrand

Pendant que M. François Mitterrand s'exprimait à Lille, M. Jacques Chirac présidait à Melun un meeting réunissant quelque trois mille de ses supporters de Seine-et-Marne. Tout au long de son discours, le président du RPR a clairement montré que, dorénavant, il s'agit d'un direct et du président de la République. « Le socialiste n'ayant trouvé personne en son sein capable de conduire la campagne, a expliqué le maire de Paris, il a fallu que le président de la République, dans son rôle, se serve de son pouvoir pour élire de premier secrétaire du Parti socialiste ». M. Lionel Jospin n'occupait cette fonction que « par hasard ».

Tous les points stratégiques par M. Chirac ont été l'occasion pour lui de s'en prendre personnellement au chef de l'État. Les acquis sociaux ? « Il ne faut pas plaisanter, M. Mitterrand ! Quels acquis sociaux ? Et quel prix ? (...) Mais nous n'avons pas l'intention de les remettre en cause. La nouvelle loi ? « Elle est diabolique, machiavélique, mitterrandienne, quel qu'il soit. (...) L'imposant, le président de la République a simplement voulu créer une confusion dans le pays faite d'avoir son adhésion à toute façon, puisque le PS a comme ambition d'obtenir 30 % des suffrages. (...) Il ne peut plus y avoir un parti au gouvernement, mais simplement un parti d'opposition. »

La majorité possible, donc, pour le maire de Paris, « l'ancien RPR », l'UDF (...) Le président de la République est expert en l'art de l'opposition et de l'attaque. Méfions-nous si nous ne laissons libre de manœuvrer pendant des années, parce que nous ne voudrions pas le voir. »

La ligne RPR en Seine-et-Marne était M. Alain Peyrefitte. M. Chirac a rendu un hommage remarqué à son « ami Alain Peyrefitte, qui sait de quoi il parle quand il évoque la sécurité et qui fut, au sein du RPR, l'un des plus grands et depuis longtemps de ceux qui ont engagé la lutte pour la violence ». Le président du RPR s'était pourtant déclaré « très choqué » quand, en printemps 1980, il a le projet de « sécurité » libérée, car pour lui « l'arsenal législatif

existait (alors) serait très largement suffisant, s'il y avait une volonté politique (...) pour assurer ce droit de fermeté (le 11 mai du 7 juin 1980). »

M. Chirac n'avait d'ailleurs pas participé au scrutin lors du vote du texte de M. Peyrefitte. Mais aujourd'hui, au terrorisme, il sous-entend que la France se dote de « l'exception » d'impunité, évoquant ceux « utilisés par l'Italie ». Th. B.

## Selon la SOFRES HAUSSE DES COTES DE CONFIANCE DU CHEF DE L'ÉTAT ET DU PREMIER MINISTRE

Le dernier baromètre mensuel SOFRES-Figaro-Magazine enregistre une hausse de la confiance du président de la République (+ 11 points) et de celle du premier ministre (+ 1 point).

D'après ce sondage réalisé du 25 au 30 janvier auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, 45 % des Français (au lieu de 43 % le mois dernier) déclarent faire confiance au chef de l'État contre 50 % (53 % précédemment) qui émettent l'avis contraire.

M. Laurent Fabius, pour sa part, bénéficie de la confiance de 39 % des personnes interrogées (au lieu de 38 % en janvier). Les avis négatifs passent dans le même temps de 55 % à 54 %.

À l'indice de popularité des personnalités politiques, Michel Rocard (56 % d'opinions favorables), qui perd 1 point est toujours largement en tête. À l'exception de M. Chevènement (33 %), qui recule de 1 point, toutes les autres personnalités politiques de gauche sont en hausse : M. Delors (42 %) de 1 point, MM. Fabius (38 %) et Jospin (30 %) de 2 points, M. Bérégovoy (27 %) de 4 points, M. Georges Marchais (14 %) gagne 2 points.

Dans l'opposition aussi, la tendance est à la hausse. M. Raymond Barre (52 %), qui gagne 4 points, occupe toujours la première place. Viennent ensuite M. Veil (45 %), comme le mois dernier ; MM. Chirac (40 %), Léotard (38 %), tous les deux en hausse de 3 points, et M. Chaban-Delmas (37 %) en hausse de 4 points. M. Giscard d'Estaing (29 %) ne gagne que 1 point.

## LA FIN DU CONGRÈS DU PC CUBAIN

### Large remaniement du comité central et du bureau politique

#### De notre envoyé spécial

La Havane. — Le troisième congrès du Parti communiste cubain s'est terminé vendredi 7 février avec l'approbation à l'unanimité du rapport présenté mardi dernier par M. Fidel Castro. Un nouveau comité central, largement remanié, a été élu par les délégués de toutes les provinces du pays. Comme le prévoit le règlement, une plus grande place est faite aux femmes, aux jeunes et aux Noirs dans ce comité central rénové, qui a modifié à son tour la composition du bureau politique et du secrétariat.

Le rituel a été rigoureusement respecté. Le langage traditionnel aussi, bien entendu. Les délégués, comme les chefs des quelque deux cents délégations étrangères invitées au congrès, ont salué avec une même enthousiasme les résultats déjà obtenus par la révolution cubaine. Ils ont également approuvé la

volonté d'autocritique et les grandes lignes du programme visant à poursuivre l'édification du socialisme à Cuba, et c'est par acclamation, que M. Fidel Castro a été réélu au poste de premier secrétaire du parti. Monté à la tribune, il a alors lui-même animé la réflexion de son frère, M. Raul Castro, au poste de deuxième secrétaire. « Nous ne voyons jamais dans le même avenir », a-t-il dit, faisant allusion aux « innombrables tentatives d'assassins des dirigeants cubains par l'impérialisme américain. »

Le nouveau comité central, qui comprend 225 membres (146 titulaires et 79 suppléants), totalise 125 « nouveaux » (55 titulaires et 70 suppléants). Le principe de « large rénovation » basé sur les seuls critères « de pureté et de valeur révolutionnaires » préconisé par M. Castro a été également appliqué au bureau politique. Entrant pour la première fois au bureau politique M. Wilma Espín, la présidente de la Fédération des femmes, qui est aussi la femme de Raul Castro, un général, Lazo Fernandez, et Roberto Veiga, un syndicaliste. Carlos Rafael Rodríguez, considéré comme le numéro trois du régime et qui avait lui-même récemment laissé entendre qu'il pourrait prendre sa retraite (il a soixante-quinze ans),

reste au bureau politique. Reste également au comité central, mais quitte le BP, M. Blas Roca, le vieux leader du PSP, l'ancien parti communiste ; la « rénovation » (près de 18 % de femmes) au comité central s'accompagne malgré tout du respect accordé aux hiérarchies et aux vieux compagnons de l'appareil castroïste.

Les résolutions adoptées par le troisième congrès ne sont que des « projets ». Elles concernent le programme du parti, la modification des statuts, des orientations générales pour une nouvelle politique administrative du pays par la création de « districts » à La Havane, Santiago et Camaguey, les trois principales villes. Ces « projets » doivent maintenant être soumis à une approbation « populaire » qui ne fait guère de doute et une assemblée extraordinaire du troisième congrès est convoquée en décembre pour ratification définitive des décisions et des orientations. Cette procédure exceptionnellement lente illustre le souci de M. Fidel Castro d'avancer avec prudence pour appliquer ce qu'il appelle la stratégie du « pas à pas » : un rapprochement de plus en plus « fraternel » avec les pays du bloc socialiste.

MARCEL NIEDERGAU.

## NOUVELLES BRÈVES

« Polémique à Lyon autour de la mort du boxeur Vincent Sarnelli. — Atteint d'une leucémie, le boxeur Vincent Sarnelli, vingt-quatre ans, de Villefranche-sur-Saône (Rhône), est mort le jeudi 6 février à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Cette mort suscite une polémique entre sa famille et la Fédération française de boxe. Ancien champion de France amateur des poids moyens (1983-1984), il avait signé un contrat professionnel avec un manager italien en janvier 1985. Il ressentit les premières atteintes de la maladie, au cours d'un combat, le 2 mars suivant. Malgré un séjour à l'hôpital et une greffe de la moelle osseuse en juillet dernier, son état s'était de nouveau aggravé il y a un mois. La famille de Vincent Sarnelli, en accusant le manager italien et la Fédération française de boxe, met en cause la surveillance médicale des sportifs de haut niveau. »

« Décès de Jacques Sabbath. — Ancien rédacteur en chef de l'Arche, la revue du judaïsme français, Jacques Sabbath est décédé le mercredi 5 février à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans. Il avait formé et dirigé la plupart des journalistes de la communauté juive. Il était auteur de nouvelles, son ouvrage le plus célèbre, « Le Livre », avait été publié en 1973 chez Albin Michel. Son successeur à l'Arche, Roger Ascot, dit aujourd'hui : « Il fut l'homme de l'étude, l'écriture, du Livre. Il a témoigné pour une juïve de qualité et de liberté. »

## Mme SIMONE VEIL invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »

Mme Simone Veil, présidente du groupe libéral à l'Assemblée européenne de Strasbourg, sera l'invitée de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 7 février, de 18 h 15 à 19 h 30. L'ancien ministre, ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg, répondra aux questions d'André Fassinon et de Jacques Amalric du Monde et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Le numéro du « Monde » daté 8 février 1986 a été tiré à 481 640 exemplaires.

A B C D E F G





on d'enquête sénatoriale  
nce le «gâchis»  
cinquième chaîne

la sénato-  
haïne l'  
nement. Il  
on du rap-  
porter pour  
nente polé-  
miste-vingt  
e a gâché  
e des publi-  
cités rang-  
par gâché  
des règles  
acceptées  
concessions  
visuel : le  
espoir de  
un paysage  
monieux et  
on rente-  
suffisance.  
en la poli-  
a devenue  
ps d'avoir  
pour la

électoral,  
re que sur-  
plus, la  
sénateurs  
de d'argu-  
et compa-  
raison pro-  
tion.

politi-  
teurs vant  
-enquê-  
turer jour  
a négocia-  
la télé-  
vision, Télé-  
les promo-  
e 6 février  
M. Jean  
a première  
ard Meyer,  
concession  
a pu, au  
SA. His-  
», dont il  
admirable

rapports,  
as inter-  
et précé-  
dés

IX  
S  
ES

la intellec-  
tualisation  
d'Ankara  
7 février  
ils figu-  
reraient  
président  
la grande  
publique  
ent, de ce  
prison.

est nommé  
- Chef de  
aide et de  
M. Francis  
suscitant à  
d'Orsay  
re éditeur  
Il y rem-  
la Roche

rtique

reste éga-  
al, mais  
a, le vieux  
parti  
près de  
central  
du res-  
et aux  
parlail co-

par ■  
que des  
nt le pro-  
dification  
géné-  
politique  
la créa-  
Havane,  
les trois  
projets  
soumis à  
e qui ne  
semble  
congrès  
bre pour  
décisions  
procédure  
illustre le  
d'avancer  
figurer ne  
de pas  
le plus en  
avec les

Le Monde

AUJOURD'HUI

# PARLONS RÉGIONS

**UN Alsacien est-il plus heureux qu'un Languedocien ? Un homme du Nord plus tolérant qu'un habitant du Limousin ? L'avenir est-il plus rose en Rhône-Alpes que dans le Centre ?**

Et d'abord, les Français savent-ils à quelle région ils appartiennent, eux qui vont voter le 16 mars pour élire non seulement des députés, mais aussi, pour la première fois, leurs conseillers régionaux ? C'est pour le savoir, et le faire savoir, que la Fondation nationale des sciences politiques et le CNRS ont créé l'Observatoire interrégional du politique (OIP) qui a lancé des enquêtes dans quinze régions. Voici, en exclusivité, les premières réponses.

## NOUVELLES BRÈVES

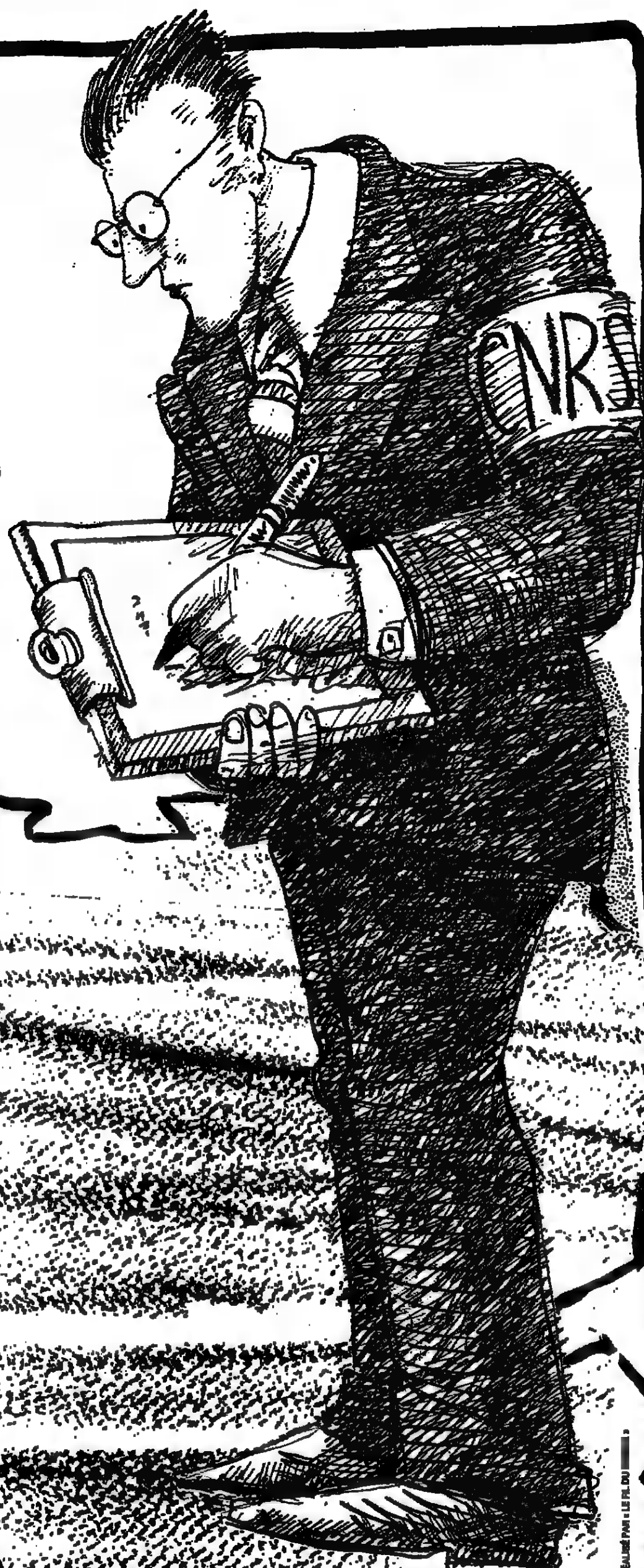
● **Polémique à Lyon autour de la mort du boxeur Vincent Sarnelle.** - Avenant d'une leucémie, le boxeur Vincent Sarnelle, originaire de Villefranche-sur-Saône (Rhône), est mort le jeudi 6 février à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Cette mort suscite une polémique entre la famille et la Fédération française boxe. Ancien champion de France amateur des poids moyens (1984), il avait signé un contrat professionnel avec un manager en janvier 1985. Il avait subi les premières atteintes de la leucémie lors d'un combat le 2 mars 1985. Malgré un sérum à l'époque une greffe de la moelle osseuse en juillet dernier, son état s'est aggravé. Vincent Sarnelle a été inhumé à Villefranche-sur-Saône le 10 février. La famille de Vincent Sarnelle a demandé le mariage de son fils avec la fille d'un boxeur professionnel, mais en cas de surveillance médicale de son état de haut niveau.

● **Décès de Jacques Sarrailh.** - Ancien rédacteur en chef de l'Arche, la revue du judaïsme français, Jacques Sarrailh est décédé le mercredi 5 février à Paris à l'âge de soixante-cinq ans. Il avait dirigé la plupart des journaux de la communauté juive et avait été élu à l'Assemblée nationale en 1977. Il avait été élu à l'Assemblée nationale en 1977. Son successeur à l'Arche est Roger Assol, dit aujourd'hui de la « Il fut l'homme de l'état, de l'écriture, du Livre, de la stratégie pour une presse juive de qualité ».

**Mme SIMONE VEIL**  
invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »  
Mme Simone Veil, présidente du groupe libéral à l'Assemblée nationale, sera l'hôte de la émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 9 février, de 18 h 15 à 19 h.  
L'ancien ministre, ancienne présidente de l'Assemblée de Strasbourg, répondra aux questions d'André Passeron et de Paul Amalric du Monde et de Gilles Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc de RTL. Le débat est dirigé par Henri Marquet.

Le numéro du « Monde » daté 8 février 1986 a été tiré à 481 040 exemplaires.

A B C D E F G









# PARLONS

Enfin, les nouvelles auront l'air de bien délimiter les domaines où l'on circule à droite et à gauche. Sinon, que de collisions frontales ! La perspective l'entraîne, la route routière aurait comporté bien des attentes au départ, car les deux voies d'un même sens, les deux sens, un goulet d'étranglement au point de convergence de nombreuses voies routières, le non-débit des voies routières, les véhicules étant très inférieurs en vitesse aux ferroviaires.

Quant à l'infrastructure, la branche Paris-Calais du TGV Paris-Nord, il est évident qu'elle ne pose sans grave déconfort, soit en ce qui concerne la SNCF sur son budget, soit en ce qui concerne le financement comme celui de l'ouvrage de la ligne à grande vitesse de la région parisienne. Or, alors un financement public, le budget de l'Etat, comme pour la LGV et les voies nouvelles envisagées ? La rentabilité du TGV Paris-Lyon autorise tout le monde à penser que la ligne Paris-Nord, si elle est financée par l'Etat, sera la première à être terminée.

O. GIVELET,  
président de l'ATCF.

Le possible  
 première ?  
 euble, pas  
 e à Lorient le  
 Monde du  
 ont se l'au-  
 lé ? Eh bien  
 mais possi-  
 qu'il n'y a  
 -RPR. Le  
 Monde  
 probable »  
 atteignent  
 l'extrême  
 de l'éven-  
 e possi-  
 e proba-  
 blement que... ?

Dans l'article « Koweït, 6 octobre 1973. » le Monde aujourd'hui date 2-3 révolutions indiquions par erreur que l'Arabie saoudite avait fait passer sa production de 1995 à 3 millions de barils par jour. Il s'agit en fait de 4-4 millions de barils par jour.

gourmandise qui fait plaisir à lire, a produit de fort bons articles troublants, comme celui de M. Fabius. Il s'agissait de « Baby Doc », le charmant dictateur de Haïti. Selon M. Dutourd, ce bébé-là, fils d'un terrible tyran, et — signe des temps — son père, doit être défendu au nom... de la francophonie.

Écoutez Jean Dutourd. L'homme qui veille sur notre langue avec autant d'attachement sous la Coupole qu'au-delà des mers : « Il y a toutes les raisons de souhaiter que Baby Doc soit chassé. Toutes, sauf que... il parle français. Et grâce à lui le français est la langue de la République d'Haïti. Après son départ, Haïti perdrait une partie de son âme ».

S'il faut juger les tyrans — le mot est de notre académicien — en fonction de la langue qu'ils parlent... les absolus quand ils ont la même que nous, voilà une manière simple et pratique de se déterminer. Il y a la parole d'un esprit moyen. Il y avait la raison d'Etat. Voici la raison de langue. On se prend à regretter que Staline et Hitler n'aient pas été francophones. Cela nous aurait évité bien des problèmes de conscience. Élémentaire, my dear Dutourd !



## par Frédéric Gaussen et Annick Percheron

**de mars prochain.**

l'enquête, lorsque l'on ~~parle~~ au chauvinisme départemental ~~et~~ au succès ~~des~~ associations regroupant, à Paris notamment, les

C'est dans la région, **en** le **de** quotidien **de** l'existence, que

■ ■ ■ ■ ■ Paris d'une part ■  
l'ensemble des régions de l'autre.  
Les vrais Parisiens n'existent pas :  
c'est ■ ■ ■ ■ ■ connu, près d'un habi-

les questions qui touchent les rapports avec la région (identité, politique, régionalisme...); le facteur régional est plus déterminant

probablement l'accomplissement de l'idée régionale et la constitution d'une France réellement plurielle. ■

de l'idée régionale et la constitution d'une France réellement plurielle. ■





## PARLONS RÉGIONS

Approchons-nous d'un peu plus près les régions et régions sur l'analyse qu'ont pu tirer nos lecteurs de leurs reconnaissances profondes dans quatre régions :  
- Limousin, les villages et de la terre ;  
- le Nord-Pas-de-Calais, fidèle à son image mais lanterne rouge de la vie ;  
- les Alpes, confiante en elle et moderniste ;  
- le Roussillon enfin, où la gaieté le dispute à l'anxiété.  
Sans doute quatre régions ne font pas la France. Mais leurs diversités géographiques et économiques influent sur le moral de leurs habitants, leur mode de vie, et même, peut-être, sur leur attitude devant l'existence.  
Quatre régions, quatre climats, quatre personnalités.

### NORD PAS-DE-CALAIS

## FAMILLE EN REMPART

RÉGION de forte tradition, solidement attachée à sa terre et à son mode de vie, le Nord-Pas-de-Calais est aussi une région noire, l'une des plus durement frappées par la crise. L'immigration rouge pour « l'agrément de la vie », elle est la plus pessimiste sur son avenir, la plus inquiète devant l'immigration et la violence — et la plus favorable au rétablissement de la peine de mort, — l'une des plus réservées quant à l'intégration des travailleurs immigrés. C'est une région qui attire peu (rares sont les nouveaux arrivants), mais à laquelle on est fidèle (elle compte la plus forte proportion — avec l'Alsace — de familles implantées depuis plusieurs générations).

Le Nord-Pas-de-Calais croit dans l'idée régionale. Son régionalisme est plus délibéré, plus politique qu'ailleurs : ses habitants sont, de tous les Français, les plus prêts à s'engager dans un mouvement régionaliste. Ce régionalisme, qui s'attache à une tradition antiparisienne et anti-étatique, a été pris en charge par une gauche dont l'implantation est forte et ancienne et par une bourgeoisie très attachée à la vie locale.

La gauche modérée coexiste avec une tradition de droite recouvrant un socialisme démocratique d'inspiration catholique, un courant autoritaire, dont on trouve la permanence dans les scores récents du Front national. Les

divergences politiques ne mettent pas en cause l'homogénéité sociale : les clivages sont marqués entre urbains et ruraux, entre classes d'âge ou catégories sociales.

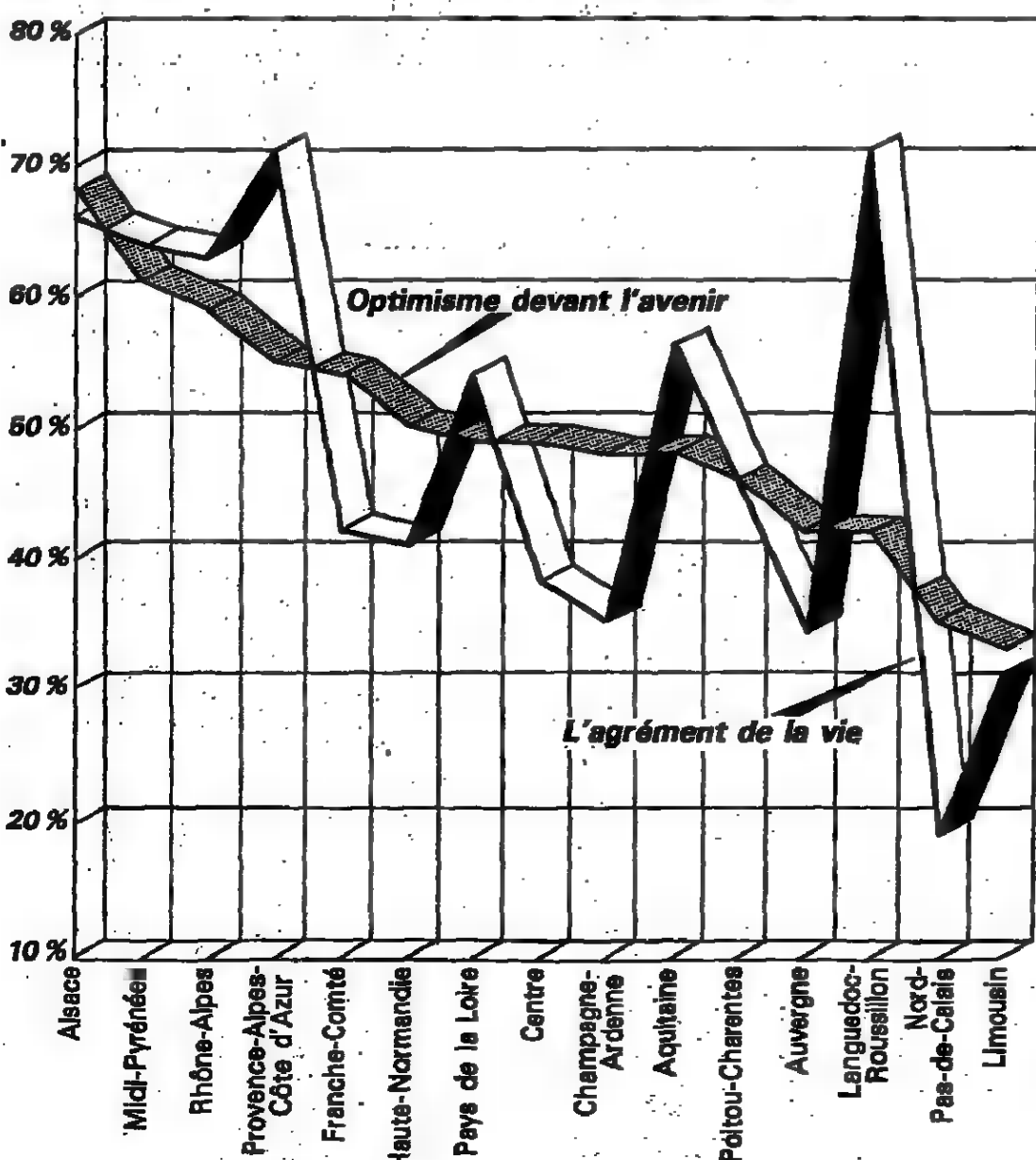
La politisation du Nord-Pas-de-Calais est culturelle qu'idéologique. Elle s'exprime plus par des comportements que par des opinions. Ses habitants s'intéressent peu à la « politique », et s'informent davantage en regardant la télévision qu'en lisant la presse — y compris les cadres supérieurs — alors qu'en général la politisation se fait par un niveau de culture élevé et une plus grande consommation de journaux.

Cette culture consensuelle se retrouve dans un certain nombre de valeurs morales

économiques, dont fait partie la tradition industrielle : le Nord-Pas-de-Calais, mal de toutes les régions, celle qui compte le plus sur les très grandes entreprises pour assurer son développement. Traditionnaliste en matière religieuse, le Nord-Pas-de-Calais est la région qui attache le plus d'importance au maintien des formes traditionnelles de la famille. Rigoriste, elle est l'une des plus hostiles à l'homosexualité, à l'avortement et au concubinage. Elle est celle qui est la plus attachée à une organisation hiérarchique autoritaire de la société. Un trait qui résulte peut-être d'une double culture, catholique et industrielle, qui continue de la marquer fortement.

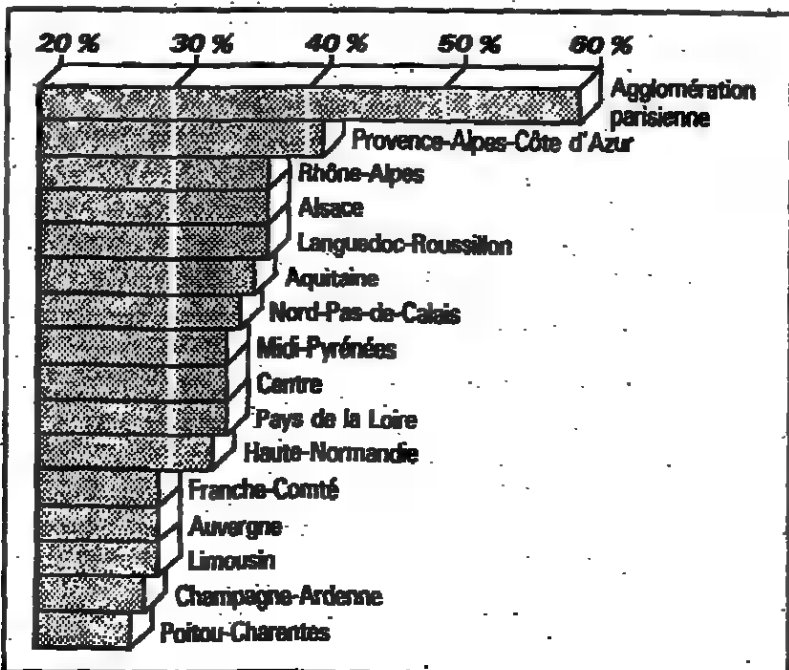
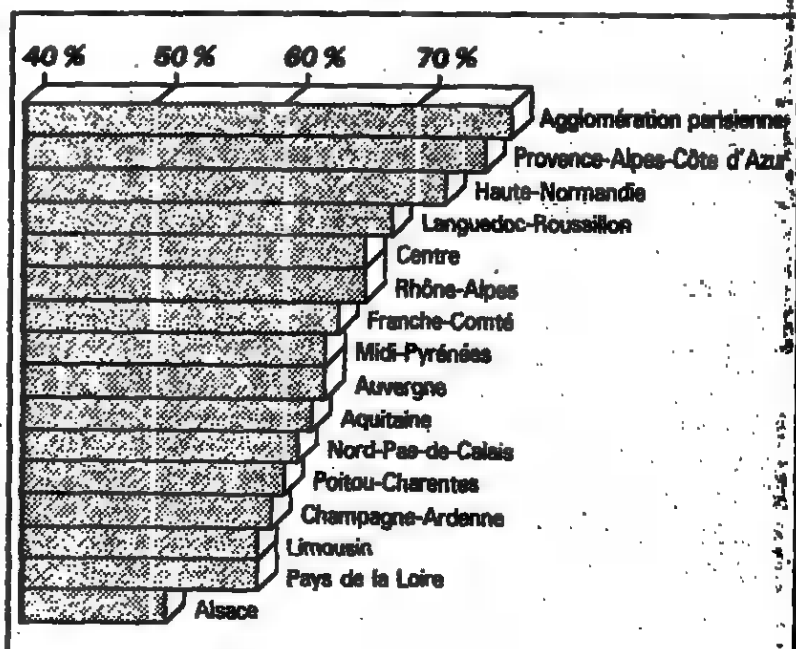


## LE PLAISIR ET L'OPTIMISME



L'art de vivre est une chose, la confiance dans l'avenir en est une autre. Les régions où la vie est le plus agréable ne sont pas nécessairement celles où l'optimisme règne.

## L'INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE

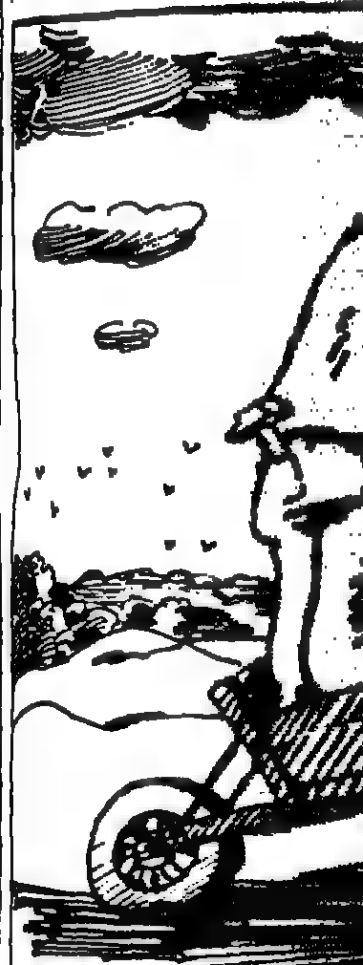


## L'ACCEPTATION DU CONCUBINAGE

### LIQUIDATION

## SOUS L'AIL

Le Limousin est une région... (text continues in columns)



### LIQUIDATION ET LIQUIDATION

## DES ANXIÉTÉS

LIQUIDATION et LIQUIDATION... (text continues in columns)



## PARLONS RÉGIONS



### LIMOUSIN

## SOUS L'AILE DE L'ÉTAT

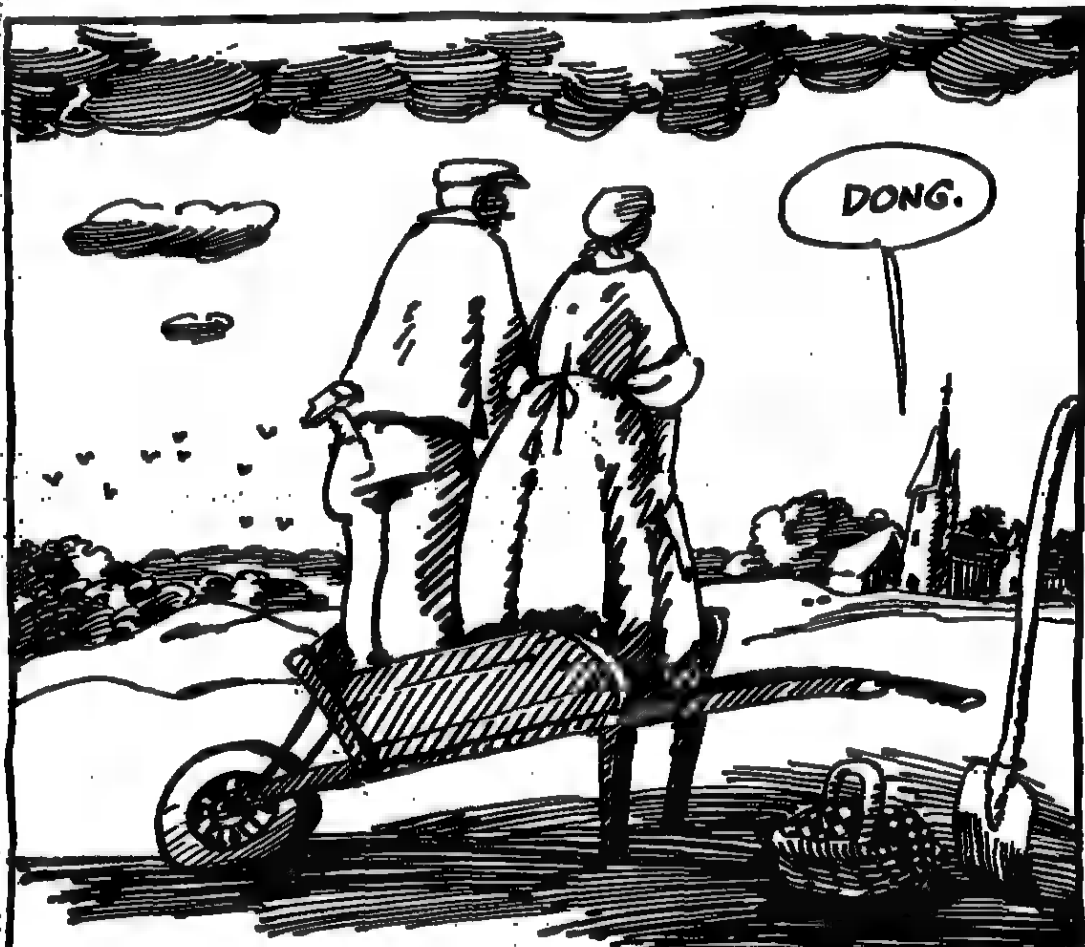
Le Limousin incarne mieux que toute autre région la France profonde : villages et de la terre. Région à vieille tradition ayant une très forte identité, mais repliée sur elle-même, durement frappée par la crise et le chômage, ne voyant guère à ses difficultés. Que soit pour la possibilité de trouver un emploi, le niveau des salaires, des revenus, le dynamisme de l'industrie et de l'agriculture, les Limousins sont parmi les plus nombreux à penser que leur région est défavorisée.

C'est pourquoi, doute ils sont, plus que d'autres, attachés à ce qui symbolise l'aide de l'État et la solidarité nationale : le secteur public, la Sécurité

sociale. La sécurité de l'emploi pour eux le critère essentiel qui détermine leur choix d'un métier. De tous les Français, les Limousins sont les plus hostiles à la régionalisation : ils n'ont qu'ils n'ont pas les moyens d'une politique autonome. Mais l'État dont ils attendent tant pour le lointain. Leur horizon, c'est la commune et la région, plus que la nation. Et ils sont de ceux qui s'intéressent le moins aux nouvelles internationales.

Peu politisés, ils ne sont pas prêts à s'engager dans des mouvements en faveur de la paix, de l'environnement, des droits de l'homme ou des consommateurs. Mais, soucieux d'avoir des institutions susceptibles de les défendre, ils sont parmi les plus attachés au bulletin de vote, au droit de grève, aux syndicats, aux partis politiques. Ils méfient les innovations en matière sociale, comme le partage du temps de travail, et sont particulièrement hostiles au travail au noir.

Ne croyant guère en la possibilité de développer de nouvelles, les Limousins souhaitent surtout qu'on vienne leur aide aux traditions traditionnelles qu'on leur offre la possibilité de former. Devant un avenir collectif bouché, ils ne voient d'autre issue que l'assurance de la communauté nationale et le salut individuel par le diplôme.



LIMOUSIN ET LIMOUSINE PLUS PETITE, PEUT-ÊTRE PROGRESSISTE, CONTEMPLANT AVEC STUPÉFACTION L'AGGLOMÉRATION DE MILLET...

### LANGUEDOC-ROUSSILLON

## DES ANXIEUX AU SOLEIL

LUMIÈRE et ombre, gaieté et anxiété... Le Languedoc-Roussillon est la région des contrastes. Elle partage avec sa sœur méditerranéenne (Provence-Alpes-Côte d'Azur) la palme de « l'agréement de la vie ». Avec sa mer et son soleil, c'est à coup sûr une région où il fait bon vivre, ses habitants en sont pleinement conscients.

Mais l'euphorie s'accompagne d'un profond pessimisme à l'avenir : la situation économique et sociale. C'est la région de France qui s'estime dans la situation la plus défavorable pour la possibilité de trouver du travail, le dynamisme industriel. Ce pessimisme semble exprimer le sentiment d'une dégradation récente, d'une crise qui touche au présent et au futur. Le Languedoc-Roussillon avait l'impression d'être plutôt privilégié ; ce n'est plus le cas. Si ses habitants - à l'inverse des Français en général - pensent

que leur situation n'est plutôt améliorée depuis dix ans, ils sont très pessimistes pour leurs enfants.

Pour sortir de la crise, ils comptent sur la diversification des activités industrielles et agricoles, sur l'implantation d'entreprises nouvelles et le développement des débouchés pour les produits régionaux. La vigne plus l'informatique... Si l'idée régionale y est bien installée (c'est la région de France où l'on compte le plus sur le président du conseil régional pour faire avancer la décentralisation), on y est aussi très réservé sur la mise en œuvre, et on ne souhaite guère que le pouvoir de la région soit accru. Le Languedoc-Roussillon est typique de cette France où la réalité régionale fait partie des mœurs et de la culture, mais où le salut en politique reste à faire - par crainte sans doute d'être privé du soutien de l'État et de se

trouver bien démuné face à des responsabilités nouvelles.

Le Languedoc-Roussillon ne manque pourtant pas d'atouts, à commencer par une population mobile, entreprenante, ouverte. Une population passionnée excessive, très attachée aux libertés individuelles et collectives (liberté de la presse, l'école, droit de vote, possibilité de fonder son entreprise, syndicats et des partis politiques), tolérante sur le plan des mœurs.

Plus modérée que sa sœur provençale, la région Languedoc-Roussillon exprime ainsi les contradictions d'une France régionale en pleine mutation, fière de ses traditions, attachée à sa terre et à son histoire, mais inquiète devant l'avenir. Attristée par la régionalisation, mais hésitant devant les risques qu'elle implique, incertaine de ses chances, et ne parvenant pas encore à croire à son destin.

### RHÔNE-ALPES

## LE SOUFFLE LIBÉRAL

AVEC Rhône-Alpes, on est dans une France moderniste, ouverte, tournée vers l'avenir. Une région optimiste où la vie est jugée agréable et qui arrive largement en tête pour la possibilité de trouver du travail, le niveau des salaires et le dynamisme industriel. Moins frappée que d'autres par le chômage, elle est relativement moins sensible à l'urgence de créer des emplois de l'économie. Dans le choix d'un métier, ses habitants sont davantage attentifs à l'intérêt et à la spécialité professionnels qu'à la sécurité de l'emploi.

Les habitants de Rhône-Alpes sont - après les Parisiens - les Français qui

ont le plus aux nouvelles technologies. Ils sont aussi parmi les plus grands lecteurs de journaux et les plus attachés à la liberté de la presse.

Libéraux, ils le sont aussi bien en matière politique et syndicale, par leur attachement au droit de vote et au droit de grève, que sur le plan des mœurs : ils sont les moins attentifs aux formes traditionnelles de la famille et les plus tolérants à l'égard de l'homosexualité et de l'avortement.

Favorables à la régionalisation, ils sont prêts à la mettre en œuvre sans hésiter ni complexe, persuadés que leur région possède les meilleurs

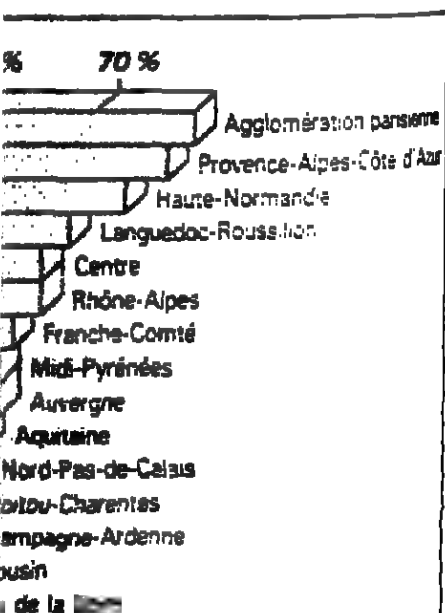
atouts pour réussir et qu'elle a l'avenir pour elle.

Rhône-Alpes figure avec l'Alsace le groupe de tête des régions optimistes. Mais elles diffèrent dans leurs différents d'optimisme à la française. Alors que le dynamisme alsacien repose sur une forte identité régionale, cimentée par un enracinement ancestral et la fidélité à des valeurs spirituelles, culturelles et politiques, les rhodaniens s'appuient sur le libéralisme moral, intellectuel, la mobilité, l'ouverture internationale et le pari industriel.

Deux images contrastées de la « France qui change » : nos gouvernants.

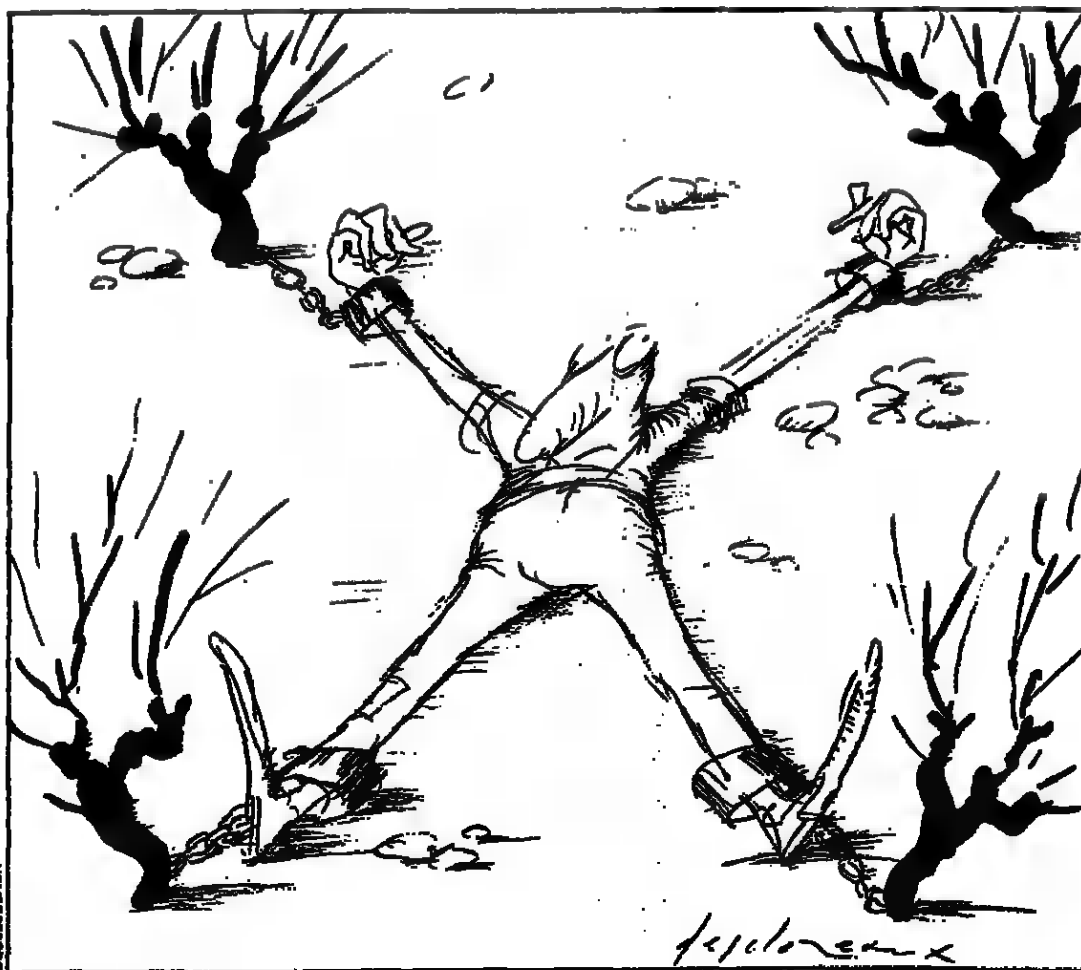


ne met-  
homogé-  
ages sont  
rains ou  
d'âge ou  
Nord-Pas-  
culturelle  
l'exprime  
mément  
habitué  
le li-  
forment  
et la télé-  
presse -  
es supé-  
général la  
avec un  
é et une  
ation de  
sensuelle  
certains  
orales et



glomération  
rienne

L'ACCEPTATION  
DU  
CONCUBINAGE





## ARCHITECTURE

# NORMAN FOSTER, L'HOMME AU CRAYON D'ACIER

par Michèle Champenois

L'œuvre de Norman Foster, Britannique, cinquante ans, compte parmi les plus marquantes de cette fin de siècle : un style métallique, un service de bâtiments industriels raffinés et d'immeubles de bureaux sophistiqués. Entre une tour à Hongkong et bientôt le centre d'art contemporain à Nîmes, une architecture qui regarde son époque en face.

PARFOIS, Norman Foster se secoue d'un grand rire. Alors son regard se porte vers l'idée qui l'ébranle, vers l'intérieur de lui-même et non vers l'extérieur de la phrase ou de la question. Comme s'il devait immédiatement transformer la matière, l'engranger, la façonner. Une gymnastique intellectuelle propre aux caractères denses, intenses, concentrés, qui ne s'éparpillent pas dans le vain commerce de leurs semblables. De ceux qui modèlent, manipulent, polissent sans cesse un matériau précieux, la matière grise.

Gris, froid, lisse, poli. Cet homme de peu de mots ressemble à son architecture, sobre, efficace, impeccable. Il est « nickel ».

La qualité qu'il met le plus volontiers en avant est d'ailleurs l'intégrité. Morale ou matérielle ? Les deux, sans doute. Morale, la fidélité à une ligne de conduite, une attitude « responsable » à l'égard des autres, l'entreprise, le client, l'usager ; intégrité matérielle, le respect et l'exploitation de la physique et de la plastique des matériaux, au mieux de leurs capacités. Le tout au service de bâtiments industriels raffinés et d'immeubles de bureaux sophistiqués. Une architecture qui regarde son époque en face.

Norman Foster, architecte, il est aviateur. Ex-ingénieur électronique dans la RAF, pilote de son propre Jet et aussi d'hélicoptère, il a le goût des belles mécaniques qui affrontent le pur défi de la pesanteur. Et si l'architecture ne vole pas, il ne lui est pas interdit d'aspirer au lisse, au

léger, au fluide, au lumineux. De faire l'intelligente, en somme.

Devant ces nappes de toiles finement perforées, devant ce rideau de verre, suspendu par magie, épousant soigneusement le tracé de la rue (Wills and Faber & Prewich), devant ces charpentes de fer sorties de leurs gonds, ces hauteurs et ces mûres jusqu'au dernier boulon (Renault à Swindon), devant ces toitures jetées comme un drap métallique à la rencontre de l'infiniment bleu, on crie, comme on aurait pu le faire devant la tour Eiffel il y a cent ans : « high-tech ».

Quand il entend le mot « high-tech », pudique et british, Foster se rebelle : non, il ne s'agit pas d'une mode ; non, il ne veut pas être différent pour le plaisir d'être différent. « Les bâtiments sont comme les gens ; ils n'ont pas à être à la mode », dit-il. « Ils devraient plutôt être bien dans leur peau ».

À un moment où l'architecture, après quelques décennies de liberté et de conformisme, s'est débridée et admet tous les genres, des plus glacés aux plus racleurs, des plus rigides aux plus dévergondés, à un moment où certains édifices se bardent d'antiquité grecoromaine, tandis que d'autres chignent de leurs néons, cachent leur indigence sous des maquillages baroques, le « high-tech » est une des figures du style hétéroclite de l'époque : il utilise les signes comme emblèmes, et leurs immeubles s'habillent de métal et s'ornent de gadgets techniques comme un punk sculpte sa coiffure et se couvre de chaînes.

Foster ne mérite pas, d'un vrai, cette injure du « high-tech » comme un tic. Dans la maturité de ses cinquante ans, il appartient, au contraire, à une famille d'idées qui a survécu aux remises en cause des années 70 et redresse aujourd'hui la tête.

À son début de sa carrière avec le Richard Rogers qui « gagna » le Centre Pompidou, il a plus d'une année avec les

recherches d'un Renzo Piano, l'autre homme-Beaubourg et grand modèle de formes industrielles. On peut lui trouver un père spirituel dans le Buckle Fuller, l'inventeur des dômes géodésiques, avec qui il travaille aux États-Unis, ou bien chez le bonhomme Prouvé, le fameux Nançois qui « tortillait les

communs le détail impeccable, la finition maniaque. À quel moment, peut-on se demander, le calcul de l'ingénieur rend-il sa liberté à la main de l'architecte ? Que font les ordinateurs, les ingénieurs intégrés à une agence nombreuse (cinquante personnes à Londres, soixante à Hongkong pendant les travaux) et riche en compétences, l'assistance de bureaux d'étude eux-mêmes très « créatifs », comme le fameux Ove Arup and Partners que l'on retrouve derrière Beaubourg, l'usine Fleetguard de Rogers à Quimper, et plusieurs chantiers de Foster ? Délimiter le rôle de chacun, faire le partage des chiffres, trait pur, reviendrait-il à demander à quel moment l'aviateur beau. Question sans fin, sans fond.

Les séries d'esquisses, de croquis au millimètre, ne trahissent pas le secret. D'autant que Foster se déclare peu confiant dans le dessin seul. Il veut toucher, voir, évaluer, corriger sur pièces. Techniques de pointe volées à d'autres disciplines certes, mais maquettes, prototypes, en vraie grandeur, échafaudages, témoins.

La charisme et l'originalité de l'exposition présentée à l'IFA à Nîmes : on peut y voir, outre la prodigieuse maquette (hors de prix) de Shanghai Banking, des panneaux de façade de l'immeuble avec leurs brise-soleil, un bout de toiture du Sainsbury Arts Center, même, étrange bouquet de tuyères, un nœud de charpentes métalliques soudées, qui est étudié pour la troisième aérogare de Heathrow, prévue pour 1990.

« Tout, impitoyablement » Laissant à d'autres les fastidieux accrochages de plans et coupes commentées (le catalogue est là pour renseigner les professionnels), l'exposition prend ainsi du relief. Tendue de vélums noirs, l'IFA est devenue grotte à la Jules Verne où sont projetées, en appui de l'imagination, de grandes images.

« Le bâtiment de tout, impitoyablement », dit-il pour expliquer son souci de « voir » les failles avant qu'il ne soit trop tard. Aucun matériau moderne n'est laid en soi, pourrait-il ajouter. C'est à la jointure qu'on reconnaît le bon ouvrier.

C'est pourquoi les maquettes du centre d'art contemporain de Nîmes ne disent pas tout. Il faut y ajouter (et sans doute le jury qui choisit le Britannique parmi une très reluisante brochette de vedettes internationales y a pensé) la « main » l'esprit qui mettrait en œuvre ce volume tellement simple, épuré, si le moindre détail manquait, l'ensemble perdrait sa qualité d'ensemble.

Un bâtiment pur, calme ; tout le contraire de cette joyeuse mécanique de poutres et de fils déployés pour Renault à Swindon, qui prouve aussi que l'acier peut sortir de la réserve, de la netteté froide qu'il impose à ses œuvres. De même, s'il exploite les techniques du futur, Foster ne s'y enferme pas : quand les familles chinoises creusent à la main les fondations de la tour, tandis que la structure métallique s'élève au-dessus de leurs têtes, ou quand les échafaudages « bambous », courants en Asie, s'installent même sur les chantiers de gratte-ciel, mille fois plus rapides, sûrs et économiques, il n'est pas dépaycé. Il est ravi. « Je considère comme une ultime arrogance de juger qu'un pays faible en techniques modernes devrait s'interdire de les importer », de les utiliser », répond-il aux critiques.

Et l'homme-aviateur quittera ce déjeuner-débat de la Closerie des lilles pour rejoindre son hôtel, à 4 kilomètres de là. A pied, au pas de course du jogger. Courez, Foster, le vieux monde est derrière vous !

• Institut français d'architecture, 6 rue de Tournon, Paris-6, du mardi au samedi, jusqu'au 5 avril. Catalogue Electa-Moniteur, 285 F.



Norman Foster.



L'usine Renault à Swindon, en Angleterre.

## MON BUI

Le gratte-ciel le plus cher d'être mis en service... and Shanghai Banking Co. L'équipe de Norman Foster... comme celui d'un ouvrage... ou d'une plate-forme de... Le résultat est surprenant.



LES gratte-ciel... Le gratte-ciel le plus cher d'être mis en service... and Shanghai Banking Co. L'équipe de Norman Foster... comme celui d'un ouvrage... ou d'une plate-forme de... Le résultat est surprenant.





## ARCHITECTURE

## ACIER

par Michèle Champenois

# MON BUILDING A HONGKONG

par Alain Faujas

**Le gratte-ciel le plus cher du monde vient d'être mis en service par la Hongkong and Shanghai Banking Corporation. L'équipe de Norman Foster a conduit le chantier comme celui d'un ouvrage d'art, d'un pont, ou d'une plate-forme de forage. Le résultat est surprenant.**

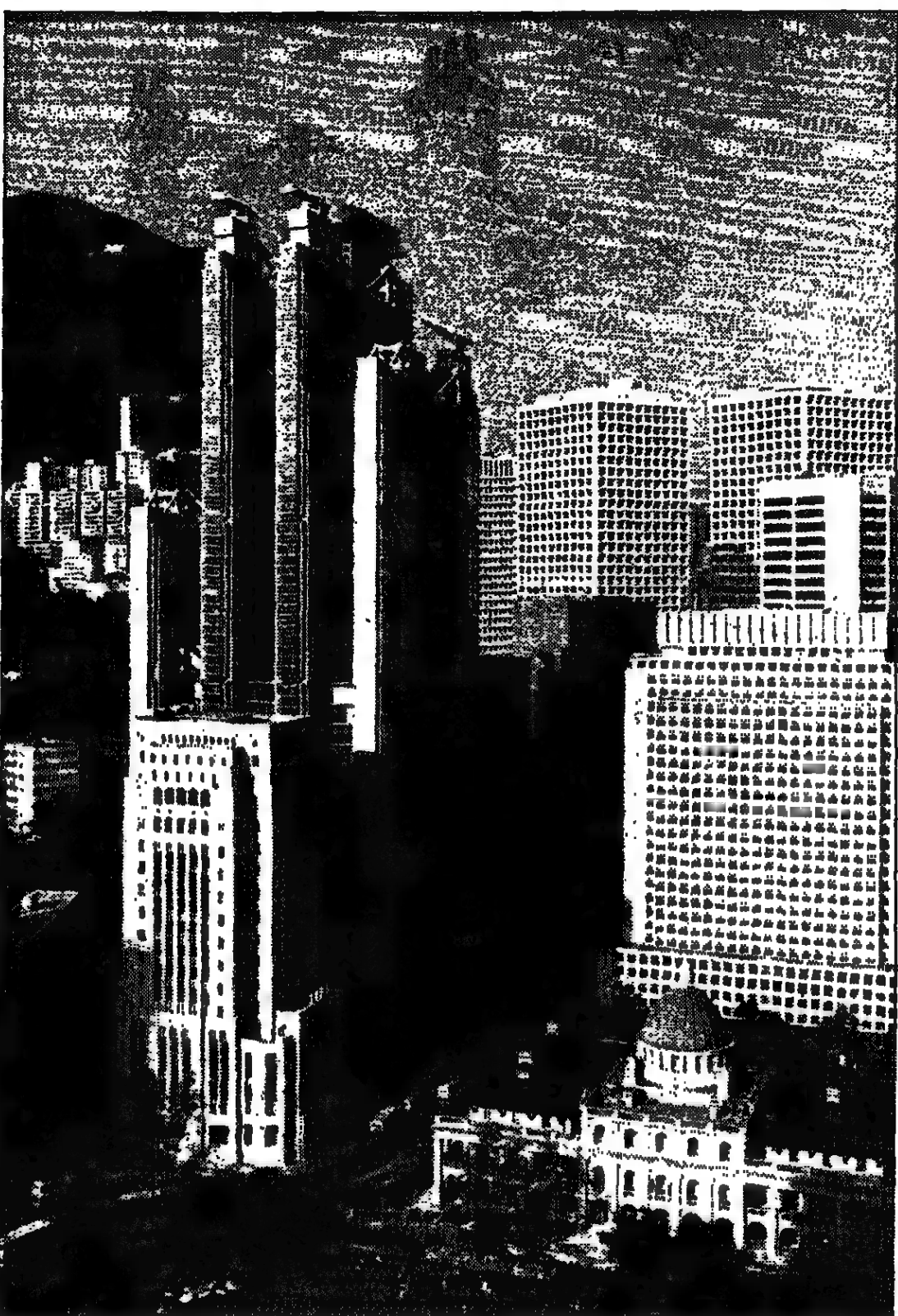


L'espace créé, cette recherche l'a conduit vers une solution architecturale qui limitait l'emprise de la charpente. Chaque niveau n'est donc pas supporté, mais suspendu. Selon le principe utilisé dans la construction des ponts, les portiques, chargés chacun d'une dizaine d'étages, s'accrochent à huit gigantesques mâts composés de quatre colonnes d'acier. Cette suspension a été rejetée à la périphérie de l'immeuble et, à chaque étage, rien n'arrête le regard, tant que les cloisons mobiles ne sont pas posées selon les besoins de chaque service.

C'est en son cœur que l'œuvre de Norman Foster est la plus belle. L'immeuble est en partie ouvert jusqu'au treizième niveau, pour y ménager, depuis l'immense plaza du rez-de-chaussée, une nef baptisée « atrium », une nef de cathédrale transparente qui culmine à 52 mètres. Au-dessus, les planchers reprennent leurs droits. La possibilité de mesurer de haut en bas les points des niveaux inférieurs de cette architecture intérieure confère à celle-ci une convivialité, une chaleur surprenantes dans une tour destinée à recevoir plus de mille cinq cents personnes. L'œil s'approprie instantanément ces volumes en liberté et se rassure de leur élégance.

Lorsque le visiteur détaille le fonctionnement du gratte-ciel, « hors du commun » est l'expression qui lui revient sans cesse à la bouche. Hors du commun, les fondations où l'entreprise française Dragages et Travaux publics a coulé un béton parfait. Hors du commun, les salles des coffres qui ferment une porte blindée de 45 tonnes signée Fichtel-Bauche, le monte-charge qui dévalait loin des regards les passagers de transport de fonds, les vingt-trois ascenseurs qui filent leurs 6 mètres par seconde, les soixante-deux escaliers mécaniques et le marbre de Carrare de la zone accessible au public.

Pour vérifier la résistance au feu des matériaux, on a incendié, en Grande-Bretagne, un prototype d'étage. Pas moins. On a protégé chaque mât porteur d'une peinture anticorrosion, du sable, du ciment, de l'acier inoxydable, de l'époxy de 25 millimètres d'un « tissu » de céramique qui résiste aux flammes pendant deux heures. Sur d'autres structures, on a passé un enduit spécial, qui se met à mousser sur une épaisseur de 15 millimètres à partir d'une température de 75°C et qui protège efficacement jusqu'à 600°C. Une protection supplémentaire donne froid dans le dos : dans les archives, dans les services de l'informatique, l'incendie ne sera pas combattu avec des jets d'eau qui détruiraient documents et matériels, mais avec une injection



massive d'hélium. Lorsque l'alarme retentira, le personnel travaillant dans les archives aura quelques dizaines de minutes pour évacuer les lieux sans peine d'asphyxie.

### Le dragon de la mer ne passera pas

On est fasciné par le jeu des miroirs, commandé par ordinateur, qui font tomber les rayons du soleil dans l'atrium et sur les guichets ouverts au public. Etonnant aussi le système de climatisation hypersophistiqué qui permet d'obtenir partout la température désirée. Il utilise un refroidissement par eau de mer : un tunnel de 100 mètres de long et de 1 mètres de diamètre va pomper dans la baie, à 75 mètres de profondeur, 1 000 litres par seconde. Cent trente-neuf modules hydrauliques — quatre par étage environ — ont été fabriqués au Japon.

Ce sont d'énormes boîtes d'acier de 1,20 mètre sur 12 qui contiennent déjà cuvettes, lavabos, tuyaux, lampes, échangeurs de chaleur, ventilateurs. L'installation et le branchement de modules se sont effectués en un temps record puisque neuf d'entre eux devenaient opérationnels chaque semaine.

La souplesse d'utilisation de la tour tient au fait que, à 1,20 mètre, le plancher et le plafond recèlent les prises nécessaires au téléphone, à l'électricité, à la climatisation, au branchement d'ordinateurs compatibles avec l'ensemble des systèmes informatiques en service dans le

monde. Autrement dit, on peut pratiquement tout faire de n'importe où. Ainsi chaque employé dispose-t-il d'un numéro et d'un poste téléphoniques qu'il emporte avec ses déplacements à l'intérieur de l'immeuble. Il lui suffit de brancher son poste sur n'importe quelle prise téléphonique pour être joint directement en permanence.

Ouvert en novembre 1981, le chantier n'a pas connu de temps techniques. En revanche, l'architecte a dû reprendre certains tracés et redessiner certains aménagements selon la prescription du xiansheng, l'expert en géomancie chargé par la banque de Hongkong de concevoir le gratte-ciel en conformité avec les lois du bien et du mal. Le dragon a demandé que les structures portantes ne soient pas en croix, mais en triangle — la croix lui est un symbole porte-malheur. Il s'est aussi préoccupé du dragon de la mer, qui n'est pas particulièrement propice aux affaires. Pour éviter que ce monstre encombrant ne gravis quatre à quatre les escaliers mécaniques qui emportent les visiteurs depuis la plaza, les escaliers ont été disposés en biais par rapport à l'entrée principale.

Au numéro 1 de Queen's Road Central, tout est prêt pour que le nouveau temple de l'argent défie les typhons, les concurrents, les changements de régime politique. Restent les risques de krach bancaire, contre lesquels la banque la plus sophistiquée du monde ne peut vraiment pas grand-chose.

Les structures d'acier très apparentes en façade donnent de l'élan aux quarante-six étages du siège de la Hongkong and Shanghai Banking Corporation. La vingt-troisième banque mondiale tenait à manifester sa présence dans l'avenir, dans le giron de la Chine populaire.

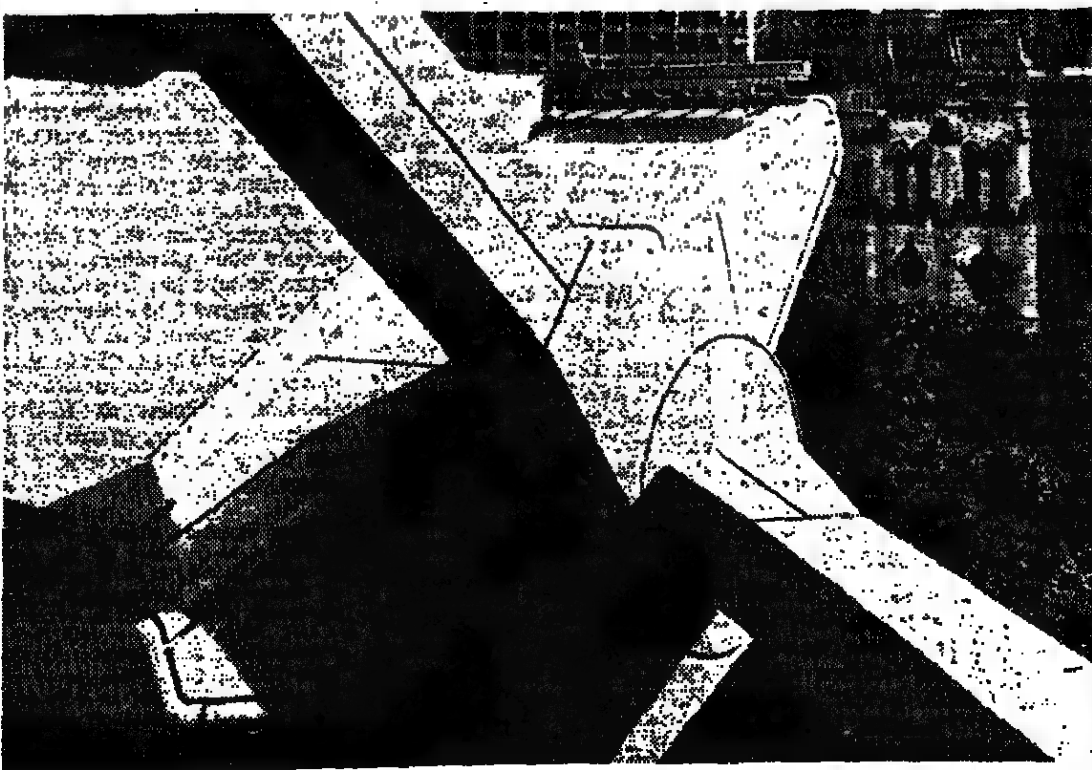
LES orgueilleux gratte-ciel de Manhattan de Hongkong et de Chicago n'ont qu'à bien se tenir ! La Hongkong and Shanghai Banking Corporation, qui a confié à Norman Foster le projet de ce gratte-ciel, a ouvert au public, en juillet 1985, le numéro 1 de Queen's Road Central, la plus belle, la plus « high tech », la plus lumineuse, la plus moderne, la plus sûre et — bien sûr — la plus coûteuse des tours jamais dressées vers l'azur. Un siège hors normes qui exige les superlatifs et occupe la place prééminente prise par le territoire sino-britannique dans le système financier international.

Quarante-six étages culminant à 178,8 mètres et 70 000 mètres carrés de surface utile construits pour la bagatelle de 1 milliard de dollars de Hongkong, soit 1 milliard de francs ! Cette addition, qui n'inclut pas la valeur du terrain, déjà propriété de la banque, porte à plus de 15 000 F le prix du

mètre carré. A titre de comparaison, les bureaux dernier cri de la Défense sont proposés pour 10 000 F le mètre carré et le mètre carré le plus cher de Paris ne dépasse pas les 30 000 F. Vingt-troisième banque mondiale et maître du système bancaire de Hongkong, l'établissement tenait à manifester sa foi dans l'avenir, dans la perspective du retour dans le giron de la Chine populaire. Son nouveau siège social devait en témoigner et concilier sagesse bancaire et typhons du Pacifique par fond de capitalisme et socialisme libéralisant.

L'architecte britannique Norman Foster a conçu un bâtiment d'équilibre : un jeu d'acier très apparentes en façade, séquences de vitrages, l'élan des quarante-six étages zébrés par l'escalier de secours.

Le concepteur a voulu une souplesse dans l'utilisation de



RICHARD BRYANT

scable, la A quel sander, le rend-il sa architecte ? Les ingénieurs hongkongais riches en idées et en énergie ont choisi le Britannique pour ses très reluisantes brochures de vedettes internationales (y a pensé) la « main » et l'esprit qui mettront en œuvre ce volume tellement simple, épuré, où le moindre détail manque menaçait la qualité d'ensemble.

C'est pourquoi les maîtres du monde d'art contemporain de Nîmes ne disent pas tout. Il faut ajouter (et sans doute le jury au moment de choisir le Britannique pour ses très reluisantes brochures de vedettes internationales (y a pensé) la « main » et l'esprit qui mettront en œuvre ce volume tellement simple, épuré, où le moindre détail manque menaçait la qualité d'ensemble.

Un bâtiment pur, calme, tout le contraire de cette joyeuse mécanique de poutres et de fils déployés pour Renault à Swindon. Et qui prouve aussi que Foster peut sortir de la réserve, de la retenue froide qu'il impose à ses œuvres. De même, s'il aime explorer les techniques du futur, Foster ne s'y enferme pas : quand les familles chinoises creusent à la main les fondations de la tour, tandis que la structure métallique s'élève au-dessus de leurs têtes, ou quand les échafaudages de béton, courants en Asie, s'installent même sur les chantiers de gratte-ciel, mille fois plus rapides, sûrs et économiques, il n'est pas dépaysé... Il est ravi. « Je considère comme une ultime arrogance juger qu'un pays faible ne peut utiliser les techniques modernes de construction », répond-il aux critiques.

Et l'homme-avion quittera et déjeuner-débat de la Closserie des lilas pour rejoindre son hôtel, à 4 kilomètres de là. A pied, au pas de course du jogger. Courrez, Foster, le vieux monde derrière vous !

\* Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris-6, de mardi au samedi, jusqu'à 5 h. Catalogue Electa-Moniteur, 285 F.

Bonquins - Dossiers par milliers

### Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrication  
du kit au sur mesure

**LEROY FABRICANT**

équipe votre appartement  
bureaux, magasins, etc.  
25 années d'expérience  
Une visite s'impose  
208, avenue du Maine, Paris (14)  
45-40-57-40 - N° Alsace











## JANVIER 1986 DANS LE MONDE

### Etranger

#### LES TROIS YÉMENS

par Philippe Boucher

FRANÇOIS MAURIAC disait aimer tellement l'Allemagne, qu'il y avait le Nord et il y avait le Sud - qui sont en réalité à l'ouest et à l'est. Voilà qu'ils vont être trois, sinon davantage, par la guerre civile durable qui menace dans l'État du Sud. Ali Nasser, le président évincé, disposerait de forces importantes pour l'aider à reconquérir Aden. Cependant que, dans la capitale, le nouveau pouvoir est déjà traversé de courants antagonistes. Les appels à la non-intervention étrangère seront probablement entendus comme à l'ordinaire en de telles circonstances. Les sauveurs ne manqueront pas. Le scénario est connu, le résultat le plus courant, aussi.

Pourtant, il n'est pas excessif de tenir pour un moindre mal ces divisions qui reflètent les idéologies dominantes de la planète. Les Coréens ne franchissent pas la frontière qui sépare l'aversion mutuelle de la guerre : les Allemands, contre leur gré, s'abstiennent de transformer leurs affinités en épousailles.

Mais combien d'autres pays se multiplient comme par scissiparité, en se divisant contre eux-mêmes, en courtisant le sort qui promet le pire ? Le Liban est le triste symbole de ces territoires qui n'ont plus de maîtres à force d'en avoir trop.

Les Yémens étaient deux, depuis 1967. Il y avait le Nord et il y avait le Sud - qui sont en réalité à l'ouest et à l'est. Voilà qu'ils vont être trois, sinon davantage, par la guerre civile durable qui menace dans l'État du Sud. Ali Nasser, le président évincé, disposerait de forces importantes pour l'aider à reconquérir Aden. Cependant que, dans la capitale, le nouveau pouvoir est déjà traversé de courants antagonistes. Les appels à la non-intervention étrangère seront probablement entendus comme à l'ordinaire en de telles circonstances. Les sauveurs ne manqueront pas. Le scénario est connu, le résultat le plus courant, aussi.

Ce Yémen-là ne fait décidément plus partie de l'Arabie heureuse, ainsi que les vieux dictionnaires désignent cette partie du monde, pour la distinguer des deux autres, la péninsule, qui trait son nom de Pétra, et la déserte, dont le surnom se passe de commentaires.



13-24. - Yémen du Sud :  
guerre civile à Aden : dix mille morts.

1. - CEE : Entrée officielle de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, qui comprend désormais douze membres. (1, 2 et 5-6.)

1. - ÉTATS-UNIS - URSS : MM. Reagan et Gorbatchev adressent des messages de vœux télévisés respectivement au peuple soviétique et au peuple américain : ils expriment l'un et l'autre leur volonté de paix. (2, 3 et 4.)

7. - ÉTATS-UNIS - LIBYE : Le président Reagan, dénonçant le soutien fourni au terrorisme par le régime du colonel Kadhafi, annonce la rupture totale des relations économiques et commerciales américano-libyennes : tous les Américains travaillant en Libye doivent quitter le pays et quatre compagnies pétrolières américaines, qui produisent environ la moitié du pétrole libyen, sont contraintes de cesser leurs activités. Le 8, les avoirs financiers libyens aux États-Unis sont gelés. Quarante-trois pays islamiques réunis à Fès (Maroc) avaient exprimé, le 7, leur « solidarité avec le peuple arabe libyen ». Les appels lancés à ses alliés par Washington, pour qu'ils s'associent à ces sanctions, restent sans effet : seul le Canada prend des mesures contre la Libye ; les pays de la CEE adoptent, le 27, une déclaration sur « la lutte contre le terrorisme international », qui ne mentionne pas la Libye. (Du 1 au 17, 21 et du 23 au 29/1, 1 et 2-3/11.)

8. - ÉTATS-UNIS : L'indice des valeurs industrielles de la Bourse de New-York enregistre une chute sans précédent de 39,10 points. Mais le « Dow Jones », qui avait atteint la veille, à 1 565,71, son niveau le plus élevé (en hausse de 267,77 points, presque sans interruption depuis le 20 septembre), se redresse rapidement : à 1 570,98, le 31, il bat de nouveau son record. (Du 9 au 13, 19-20 et 26-27/1, 2-3/11.)

9. - GRANDE-BRETAGNE : M. Michael Heseltine, ministre de la défense, démissionne en raison de son opposition à la prise de contrôle du constructeur d'hélicoptères Westland par le groupe américain Sikorsky. L'affaire Westland provoque un grave malaise au sein du Parti conservateur et une mise en cause du « style de gouvernement » de M. Thatcher. Un des plus fidèles partisans du premier ministre, M. Leon Brittan, ministre du commerce et de l'industrie, est contraint de démissionner, le 24, pour avoir organisé la fuite d'un document afin de discréditer les prises de position de M. Heseltine en faveur de la prise de participation d'un consortium européen

dans Westland. (1, 4, du 7 au 21, du 25 au 29 et 31.)

13-24. - YÉMEN DU SUD : De très violents combats à l'arme lourde opposent à Aden deux factions rivales du parti unique soviétique et font quelque 10 000 morts, ainsi que d'importantes destructions. Du 16 au 24, près de 7 000 ressortissants étrangers sont évacués vers Djibouti par des navires soviétiques, français et britanniques. Le 24, M. Haydar Abou Bakr el Attas, premier ministre qui s'était réfugié à Moscou pendant les combats, est nommé chef de l'État



31. - Haïti : les « tontons-macoutes » défilent devant le palais présidentiel.

interimmaire, après la victoire des forces hostiles au président Ali Nasser Mohamed. (A partir du 15.)

15. - CHINE-URSS : Pékin rejette « catégoriquement » la proposition soviétique d'un traité de non-agression et demande à nouveau à Moscou de lever les trois obstacles qui s'opposent à la normalisation des relations sino-soviétiques : la présence massive de forces soviétiques le long de la frontière chinoise, l'occupation de l'Afghanistan par l'armée rouge et celle du Cambodge par le Vietnam. (10, 17, 21, 22, 24 et 25.)

15. - ÉTATS-UNIS - URSS : M. Gorbatchev propose un plan de désarmement visant à « libérer la Terre des armes nucléaires d'ici la fin du siècle ». M. Reagan se dit « très reconnaissant » de ces nouvelles propositions. (Du 16 au 22.)

15. - LIBAN : De violents combats entre chrétiens opposent

à Beyrouth-Est partisans et adversaires de l'accord intermilices, signé à Damas le 28 décembre, que le président Amine Gemayel, venu à Damas les 13 et 14, a refusé d'avaliser. M. Elie Hobeika, signataire de l'accord, est évincé et remplacé à la tête des Forces libanaises (milice chrétienne) par M. Samir Geagea, qui demande une renégociation de l'accord. Après diverses pressions militaires de milices pro-syriennes contre des secteurs chrétiens, un attentat à la voiture piégée, le 21, à Beyrouth-Est, fait une trentaine de morts. (3, 5-6, 8 et du 14 au 30/1, 2-3/11.)



15-21. - URSS-ASIE : M. Edouard Chevardnadze se rend au Japon, du 15 au 19, puis en Corée du Nord. Le dialogue politique nippo-soviétique était interrompu depuis 1977, et il s'agit de la première visite d'un ministre soviétique des affaires étrangères en Corée du Nord, allié traditionnel de la Chine. (10, 11 et du 15 au 22.)

16. - ALGERIE : 98,37 % des votants approuvent, par référendum, la nouvelle Charte nationale. (9, 11, 17 et 18.)

16. - FRANCE-RFA : M. Mitterrand se rend à Baden-Baden, au quartier général des forces françaises en Allemagne fédérale. Il assiste à une importante revue militaire en compagnie du chancelier Kohl. A l'issue d'entretiens avec ce dernier, il envisage des « consultations » avec Bonn sur la dissuasion nucléaire, mais rappelle que « la décision ne peut pas être partagée ». (Du 15 au 18.)

17. - ESPAGNE-ISRAËL : Madrid annonce l'établissement de relations diplomatiques avec l'État hébreu. M. Felipe Gonzalez rencontre M. Shimon Peres, le 19, à La Haye, où le premier ministre israélien commence un voyage européen qui le conduit ensuite, jusqu'au 29, à Londres, puis à Bonn. (Du 18 au 23 et du 26 au 30/1, 2-3 et 4/11.)

18-19. - FINANCES MONDIALES : Les ministres des finances des Cinq (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, RFA), réunis à Londres, ne peuvent se mettre d'accord sur une

à Maseru de membres de l'ANC (Congrès national africain), se félicite de ce putsch. Les nouveaux dirigeants décident, le 22, d'organiser le départ de tous les réfugiés sud-africains, et le blocus sud-africain est levé le 25. (Du 15 au 28 et 30.)

20. - ÉTATS-UNIS : La mémoire du pasteur noir Martin Luther King, apôtre des droits civiques assassiné en 1968, est désormais honorée par un jour férié. (Du 19 au 22.)

20. - FRANCE-GRANDE-BRETAGNE : M. Thatcher et M. Mitterrand, réunis à Lille, annoncent le projet retenu pour la liaison fixe à travers la Manche : deux tunnels ferroviaires, qui seraient mis en service en 1993. Le concessionnaire, France-Manche/Channel Tunnel Group, devra proposer aussi une voie routière avant l'an 2000. (2, 10, 14, 15, du 18 au 24 et 28.)

20. - PÉTROLE : Les cours du pétrole brut descendant en dessous de 20 dollars le baril pour la première fois depuis le deuxième choc pétrolier en 1979. Tandis que cette chute des cours entraîne une forte baisse de la livre sterling, l'Arabie saoudite somme la Grande-Bretagne de réduire sa production de pétrole. Mais M. Thatcher rejette, le 28, toute idée de coopération avec l'OPEP pour stabiliser les prix. (16 et du 22 au 30/1, 2-3/11.)

21. - CEE : Le Parlement danois rejette, par 80 voix contre 75, le projet de réforme institutionnelle approuvé en décembre par le conseil européen de Luxembourg. La plupart des gouvernements européens excluant une renégociation de l'accord de Luxembourg, un référendum sera organisé, le 27 février, au Danemark. (10, 16, 18, 22, 23, 24, 29, 30 et 31.)

24. - ESPACE : La sonde américaine Voyager-2, qui avait survolé Jupiter en juin 1979 et Saturne en août 1981, passe à proximité d'Uranus et transmet aux astronomes des milliers d'informations insoupçonnées. (10, 19-20, du 22 au 28 et 31.)

25. - OUGANDA : Les troupes de M. Yoweri Museveni, chef de l'Armée nationale de résistance (NRA), prennent le contrôle de Kampala. Les forces du chef de l'État, le général Tito Okello, fuient vers le nord du pays. M. Museveni devient président le 29. (22 et à partir du 24.)

26. - INDE : Les extrémistes sikhs reprennent le contrôle du Temple d'or d'Amritsar, d'où ils avaient été chassés par l'armée indienne le 6 juin 1984. (8, 11, 23, 28 et 29.)

26. - PORTUGAL : M. Freitas do Amaral (démocrate-chrétien) obtient plus de 46 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle. Il affrontera au second tour, le 16 février, M. Mario Soares, ancien premier ministre socialiste, arrivé en tête des trois candidats de la gauche. (7, 22, 24, 25, 28, 30 et 31.)

28. - ALGERIE-LIBYE : Le président Chadli et le colonel Kadhafi se rencontrent à In-Allah, localisé du Sud algérien. Le dialogue algéro-libyen était interrompu depuis dix-huit mois. (Du 26/1 au 1/11.)

28. - ÉTATS-UNIS : La navette Challenger explose soixante-quinze secondes après son décollage, tuant les sept astronautes qui étaient à bord, cinq hommes, dont un asiatique et un Noir, et deux femmes, dont une enseignante, la première « citoyenne » de l'espace. L'émotion est considérable aux États-Unis et le président Reagan participe, le 31, à une cérémonie d'adieu à Houston (Texas). Dès le 28, dans une allocution télévisée, il avait déclaré : « Nous continuerons notre conquête de l'espace ». (A partir du 30.)

29. - PROCHE-ORIENT : M. Hosni Mubarak, chef de l'État égyptien, s'adressant à Strasbourg à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, demande aux Européens de former un « groupe de contact » pour préparer une conférence internationale. Il se rend ensuite à Paris, puis à Bonn. (29, 30 et 31.)

30. - ANGOLA-ÉTATS-UNIS : M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, mouvement de guérilla anticomuniste angolais, est reçu à Washington par le président Reagan, qui lui promet une aide militaire de 15 milliards de dollars. (5-6, 9, 11, 25 et du 29/1 au 1/11.)

31. - AFRIQUE DU SUD : Le président Pieter Botha annonce, devant le Parlement du Cap, la prochaine suppression des laissez-passer pour les Noirs et affirme que l'apartheid est un « concept périmé ». (Du 1 au 4/11.)

31. - HAÏTI : M. Jean-Claude Duvalier, « président à vie », décrète l'état de siège après d'importantes manifestations contre le régime, qui auraient fait au moins soixante-dix morts, dans plusieurs villes du pays. La Maison Blanche avait auparavant annoncé à tort la fuite de M. Duvalier ; la moitié de l'aide économique américaine avait été suspendue, le 30, en raison des « graves violations des droits de l'homme ». (8, 9, 10, 14, 15, 22, 25 et à partir du 28.)

### France

1. - La mise en contrôle par le groupe Herriot du Progrès du Nord et de l'Est de Reims une série de manifestations protestataires. Plusieurs procédures judiciaires sont engagées par le gouvernement pour violation de la loi sur la presse de 1881. En appel, le 24, la cour de Paris ordonne à M. Robert Herriot de communiquer les notes concernant le candidat du Progrès au mandataire de presse désigné le 14 par le tribunal de commerce (du 4 au 20, 21, 24, 26, 27, 28 et 31.)

4. - M. Laurent Fabius explique dans un entretien au Monde, comment il faut « prendre une dose d'humour » devant le 8 de l'échelle de vérité « sur l'état de l'économie qu'il y a de grands risques que de tout dans l'économie de la droite soient apportés la pagaille » (du 11/11.)

11. - M. Louis Joxin affirme, à l'occasion des élections communales, que la gauche n'est pas une force à gauche. (14.)

14. - M. Valéry Giscard d'Estaing, en visite au cours des élections de première tour, se rend à la messe à la cathédrale de la ville de Reims, où il prononce une allocution. (14.)

14. - MM. Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen, candidats à la présidence pour le parti RPR et l'UDF, se sont rencontrés à la messe de la cathédrale de Reims, où ils ont prononcé une allocution. (14.)

14. - M. Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen, candidats à la présidence pour le parti RPR et l'UDF, se sont rencontrés à la messe de la cathédrale de Reims, où ils ont prononcé une allocution. (14.)



21. - Les parents d'Habib G.

### Culture

1. - Ouverture du Musée du Louvre sur le thème « Mémoires de la France » - organisé à l'initiative du ministre de la Culture, Jack Lang. (du 1 au 31.)

10. - M. Jean-Pierre Wenz, directeur du patrimoine, remet la médaille d'or de la présidence de la République à M. Jean-Marie Le Pen, pour sa contribution à la culture. (10.)

11. - Le nouveau contrat de travail de la « S. G. » (Société Générale) est signé. (11.)



# JANVIER 1986 DANS LE MONDE

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par Edouard Masurel

## France

3. - La prise de contrôle par le groupe Hersant du Progrès de Lyon et de l'Union de Reims suscite de nombreuses protestations. Plusieurs procédures judiciaires sont engagées par le gouvernement pour violation de la loi sur la presse de 1984. En appel, le 24, la cour de Paris ordonne à M. Robert Hersant de communiquer les actes concernant le rachat du Progrès au mandataire de justice désigné le 14 par le tribunal de commerce (du 4 au 20, 23, 24, 26-27, 29 et 31).

6. - M. Laurent Fabius explique, dans un entretien au Monde, comment il faut « prendre une France d'avance ». Invité le 8 de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, il estime qu'il y a de grands risques que ce soit, dans l'hypothèse où la droite serait majoritaire, la pagaille - (du 7 au 11).

11. - M. Lionel Jospin affirme, à l'adresse des électeurs communistes: « Un vote socialiste, c'est une voix sûre à gauche » (14).

14. - M. Valéry Giscard d'Estaing, expliquant au cours d'une conférence de presse pourquoi il juge la cohabitation inévitable, souligne que, si l'opposition l'emporte, le premier ministre sera « indéboulonnable », car le chef de l'Etat « n'a pas le pouvoir de le renvoyer » (du 14 au 17).

16. - MM. Jacques Chirac et Jean Lecanuet signent la « plate-forme pour gouverner ensemble » conclue par le RPR et l'UDF. Après un préambule, qui proclame que « le socialisme a été un échec », le document comporte trois chapitres: « Libérer l'économie pour assurer le progrès social »; « Promouvoir une société de liberté »; « Redonner sa vraie place à la France », suivis de vingt engagements fondamentaux (2, 11 et du 17 au 22).



16. - Jacques Chirac et Jean Lecanuet signent la plate-forme RPR-UDF.

17. - M. François Mitterrand préside un « rassemblement » au Grand-Quevilly, en Seine-Maritime, département où M. Fabius conduit les listes du PS aux élections législatives et régionales. Devant dix mille à douze mille militants et sympathisants socialistes, il dresse un bilan de la gauche depuis 1981 et demande

aux Français de ne pas « couper les jarrets » à une « équipe qui gagne ». Il critique sévèrement la plate-forme RPR-UDF, qualifiée de « programme des riches contre les pauvres ». L'opposition dénonce l'engagement du chef de l'Etat dans la campagne électorale (du 18 au 25).

19. - La cour d'assises de l'Essonne, qui jugeait, depuis le 6,

tion et se déclare prêt à aller « jusqu'au vote de la censure ». Il avait cependant précisé, le 12, sur TF 1, qu'il ne jouera pas les « trublions » et, dans le numéro de février de sa lettre Faits et arguments, qu'il se « gardera de toute obstruction » (10, 14, 17, du 24 au 29 et 31).

25. - La cour d'assises de Tarn-et-Garonne, qui jugeait trois candidats légionnaires pour avoir assassiné en novembre 1983 un jeune Algérien en le projetant du rapide Bordeaux-Vintimille, prononce deux peines de réclusion perpétuelle et une de quatorze ans de réclusion criminelle (du 23 au 28).

26. - Coluche rassemble sur TF 1 des personnalités politiques de droite et de gauche, mais pas du PC, afin de promouvoir les « restaurants du cœur »: plus de 20 millions de francs sont recueillis pour continuer à fournir des repas aux plus démunis (28/1, 1 et 2-3/II).

29. - M. Barre, à Viroflay, dans les Yvelines, où il est venu soutenir une liste dissidente de l'UDF, la seule « barriste » en dehors de celle qu'il conduit dans le Rhône, estime que l'union relève parfois du « totalitarisme microcosmique » (14, 15, 23, 30 et 31/1, 1/II).

29. - M. Giscard d'Estaing, invité de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, donne son « tiercé gagnant » pour 1986: « l'union de l'opposition, le respect de la Constitution et l'économie libérale ». Il propose à MM. Chirac et Barre un sommet de l'opposition à Clermont-Ferrand (31/1 et 1/II).

30. - M. Mitterrand publie, chez Fayard, des *Réflexions sur la politique extérieure de la France* (31/1 et 1/II).

31. - M. Chirac, répondant à l'émission mensuelle « Parions France » de M. Fabius, sur TF 1, insiste sur la nécessité de donner au RPR et à l'UDF la majorité car « aucun autre gouvernement n'est possible depuis que l'union de la gauche a éclaté » (29/1 et 2-3/II).

### Economie

6. - SOCIAL: Le Parlement est convoqué en session extraordinaire pour achever la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. A l'ouverture de la session, le 9, M. André Labarrière, ministre délégué chargé des relations avec

le Parlement, demande au Sénat de ne pas être « le temple des regards et des attardés sociaux » et de ne pas démontrer une « collusion entre la droite et les communistes ». Les débats commencent le 28 au Sénat, où les élus du PC déclarent vouloir « tout faire pour empêcher le vote » de la loi (7, 8, 10, 11, 15, 17, 18, 23, 25 et à partir du 28).

10. - EMPRUNT: Le montant du premier emprunt d'Etat de l'année est porté de 25 milliards à 32 milliards de francs, en raison de son succès (9, 12-13 et 19-20).

15. - EMPRUNT: L'emprunt obligatoire de juin 1983 (près de 18 milliards de francs) est remboursé avec cinq mois d'avance (9).

16. - CHOMAGE: En décembre, le nombre des chômeurs (2 322 000 personnes, soit 10 % de la population active) a baissé de 1,4 %. Pour 1985, la baisse, la première depuis 1969, est de 3,5 %, soit 85 000 chômeurs de moins (17 et 18).

18. - COMMERCE EXTÉRIEUR: La balance commerciale a été déficitaire de 3,4 milliards de francs en décembre. Pour 1985, le déficit est d'environ 24 milliards, comme en 1984. M. Bérégovoy a souligné, le 14, que la balance des paiements courants enregistre un excédent de 2,6 milliards en 1985, grâce au solde positif de 31,5 milliards pour le tourisme (11, 15, du 18 au 21 et 25).

21. - SALAIRES: Le gouvernement décide d'accorder aux fonctionnaires un rappel de 500 F net pour préserver leur pouvoir d'achat. Les négociations salariales pour 1986 ne s'ouvriront pas avant les élections (19-20, 22, 30 et 31).

27. - EMPRUNT: Le Trésor annonce une modification de ses techniques d'émission et de gestion de la dette intérieure de l'Etat: une adjudication d'emprunt d'Etat (5 milliards de francs en moyenne) sera organisée le premier jeudi de chaque mois (28 et 29/1, 2-3/II).

27. - PRIX: L'INSEE confirme qu'en décembre les prix n'ont augmenté que de 0,1 %, ce qui porte la hausse en un an à 4,7 %, la plus faible depuis 1967. M. Fabius déclare le 29, sur TF 1, que l'inflation en 1986 pourrait être ramenée à 2 %, au lieu des 2,9 % prévus, grâce à la baisse du dollar et du prix du pétrole (du 15 au 18, 29 et 31).

## Décès



Christopher Isherwood en 1972.

5. - Christopher Isherwood, écrivain américain (7).

8. - Pierre Fournier, violoncelliste (9 et 10).

8. - Juan Rulfo, écrivain mexicain (10).

9. - Michel de Certeau, philosophe et écrivain (11, 12-13 et 19-20).

10. - Jaroslav Seifert, poète tchèque, prix Nobel de littérature 1984 (11 et 23).

12. - Marcel Arian, écrivain, de l'Académie française (14).



Thierry Sabine.

14. - Daniel Balavoine, chanteur, et Thierry Sabine, organisateur du Rallye Paris-Dakar, dans un accident d'hélicoptère au Mali, qui fait trois autres morts (du 16 au 21).

14. - Alex Graft, éditeur, ancien PDG des éditions Fayard (18).

16. - Jean Cassou, écrivain, compagnon de la Libération, fondateur du Musée national d'art moderne (17, 18 et 26-27).

18. - Enrique Tierno Galván, maire de Madrid (21 et 22).

22. - Joseph Bouvy, sculpteur ouest-allemand (26-27).

23. - Yvonne Lefébure, pianiste et professeur de piano (25).

24. - Ron Hubbard, fondateur de l'Eglise de scientologie (29).

26. - Bernard Lorjou, peintre et sculpteur (29 et 30).

27. - Lili Palmer, actrice (30).

## UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

EL SALVADOR: La guerre d'usure (11).

FRANCE: Juifs de France (5-6).

ECONOMIE: L'informatisation de la société (7).

SPORT: Les vagues du Paris-Dakar (12-13).

FISCALITÉ: Comment calculer vos impôts pour 1986 (16).

TUNISIE: Intrigues et tensions (19-20 et 28).

FRANCE: La course de fond de François Léotard (21).

FRANCE: Analyse région par région avant les élections législatives et régionales (à partir du 21).

VILLE AU FUTUR: Strasbourg (24/1 et 2-3/II).

FRANCE: Les intentions de la droite et le bilan de la gauche (26-27).

ECONOMIE: Le malaise des éleveurs (28).

MÉDECINE: Les désordres de la procréation (29).

## Culture

7. - Ouverture du Mois du judaïsme, sur le thème « Mémoire et loi de l'homme », organisé à l'initiative du peintre et écrivain Marek Halter (5-6 et 9/1, 2-3/II).

10. - M. Jean-Pierre Weiss, directeur du patrimoine, remet sa démission afin de protester contre l'autorisation donnée aux forains de rester jusqu'au 8 janvier dans le jardin des Tuileries qu'ils avaient occupés le 1<sup>er</sup> décembre. M. Weiss était au centre d'une polémique sur le déménagement à Lille du Musée des plans-reliefs des Invalides (11 et 12-13-1, 1 et 7/II).

17. - Le nouveau contrat de concession de la « 5 », première chaîne de télévision privée, est signé entre le gouvernement et M. Jérôme Seydoux, PDG de France 5. Il diffère peu du précédent, malgré l'avis rendu le 16 par la Haute Autorité de l'audiovisuel, qui reprenait la plupart des critiques des milieux de l'audiovisuel et du cinéma. M. Silvio Berlusconi, directeur général de France 5, présentant, le 20, la

grille des programmes, confirme que la « 5 » émettra à partir du 20 février, tandis que la polémique se poursuit (4, 9, 10 et du 15 au 25/1, 2-3/II).

17. - Le professeur Jean Hamburger, reçu à l'Académie française par le professeur Jean Bernard, prononce l'éloge de Pierre Emmanuel (17 et 19-20).

20. - Franco Zeffirelli met en scène la *Traviata* de Verdi à l'Opéra de Paris, avec Cecilia Gaudia dans le rôle-titre (22 et 26-27).

28. - M. Georges Fillioud annonce qu'une sixième chaîne de télévision, à dominante musicale, émettra avant la fin du mois de février. La concession de ce réseau multivilles national privé est accordée à un groupe réunissant Publicis, Gaumont, la radio NRJ et une société d'achat d'espaces publicitaires (10, 16, 18, 25 et du 29/1 au 1/II).

28. - Le Musée des arts de la mode est inauguré par M. Mitterrand au pavillon de Marsan (9 et 29).

cinq hommes, pour un vol à main armée commis le 24 mai 1983, acquitte deux des accusés, dont Roger Knobelspiess, ancien délinquant et écrivain qui avait bénéficié d'une grâce présidentielle en 1981: incarcéré depuis juin 1983, il n'ait toute participation à ce vol (du 7 au 21 et 26-27).

22. - M. Georges Marchais, invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, s'en prend davantage à « la droite » qu'au PS et au « gouvernement socialiste », dont il dénonçait prioritairement la politique depuis plusieurs mois (24, 25, 28, 29 et 31).

22. - M. Roger Fauroux, PDG de Saint-Gobain, remplace M. Simon Nora à la direction de l'Ecole nationale d'administration (14 et 23).

23. - M. Michel Rocard, dans un article publié par le Monde, critique l'absence « d'ambition et de générosité » de la plate-forme RPR-UDF. Le 24, à Aurillac, il exprime son point de vue sur la cohabitation (du 24 au 27).

24. - M. Raymond Barre confirme, sur FR 3, son hostilité à tout gouvernement de cohabita-



25. - Les parents d'Habib Grimi attendant le verdict du procès des meurtriers de leur fils.

ANC

1), se noue le 22, as les socus Du 15

La farin

droits

est jour

IDE-

et Lille,

sur la

che: qui

1993.

incoe-

roup, r

rou-

14,

cours

des-

sur la

dième

audis

raîne

sterne

la sa

re sa

Mais

toute

JPEP

et du

ment

contre

situ-

mbre

me-

re-

une

d de

a sera

Dame-

4, 29,

sonde

avait

9 et

se à

asmet

lières

nes.

.)

oupes

ef de

tance

de de

ef de

ello,

pays,

ent le

mistes

le du

où ils

armée

5, 11,

25 et à partir du 28.)



## RENCONTRE

# MICHEL HENRY ET LES TERREUX DE LA VIE

propos recueillis par Roger Pol-Droit

**A l'écart  
des modes et des médias,  
depuis une trentaine d'années,  
Michel Henry,  
philosophe et romancier,  
construit une œuvre importante.  
En France, on commence seulement  
à le savoir.**

Il est difficile d'être plus discret que Michel Henry. Habitué par l'écriture, il a préféré la pensée au tapage, et le retrait silencieux où s'élabora une œuvre au clinquant de la place publique. Il a même refusé les honneurs de la Sorbonne pour rester professeur à l'université Paul-Valéry de Montpellier, où il est maître de son temps. De sa patience à méditer, de ses longues marches solitaires, une philosophie puissante est née, tout entière centrée sur la force de la vie, doublée d'une œuvre romanesque originale.

Comme quelques autres créateurs de qualité, Michel Henry est aujourd'hui plus reconnu à l'étranger que dans son pays. Ses œuvres, traduites en anglais, sont commentées aux États-Unis ou au Canada. Il a, au Japon, de véritables disciples. Après quatre ouvrages de philosophie, trois romans (dont *L'Amour les yeux fermés*, prix Renaudot 1976) et plus de trois mille pages publiées, Michel Henry a réussi, parmi les philosophes contemporains qui comptent, à être sans doute l'un des moins connus du public français. Raison de plus pour esquisser une approche de sa pensée.

La vie est sentiment avant d'être pensée, affectivité avant d'être intellect. Notre présence au monde est d'abord celle de la vie, s'éprouvant elle-même dans la souffrance, l'angoisse, et dans la joie qui peut en naître. Tel est, schématisé à l'extrême, le leitmotiv de la pensée de Michel Henry et la clé de ses travaux. A la subjectivité purement intellectuelle de la métaphysique rationaliste, il oppose la subjectivité concrète, corporelle, sensible, traversée d'émotions et d'affects. Et, surtout — c'est l'apport de sa thèse sur l'Essence de la manifestation — il montre comment, lorsque le monde est conçu comme « posé devant nous, à la manière d'un objet » une distance a été subrepticement introduite, oubliant le contact de la vie avec elle-même, son « auto-affectivité ». Cette œuvre très dense est fondamentale pour saisir les suivantes.

Par quel chemin avez-vous été conduit aux analyses que vous avez menées dans ce premier ouvrage ?  
— Pour autant que je puisse répondre à une telle question, ce chemin remonte à ma rencontre avec la philosophie, c'est-à-dire à la classe terminale. J'ai eu un professeur qui faisait des cours abstraits et difficiles. La classe chahutait... Et je me suis aperçu que je comprenais ! J'ai eu l'impression de découvrir un monde merveilleux, comme lorsqu'on entre dans une forêt. J'ai commencé à éprouver la joie intense que l'on ressent à saisir des idées.

Je lisais des textes du néo-kantisme français, ceux de Lachelier, par exemple. J'apprenais à analyser comment la pensée d'un sujet libre constitue le monde et l'ordonne. Et je sentais en même temps mon désaccord, sans pouvoir, évidemment, le formuler à cette époque. J'avais le sentiment que cette philosophie de la subjectivité pensante ne correspondait pas à ce que je vivais, concrètement, réellement.



Les choses pour moi se sont éclaircies vraiment lorsque j'ai découvert que mon corps est subjectif, et surtout que l'essence de cette subjectivité est la vie, s'éprouvant elle-même dans la souffrance et la jouissance de soi, c'est-à-dire l'affectivité, le pathos, et pas du tout la pure intellect.

**Marx  
et son travail vivant**  
En 1963, Michel Henry arrivait donc à ce résultat : il y a deux modes de manifestations de l'être. Le premier, celui de la métaphysique de la représentation, celui de toute pensée « objectiviste » ou scientifique, implique que le monde ait été éloigné de nous, mis à distance pour être visible. Le second mode, qui est le sentiment de soi, exclut toute distance. En lui « l'être surgit et se révèle en lui-même, se rassemble et s'éprouve ».

Après avoir trouvé dans le sentiment ce fondement de la « subjectivité absolue », comme vous dites, il peut sembler curieux que vous ayez choisi de consacrer à Marx dix années de lecture et un bon millier de pages. N'est-ce pas un penseur qui se veut avant tout objectif, scientifique, et qui est aux antipodes d'une « philosophie de la vie » ?  
— Il ne faut pas confondre Marx avec ce que le marxisme en a fait, bien avant que l'on ait eu connaissance des écrits philosophiques de Marx, tels que l'Idéologie allemande, qui n'a été publié qu'en 1932 !

J'ai simplement voulu lire Marx au moyen des principes d'intelligibilité que je pense m'être donnés. Et il m'est apparu que l'essentiel de sa démarche est fondé sur une pensée de la vie, du travail vivant, subjectif, comme il

le dit explicitement. Et seul ce travail vivant est producteur de valeur...  
Car la réalité concrète des sociétés, pour Marx, ce n'est pas la conscience, ce que les hommes se représentent, mais bien cet élément sous-jacent constitué par la vie dans son activité, par cette praxis qu'aucune pensée de la représentation ne peut réduire.

Tout le système de l'économie ne peut se comprendre qu'à partir de la présence d'une vie sou-

phie que l'on croit connaître par cœur : le cogito cartésien.

En quoi Descartes est-il, comme vous le dites, un philosophe ambigu ?  
— Ce que Descartes cherche, c'est le fondement de la connaissance scientifique, telle que Galilée l'a instaurée, dans sa totale objectivité. Or ce n'est pas du tout ce qu'il trouve.

En effet, le « je pense » est ce moment extrêmement étonnant, et même émouvant, où, en des-

sous de ce que je me représente, à une plus grande profondeur que toute relation objective à la nature et au savoir, Descartes découvre cette dimension d'intériorité radicale et muette, faite uniquement de ce que j'éprouve. Ce pur sentiment de soi-même, ce n'est pas du tout la pensée, au sens que nous donnons usuellement au terme. C'est bien la vie, l'affectivité — ce que Descartes appelle l'âme. Qu'on relise les grands textes sur le doute : dans le rêve, le doute peut tout mettre hors jeu, sauf la pure épreuve de la peur que j'y ressens. Et dans la vision, si fautive soit-elle, il subsiste uniquement le fait qu'elle se sent elle-même voir (« sentimus nos videre », dit Descartes).

Cette dimension de subjectivité absolue que Descartes met à nu, il la reforme et la refoule, parce que son projet est de constituer une connaissance objective et scientifique — projet qui sera repris et approfondi par Kant pour aboutir à une véritable métaphysique de la représentation.

Que seul Schopenhauer, selon vous, viendra remettre en cause.  
— Absolument. S'il fut peut-être un mauvais philosophe, Schopenhauer fut en tout cas un penseur génial. Il a fait découvrir une dimension décisive de l'humain, qui détermine même ses représentations : la force de la vie, et de l'affect, qui avait été mise hors jeu par la philosophie de la connaissance et par la pensée scientifique. Il est le premier, par exemple, à se poser un problème qui sera un des problèmes freudiens : qu'est-ce qui pousse les amants à choisir tel partenaire plutôt que tel autre ? Par bien des traits, Freud hérite directement de lui.

Il n'empêche que Freud est, dans le même temps, l'héritier

de Descartes à Freud  
Loin d'être uniquement centré sur la psychanalyse, votre dernier livre constitue plutôt une étonnante mise en perspective des temps modernes, de Descartes à Freud, en passant par Kant, Schopenhauer et Nietzsche. Le texte s'ouvre sur une analyse tout à fait neuve de ce tournant de la philo-

sophie que l'on croit connaître par cœur : le cogito cartésien.  
— En quoi Descartes est-il, comme vous le dites, un philosophe ambigu ?  
— Ce que Descartes cherche, c'est le fondement de la connaissance scientifique, telle que Galilée l'a instaurée, dans sa totale objectivité. Or ce n'est pas du tout ce qu'il trouve.

En effet, le « je pense » est ce moment extrêmement étonnant, et même émouvant, où, en des-

sous de ce que je me représente, à une plus grande profondeur que toute relation objective à la nature et au savoir, Descartes découvre cette dimension d'intériorité radicale et muette, faite uniquement de ce que j'éprouve. Ce pur sentiment de soi-même, ce n'est pas du tout la pensée, au sens que nous donnons usuellement au terme. C'est bien la vie, l'affectivité — ce que Descartes appelle l'âme. Qu'on relise les grands textes sur le doute : dans le rêve, le doute peut tout mettre hors jeu, sauf la pure épreuve de la peur que j'y ressens. Et dans la vision, si fautive soit-elle, il subsiste uniquement le fait qu'elle se sent elle-même voir (« sentimus nos videre », dit Descartes).

Cette dimension de subjectivité absolue que Descartes met à nu, il la reforme et la refoule, parce que son projet est de constituer une connaissance objective et scientifique — projet qui sera repris et approfondi par Kant pour aboutir à une véritable métaphysique de la représentation.

Que seul Schopenhauer, selon vous, viendra remettre en cause.  
— Absolument. S'il fut peut-être un mauvais philosophe, Schopenhauer fut en tout cas un penseur génial. Il a fait découvrir une dimension décisive de l'humain, qui détermine même ses représentations : la force de la vie, et de l'affect, qui avait été mise hors jeu par la philosophie de la connaissance et par la pensée scientifique. Il est le premier, par exemple, à se poser un problème qui sera un des problèmes freudiens : qu'est-ce qui pousse les amants à choisir tel partenaire plutôt que tel autre ? Par bien des traits, Freud hérite directement de lui.

Il n'empêche que Freud est, dans le même temps, l'héritier

de Descartes à Freud  
Loin d'être uniquement centré sur la psychanalyse, votre dernier livre constitue plutôt une étonnante mise en perspective des temps modernes, de Descartes à Freud, en passant par Kant, Schopenhauer et Nietzsche. Le texte s'ouvre sur une analyse tout à fait neuve de ce tournant de la philo-

sophie que l'on croit connaître par cœur : le cogito cartésien.

En quoi Descartes est-il, comme vous le dites, un philosophe ambigu ?  
— Ce que Descartes cherche, c'est le fondement de la connaissance scientifique, telle que Galilée l'a instaurée, dans sa totale objectivité. Or ce n'est pas du tout ce qu'il trouve.

En effet, le « je pense » est ce moment extrêmement étonnant, et même émouvant, où, en des-

sous de ce que je me représente, à une plus grande profondeur que toute relation objective à la nature et au savoir, Descartes découvre cette dimension d'intériorité radicale et muette, faite uniquement de ce que j'éprouve. Ce pur sentiment de soi-même, ce n'est pas du tout la pensée, au sens que nous donnons usuellement au terme. C'est bien la vie, l'affectivité — ce que Descartes appelle l'âme. Qu'on relise les grands textes sur le doute : dans le rêve, le doute peut tout mettre hors jeu, sauf la pure épreuve de la peur que j'y ressens. Et dans la vision, si fautive soit-elle, il subsiste uniquement le fait qu'elle se sent elle-même voir (« sentimus nos videre », dit Descartes).

phénomène de la mémoire. Quand je forme un souvenir, il y a tous ceux que je ne forme pas. Où sont-ils ? Dans l'inconscient. On est ici pleinement dans une perspective de la représentation : si l'être est ce qui est représenté, ce qui n'est pas représenté est inconscient.

Je récusé cette première conception, parce qu'une représentation qui n'est pas actualisée n'est pas inconsciente pour autant. Elle n'est, simplement, pas formée... sans que l'on soit obligé d'imaginer un soc contenant toutes les « représentations inconscientes » en réserve — cette erreur est commune à Freud, à Bergson et à toute la psychologie de l'époque.

Or, tout comme la culture a besoin de la philosophie, le monde où nous vivons a besoin de la culture, un besoin vital. Dans une société où le progrès rend le temps libre de plus en plus important, la culture va devenir, si elle ne l'est pas déjà, le premier besoin de l'humanité. Car elle constitue le seul emploi infini de notre énergie, le seul remède contre l'ennui.

Michel Henry se tait, réfléchit. Il ajoute : « Cette réponse est peut-être encore trop optimiste... »

Car la philosophie permet de rendre intelligibles les problèmes qui importent, en évitant d'être dupe des pensées qui n'en sont pas. La culture ne se limite évidemment pas à la philosophie — la littérature, la musique, la peinture et toutes les formes de création en sont parties intégrantes. Mais la culture a besoin de la philosophie pour ne pas divaguer ni aller à la dérive.

Or, tout comme la culture a besoin de la philosophie, le monde où nous vivons a besoin de la culture, un besoin vital. Dans une société où le progrès rend le temps libre de plus en plus important, la culture va devenir, si elle ne l'est pas déjà, le premier besoin de l'humanité. Car elle constitue le seul emploi infini de notre énergie, le seul remède contre l'ennui.

Michel Henry se tait, réfléchit. Il ajoute : « Cette réponse est peut-être encore trop optimiste... »

D'autre part, dans ce même texte, Freud donne un second argument pour soutenir l'existence de l'inconscient, qui se situe dans un tout autre registre. Il affirme que ce qui est latent agit, contrairement au préjugé de la philosophie classique, qui croyait le virtuel inactif. L'inconscient est alors le nom de la force en action, de la pulsion agissante, dont la représentation, c'est-à-dire de la vie, l'intuition la plus profonde de la psychanalyse vise cette zone d'existence qui précède la représentation, dont nous avons cependant une conscience vague qui est l'affect. Et Freud voit bien que l'affect n'est jamais, en tant que tel, refoulé.

Lorsque Freud va au fond de sa pensée, il parle de l'angoisse comme d'une libido inemployée, incapable de se supporter elle-même. Il exprime comment l'existence, chargée d'affect, veut se débarrasser de soi sans pouvoir à aucun moment se donner congé à elle-même. En ce sens, la psychanalyse est bien une pensée de la vie.

Si l'on admet, pour parler vite, que les pensées visant à l'objectivité sont fondées sur la manipulation et l'oubli de la vie, que peut la philosophie ?  
— C'est une question grave, à laquelle répondre brièvement est impossible, si toutefois il y a une réponse.

En un sens, la philosophie ne peut rien contre la technique, sauf exister. Tant qu'il y aura un livre de philosophie et un lecteur, tant qu'il pourra s'esquisser une pensée qui précède de la vie, quelque chose échappera à la technique et y résistera. C'est très peu de chose, mais c'est peut-être l'essentiel.

Car la philosophie permet de rendre intelligibles les problèmes qui importent, en évitant d'être dupe des pensées qui n'en sont pas. La culture ne se limite évidemment pas à la philosophie — la littérature, la musique, la peinture et toutes les formes de création en sont parties intégrantes. Mais la culture a besoin de la philosophie pour ne pas divaguer ni aller à la dérive.

Or, tout comme la culture a besoin de la philosophie, le monde où nous vivons a besoin de la culture, un besoin vital. Dans une société où le progrès rend le temps libre de plus en plus important, la culture va devenir, si elle ne l'est pas déjà, le premier besoin de l'humanité. Car elle constitue le seul emploi infini de notre énergie, le seul remède contre l'ennui.

Michel Henry se tait, réfléchit. Il ajoute : « Cette réponse est peut-être encore trop optimiste... »

Car la philosophie permet de rendre intelligibles les problèmes qui importent, en évitant d'être dupe des pensées qui n'en sont pas. La culture ne se limite évidemment pas à la philosophie — la littérature, la musique, la peinture et toutes les formes de création en sont parties intégrantes. Mais la culture a besoin de la philosophie pour ne pas divaguer ni aller à la dérive.

Or, tout comme la culture a besoin de la philosophie, le monde où nous vivons a besoin de la culture, un besoin vital. Dans une société où le progrès rend le temps libre de plus en plus important, la culture va devenir, si elle ne l'est pas déjà, le premier besoin de l'humanité. Car elle constitue le seul emploi infini de notre énergie, le seul remède contre l'ennui.

Michel Henry se tait, réfléchit. Il ajoute : « Cette réponse est peut-être encore trop optimiste... »

Car la philosophie permet de rendre intelligibles les problèmes qui importent, en évitant d'être dupe des pensées qui n'en sont pas. La culture ne se limite évidemment pas à la philosophie — la littérature, la musique, la peinture et toutes les formes de création en sont parties intégrantes. Mais la culture a besoin de la philosophie pour ne pas divaguer ni aller à la dérive.

## ŒUVRE

### Philosophie

- L'Essence de la manifestation, 2 vol., PUF, coll. « Epiméthée », 1983.
- Philosophie et phénoménologie du corps, PUF, coll. « Epiméthée », 1985.
- Marx - I : Une philosophie de la réalité : II : Une philosophie de l'économie, Gallimard, « Bibliothèque des idées », 1976.
- Généalogie de la psychanalyse, PUF, coll. « Epiméthée », 1985.

### Romans

- Le Jeune Officier, Gallimard, 1954.
- L'Amour les yeux fermés, Gallimard, 1976 (Prix Renaudot).
- Le Fils du roi, Gallimard, 1981.

A signaler également un très beau texte de Michel Henry sur le peintre Auguste von Briesen, publié dans le numéro 61 de la revue le Nouveau Commerce (Printemps 1985). A mi-chemin de l'analyse philosophique et de la création littéraire, cet important article peut constituer une première lecture.

Une bibliographie complète des travaux de et sur Michel Henry figure dans l'ouvrage de Gabrielle Dufour-Kowalska, Michel Henry, un philosophe de la vie et de la praxis, Vrin, 1980.

A propos du Marx de Michel Henry, les lecteurs du Monde pourront se reporter à notre entretien du 16 avril 1976.

Sur Généalogie de la psychanalyse, on pourra lire un article pertinent de François Roustang dans le n° 463 de la revue Critique (décembre 1985).

QUARANTE-TROISIÈME AN

FRAUDE ÉLECTORALE

Les Philippines de l'affro

Liberté chérie

Les deux dictateurs qui font aujourd'hui les titres de l'actualité sont ceux qui jettent le gant à la démocratie démocratique. Le président philippin, Ferdinand Marcos, est qualifié de « tyran » par les dirigeants américains. Le président américain, Ronald Reagan, est qualifié de « tyran » par les dirigeants philippins. Les deux dictateurs se font face, se défient, se provoquent. C'est la liberté chérie qui est en jeu.

C'est aussi, évidemment, la liberté chérie qui est en jeu. Les deux dictateurs se font face, se défient, se provoquent. C'est la liberté chérie qui est en jeu.

Les deux dictateurs se font face, se défient, se provoquent. C'est la liberté chérie qui est en jeu.

Les deux dictateurs se font face, se défient, se provoquent. C'est la liberté chérie qui est en jeu.